

YOURI LOUJKOV

72 HEURES D'AGONIE



EDITIONS COPART

Youri M. LOUJKOV

72 HEURES D'AGONIE

19 - 20 -21 août 1991

*L'histoire du coup d'Etat manqué
contre Mikhaïl GORBATCHEV*

Traduit du russe par Elisabeth Mouravieff

CopArt Editions

Le présent ouvrage est édité par
les éditions CopArt, 18, Rigistraße, 6300 ZUG (Suisse)
Editeur délégué : Mars Communications S.A.
102, Champs-Élysées, 75008 PARIS
Tel : 40 71 81 95 - Fax : 46 51 81 84

- :-

*Tous droits de reproduction, d'adaptation
et de traduction réservés pour tous pays.
Copyright : CopArt Editions
ISBN : 2-940051-003*

AVERTISSEMENT

Chers lecteurs,

L'ouvrage que je propose à votre attention et dont j'ai vécu chaque page personnellement raconte les trois journées dramatiques d'août 1991 qui ont décidé du sort de la Russie.

Je l'ai écrit sous l'impression immédiate d'événements unanimement qualifiés de coup d'Etat par tous les Russes.

En faisant entrer chars et blindés dans la ville de Moscou, les putschistes ont tenté d'arrêter le cours de l'Histoire et de ramener la population sous le joug d'un régime totalitaire. Mais ils ont fait un mauvais calcul : la grande majorité des Moscovites et des habitants des autres régions de Russie ont refusé de soutenir leur action ; ils ont pris la défense du Président de Russie légalement élu et celle des réformes engagées, se montrant prêts à tous les sacrifices pour assurer l'indépendance de la Russie et la liberté de notre peuple.

Je pense que les lecteurs français, héritiers des idées et des réalisations de la grande Révolution française, dont on a récemment célébré le bicentenaire, seront sensibles à la détermination du peuple russe à défendre les changements révolutionnaires en cours dans notre pays.

Le putsch a échoué. Les forces démocratiques sont sorties victorieuses de l'épreuve. Tout en comprenant que notre victoire n'est que le début du voyage, nous déclarons que personne ne pourra jamais plus nous en détourner.

Ayant été nommé, après le putsch, maire de Moscou, je mesure de façon constante la gravité des problèmes économiques qui se dressent devant la Russie nouvelle. Mais, comme on dit chez nous, c'est en marchant que l'on arrive au bout de la route. Cette route, nous voulons la suivre main dans la main avec le monde civilisé pour bâtir ensemble un avenir meilleur, et ceci pourrait être le sujet d'un autre livre. Dans le présent ouvrage, je me suis fixé la tâche de raconter comment nous avons défendu la voie que nous avons choisie. Si mon livre éveille votre intérêt, vous m'en verrez heureux.

Au nom de tous les Moscovites, je vous souhaite à tous beaucoup de bonheur,

Youri M. Loujkov

Chapitre premier

Le 19 août 1991

Le samedi 17 août 1991 comme tous les samedis, avait été pour moi une journée de travail ordinaire. Le dimanche soir aussi j'ai l'habitude de me rendre à la mairie pour jeter un coup d'œil aux papiers importants et préparer mon emploi du temps de la semaine suivante. Le soir de ce 18 août, aucun indice ne permettait de prévoir ce qui allait arriver dans les heures à venir bien que, comme je l'appris plus tard, le KGB m'ait fait surveiller en permanence dès le 17 août.

Tout éclata donc pour moi le 19 à l'aube.

A la pointe du jour j'entendis sonner le téléphone. Dans ma famille on est habitué aux coups de fil à des heures insolites ; nous nous couchons tard, vers une ou deux heures du matin, et nous nous levons tôt. Aussi cette sonnerie ne présageait-elle rien d'extraordinaire. Ma femme décrocha donc et dès ses premiers mots je compris que l'appel provenait du responsable de permanence à la mairie de Moscou.

- Ne pourriez-vous rappeler un peu plus tard, dit ma femme, Youri Mikhaïlovitch dort encore.

Mais comme l'interlocuteur semblait insister, je pris l'écouteur moi-même.

- Que se passe t-il ?

- Camarade Loujkov, la radio vient d'annoncer un changement de pouvoir.

Et cet homme, ignorant des subtilités de la politique, de donner aussitôt son opinion sur les événements :

- C'est un coup d'Etat ! Avec les militaires. Un vrai coup d'Etat.

N'y comprenant rien, je laissai tomber :

- Quel coup d'Etat encore ?

Le 19 août 1991

Dans notre ville gigantesque , les événements imprévus ne sont pas rares : éclatement de la canalisation principale, éboulements, gros accidents de la route...

Mais un coup d'Etat ?

Cela dépassait mon entendement. En Russie, il n'y avait jamais eu, dans ma mémoire du moins, de coup d'Etat militaire. Et nous n'étions tout de même pas un pays d'Amérique latine ou d'Afrique... Cela semblait absurde.

Mais l'homme de permanence me donna des détails : le Président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, était incapable de diriger le pays pour des raisons de santé ; aussi le pouvoir était-il passé aux mains du vice-président, Guennadi Ianaïev. Un comité d'Etat pour l'état d'urgence venait d'être instauré.

J'appelai aussitôt la voiture de service pour me rendre à la mairie. J'y trouvai Vassili Chakhnovski, administrateur de la mairie, et Vladimir Ressine, vice-Premier ministre du gouvernement de Moscou. Quant au maire, Gavril Popov, il se trouvait en vacances au Kirghizistan, en Asie centrale, vacances toutes relatives car le maire avait pour mission d'établir des liens économiques entre Moscou et cette République. On attendait son retour pour le 19 au soir.

Pendant toute la journée du lundi, première journée du putsch, cet homme nous a beaucoup manqué. Dans les situations difficiles, notre maire faisait, en effet, toujours preuve d'esprit de décision, d'initiative et de courage. Malheureusement, nous n'avions pas d'autre issue que d'agir sans lui. Aussi décidâmes-nous Vassili Chakhnovski, Vladimir Ressine et moi-même, de tenir une réunion express.

Que se passait-t-il?

Certains détails ne manquèrent pas de nous frapper immédiatement.

En premier lieu, le Président de l'URSS, qui prenait quelques jours de repos dans sa datcha de Crimée, à Foros, n'avait fait aucune déclaration. L'annonce, à la radio et à la télévision de la brusque aggravation de son état de santé paraissait pour le moins étrange : non seulement Mikhaïl Gorbatchev n'était plus en état de diriger le pays, mais il semblait même incapable de faire une simple déclaration. Jusque-là il était en parfaite santé et s'il lui arrivait parfois de se sentir fatigué son activité ne diminuait pas pour autant. A supposer même qu'il fut malade au point de ne pouvoir remuer les lèvres comment se faisait-il que ses médecins traitants n'aient procédé à aucun constat médical, comme c'est l'usage dans ces cas-là ?

En deuxième lieu, nous fûmes intrigués par la composition insolite de l'équipe qui avait pris le pouvoir et créé cet étrange Comité d'Etat pour l'état d'urgence, que ne prévoyait aucune loi. La fidélité de ces hommes au communisme le plus orthodoxe n'était un secret pour personne.

Je connaissais parfaitement les principaux personnages de ce groupe composé de huit hommes. Quatre d'entre eux avaient fait pression sur moi pour que j'interdise le meeting et la manifestation des démocrates sur la Place du Manège, près du Kremlin, le 28 mars 1991, dans des conditions qui méritent d'être contées.

Un peu avant ce jour, le chef du cabinet des ministres de l'URSS, Valentin Pavlov, avait publié un

décret du gouvernement interdisant les meetings et les manifestations dans Moscou et, qui plus est, m'avait prévenu que je répondrais personnellement devant la loi s'il y avait des rassemblements. J'avais catégoriquement refusé d'annuler l'autorisation que nous avons donnée aux organisateurs du meeting au nom des autorités municipales. Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême de l'URSS, s'était empressé cependant de faire voter une décision interdisant carrément la réunion.

Le matin du 28 mars, Boris Pougou, ministre de l'Intérieur de l'URSS, Vladimir Krioutchkov, président du KGB de l'URSS, et Guennadi Ianaïev, vice-président du pays, entreprirent de me «travailler». Le moment était plutôt mal choisi car j'avais à mes côtés des démocrates bien connus, les députés Youri Afanassiev et Arcadi Mourachov.

Ceci pour dire que je connaissais bien les membres du Comité pour l'état d'urgence dont je suppose que la complicité datait précisément de ces journées-là.

Si j'avais annulé ma décision, le meeting et la manifestation sur la Place Rouge le 28 mars auraient été automatiquement considérés comme illégaux, ce qui aurait entraîné les conséquences que l'on devine pour les manifestants.

Un autre détail me revient à ce propos : trois quarts d'heure avant le début du meeting, Gavril Popov et moi-même avons téléphoné à Mikhaïl Gorbatchev qui s'était dit «occupé» pour la raison évidente qu'il ne désirait pas nous parler. Ianaïev prit l'écouteur et je lui déclarai : *«Je vous prie de transmettre au Président qu'il lui reste une dernière chance de ne pas perdre la face devant les Moscovites en ordon-*

nant le repli des troupes. Les manifestants n'ont pas la moindre intention de prendre le Kremlin d'assaut ; les gens veulent simplement affirmer leurs opinions politiques. Pourquoi donc transformer en épouvantail les meetings et les manifestations sur la Place du Manège, auxquels les Moscovites sont maintenant habitués ?»

Ianaïev rappela au bout d'une demi-heure, quelques minutes avant le commencement du meeting, pour nous dire que le Président refusait de satisfaire à notre demande.

On connaît la suite. Des meetings rassemblant plusieurs milliers de personnes se tinrent Place Maïakovski et Place de l'Arbat, à quelque distance de la Place du Manège. C'était notre façon à nous autres, Moscovites, de montrer dignement que nous ne battions pas en retraite.

Il y a longtemps que je me suis fait une opinion personnelle sur le chef du cabinet des ministres, Valentin Pavlov.

Il n'est pas du tout un homme médiocre. Doté d'une forte personnalité il ne manque ni d'audace ni de goût pour l'aventure. Dans notre cercle étroit d'administrateurs, nous appelions Pavlov «l'aventurier». Mais c'est aussi un bon professionnel. Intelligent, cet homme est capable de peser le pour et le contre des différentes décisions possibles, qualité que j'apprécie particulièrement chez les dirigeants. Versé dans les sciences économiques, Pavlov est cependant très peu au courant de la manière dont l'économie fonctionne réellement ; il ne sait rien de la vie comme le prouvent des mesures aussi peu populaires que

l'échange des billets de banque de 50 et de 100 roubles, la hausse des prix, l'instauration de droits de douane si élevés qu'ils ont interrompu l'arrivage sur le marché intérieur d'un grand nombre de marchandises indispensables. Les qualités de Pavlov ne compensent pas ses faiblesses. En fait, il est resté l'inspecteur des contributions qu'il a toujours été.

Quelques mots de Guennadi Ianaïev enfin. J'ai toujours pensé que celui-ci occupait illégalement le poste de vice-président car les soupçons de truquage qui ont pesé sur son élection lors du troisième vote du Congrès des députés du peuple de l'URSS n'ont jamais été écartés. Mais je suppose que, là encore, Mikhaïl Gorbatchev a trouvé pour se justifier l'explication suivante (soufflée probablement par les futurs membres du Comité pour l'état d'urgence) : les difficultés du vote provenaient de manigances de la part des démocrates. Lorsque, durant la conférence de presse qui se tint pendant le putsch, on demanda à Ianaïev s'il était, lui, en bonne santé, il répondit avec fierté et le plus grand sérieux : « *Vous n'avez qu'à demander à ma femme* ». Cette réponse caractérise parfaitement le personnage.

Si je fais part ici de ces réflexions, c'est qu'elles déterminèrent notre attitude. J'avoue cependant que cet exposé m'a pris dans ce livre plus de temps qu'il n'en fallût à Ressine, Chakhnovski et moi-même pour tirer nos conclusions lors de ce premier entretien à la mairie de Moscou le matin du 19 août.

Nous étions tous d'accord : il s'agissait bien d'un putsch communiste anticonstitutionnel.

Nous avions devant les yeux le texte de la loi sur

l'état d'urgence ; mais cette loi n'était applicable qu'en cas de catastrophe naturelle ; d'épidémie, d'épizootie, de troubles de masse. Or rien de tel ne s'était produit dans la ville. Cela confirmait les pires suppositions.

Les menaces pleuvent de toutes parts

Nous avons donc décidé de téléphoner au Président de Russie, Boris Eltsine.

De la «Maison blanche», l'édifice qui abrite le Parlement et le Gouvernement de la Russie et qui se trouve situé sur les bords de la Moskova, on nous répondait que celui-ci était dans sa datcha.

Nous savions que celle-ci disposait d'une ligne de liaison téléphonique gouvernementale. La ligne n'était pas coupée. Et c'est une voix de femme qui nous répondit, l'épouse ou la fille d'Eltsine. On semblait attendre notre appel.

Le Président prit le combiné sur le champ et dit d'une voix ferme *«c'est un coup d'Etat»* ; puis, il nous demanda ce que nous comptions entreprendre. J'expliquai que nous allions faire deux choses : coordonner les actions des Moscovites pour organiser la résistance contre les comploteurs et préparer le texte d'une déclaration.

- Nous avons déjà rédigé un Appel au peuple de Russie, nous dit Eltsine. Venez, mais soyez très prudents.

Nous étions déjà sur le point de partir lorsque le téléphone a sonné. C'était le premier secrétaire du Comité municipal du Parti communiste de Moscou, Youri Prokofiev. Jamais, même à l'époque de la toute

puissance du Comité municipal du Parti, il ne m'avait parlé sur ce ton.

- Je vous intime l'ordre de venir chez moi sur le champ pour recevoir des instructions.

- Je ne comprends pas pourquoi vous me parlez sur ce ton.

-Tu es au courant de ce qui est arrivé ? Eh bien, tout doit changer. Je te conseille de venir immédiatement.

- J'ai déjà prévenu Eltsine que j'allais chez lui...

En ces premières heures du putsch, il ne me venait pas à l'idée de cacher quoi que ce soit. La vie me semblait se poursuivre comme à l'ordinaire, en dépit des apparences.

- Il ne faut pas aller chez Eltsine, tu le regretteras.
Et il raccrocha.

Nouveau coup de fil. Cette fois, c'était Vitali Priloukov, le chef de la direction du KGB de la capitale et de la région de Moscou. La voix calme, sûre d'elle, dépourvue de l'arrogance du personnage précédent, Priloukov n'entra pas dans les détails, mais se contenta de me prévenir :

- Poursuivez votre travail, camarade Loujkov.

Il me fit comprendre qu'il ne me considèrait pas comme «*un homme irrémédiablement perdu*» et que les changements pouvant survenir dans le pays et à Moscou ne me concerneraient pas si «*je me conduisais convenablement*».

- Nous avons été élus par les Moscovites et notre pouvoir nous ne le céderons à personne, répondis-je.

Ces deux premiers appels faisaient apparaître que les forces principales de la conspiration étaient les

deux frères jumeaux haïs par le peuple : l'appareil du parti, privé de tout soutien de la population mais assoiffé de vengeance, et les dirigeants du KGB auxquels leur terrible histoire n'a jamais rien appris.

Priloukov me dit, comme en passant, que la ville de Moscou était placée sous commandement militaire mais que le commandant était disposé à collaborer avec la mairie. Il parla aussi de la possibilité d'un déploiement des forces armées dans la ville.

Une prévision superflue car les députés du MosSoviet et des Soviets d'arrondissements nous avaient déjà prévenus que des chars entraient dans la ville par plusieurs routes principales.

Il ne fallait pas être particulièrement intelligent pour comprendre que la «Maison blanche» et la mairie constitueraient l'objectif principal des troupes. Occuper les locaux du comité du Parti de la ville n'était pas nécessaire ; notre conversation téléphonique avec Prokofiev, nous avait montré quelle était sa position. Inutile aussi d'occuper le Kremlin où s'étaient terrés les conspirateurs. Quant au président de l'URSS, il était probablement déjà entre leurs mains...

Avant de me rendre chez Eltsine, je donnai donc quelques ordres.

Ainsi, dès ce premier matin, une atmosphère de calme, dépourvue de toute panique, s'établit à Moscou. Et cette atmosphère se maintint pendant les jours chargés d'angoisse qui suivirent. On sentait nettement, presque physiquement, se renforcer d'heure en heure la discipline, s'établir une atmosphère de travail. Les éternelles discussions propres à certains avaient cessé. Les députés agissaient dans

Le 19 août 1991

un même rythme et leur rôle allait se révéler inestimable, car ce furent eux qui appellèrent les Moscovites à la résistance.

La route ne fut pas longue ; la datcha d'Eltsine se trouve à une trentaine de kilomètres de Moscou.

En montant dans la voiture, je me sentis obligé de prévenir le chauffeur, Mikhaïl Charov du danger :

- Nous allons au cœur de la fournaise. Tout est possible : les chars, les coups de feu, notre capture, le sang. Tu es libre de refuser, je ne t'en voudrai pas.

Mais il lança sur le ton le plus ordinaire :

- En route. Les chars, tu parles...

Et nous démarrâmes en trombe.

Les agents du KGB roulent en Lada beige

Aux approches de la datcha d'Eltsine, Mikhaïl me montre une voiture beige, une Lada.

- Le KGB. Je les reconnais toujours. Ils nous ont pris en filature.

Bientôt des miliciens armés de pistolets-mitrailleurs arrêterent notre Volga. Devant la datcha nous fûmes accueillis par plusieurs hommes en civil, armés de pistolets et de mitraillettes, qui constituaient la garde du Président de la Russie.

L'épouse de ce dernier nous ouvrit la porte. Elle était calme, accueillante.

Je vis que le plancher était d'une propreté impeccable et je m'apprêtais à me déchausser, mais elle agita les bras pour que je n'en fasse rien.

Je passai donc de l'entrée dans le salon.

Autour d'une grande table encombrée de papiers se trouvaient des visages connus : Rouslan Khasbou-

Soixante-douze heures d'agonie

latov, président par intérim du parlement de Russie, Ivan Silaïev, chef du gouvernement de Russie, le vice-président Alexandre Routskoï, le ministre Poltoranine et quelques autres. L'un des hommes lisait au combiné de la ligne spéciale HF le texte de l'Appel des dirigeants de la Russie au peuple.

Le Président, quant à lui, était vêtu sans façon : il portait un tee-shirt blanc ordinaire et des chaussons à même ses pieds nus. Il m'indiqua des pommes sur le rebord de la fenêtre :

- Goûte, elles sont bonnes. Nous les séchons nous-mêmes.

- Moscou est avec nous, lui dis-je.

L'entretien ne fut pas long. On discuta surtout de la manière d'organiser, dans Moscou, la résistance aux conspirateurs.

L'avenir ne me faisait pas peur. Les mois qui avaient suivi le meeting du 28 mars avaient montré que les Moscovites étaient différents et que les idées démocratiques avaient fait leur chemin. Dans mon esprit, je comparais la gigantesque manifestation organisée le 29 avril par les démocrates avec le piteux meeting qui s'était tenu le 1^{er} mai sur la Place Rouge à l'appel des syndicats officiels et en présence de Gorbatchev.

L'image que j'avais de ma ville était celle d'une ville démocratique, courageuse, décidée, prête à se battre pour une vie meilleure au mépris des difficultés. Et cette image s'était formée dans mon esprit bien avant le 19 août. C'est pourquoi, j'assurais le Président de la Russie du soutien inconditionnel des Moscovites.

- Merci, me répondit-il. Soulevez le peuple. Cela ne

peut pas se terminer comme ça...

Brusquement, la tension monta.

La garde du Président qui occupait les postes les plus rapprochés de la maison nous prévint que l'on était en train d'encercler la datcha : les guetteurs voyaient arriver des voitures et des autocars d'où descendaient des groupes d'hommes. Il était temps que les dirigeants de la Russie regagnent la «Maison blanche».

Arriva chez le maire de Saint-Pétersbourg, Anatoli Sobtchak, que des affaires avaient amené à Moscou ce matin-là. Ayant appris ce qui se passait, il avait décidé de se joindre à nous.

Assis l'un à côté de l'autre sur le canapé, nous échangeâmes quelques mots. Je lui conseillai de regagner Saint-Pétersbourg au plus vite par n'importe quel moyen car il fallait soulever nos villes en premier. Il acquiesça.

Je tenais déjà à la main un exemplaire de l'Appel des dirigeants de la Russie au peuple. Pour regagner Moscou, nous décidâmes d'emprunter des routes différentes bien que le choix ne fut pas bien grand.

Toujours pieds nus dans ses pantoufles, Boris Eltsine s'adressa aux siens :

- Dites les femmes, quand finirez-vous par trouver une paire de chaussettes pour le Président de la Russie ?

Au moment de notre séparation, il nous prévint une fois de plus :

- Attention, soyez extrêmement prudents. Faites tout pour passer ...

La route traversait un bois. Je dis au chauffeur :

- Micha, si on changeait les plaques.

Soixante-douze heures d'agonie

Nous nous arrê tâmes. Dans le coffre, nous avions des plaques de réserve dont nous ne nous étions pratiquement jamais servi. Leur numéro était de la série utilisée par les services de l'intérieur.

C'est littéralement « en marche » que nous prîmes nos premières leçons de clandestinité. Celle-ci constituait pour nous une nouvelle science car nous n'en connaissions que ce que nous avions lu dans les livres et appris dans les films consacrés à la vie clandestine des Bolchéviques avant octobre 1917.

La voiture roulait de nouveau. Par la fenêtre, nous aperçûmes soudain la Lada beige arrêtée au même endroit. Nous avons rejoint l'autoroute et, pour ne pas attirer l'attention, nous suivions sagement la file des voitures. Au bout de trois minutes, la Lada doubla toute la file à une vitesse folle et disparut.

Lorsque nous sommes arrivés au périphérique, à la frontière de Moscou, nous l'avons aperçue de nouveau. Mais cette fois, elle fonçait en sens inverse à notre rencontre. Nous étions recherchés, c'était évident. Voulaien t-ils nous barrer la route pour nous capturer, provoquer un accident ou autre chose encore ? Personne ne le saura probablement jamais. Dans la ville, Place du Manège, nous nous sommes heurtés à des chars mais nous sommes arrivés à la mairie sans encombre.

Les hommes qui dirigeaient le pays étaient tous des incapables

Je montai dans mon bureau, je fis venir Chakhnovski et le priai de faire immédiatement une dizaine de photocopies de l'Appel des dirigeants de la Russie

Le 19 août 1991

puis de les porter hors du local de la mairie pour les dupliquer. Ainsi, si des exemplaires étaient saisis, il en resterait toujours d'autres que les Moscovites pourraient lire.

Des députés et d'autres gens vinrent chercher le texte de l'Appel qui partit ainsi dans tous les coins de la ville. Plus tard, les Moscovites le virent affiché sur les murs des maisons, collé sur les barrières, les chars et les blindés. Il fut publié par les journaux, qui continuaient à paraître malgré l'interdiction, et retransmis par les radios démocratiques, «Ekho Moskvy» (L'Echo de Moscou) et «Radio Rossia».

Je me sentis gagné d'un immense soulagement. Non parce que j'étais revenu sain et sauf, mais parce que nous venions d'accomplir une tâche d'une extrême importance : la résistance commençait.

Il me semblait que la journée touchait déjà à sa fin. Je jetai un coup d'œil à ma montre. Il était à peine 10h30.

Nous apprîmes alors que Boris Eltsine venait d'arriver sans histoire à la «Maison blanche».

A ce moment-là je ne me posais pas de questions, mais, plus tard, je me suis demandé comment se faisait-il que le Président, avec tous ceux qui l'accompagnaient et moi avec mon chauffeur Micha, avions réussi à passer. Etait-ce une chance, un heureux hasard ? Que non !

Les instigateurs du putsch communiste étaient persuadés qu'ils seraient soutenus par la population et par l'armée. Ils ne se doutaient pas que des millions de gens avaient beaucoup appris au cours de ces dernières années : les meetings, les manifestations,

Soixante-douze heures d'agonie

les articles de la presse démocratique avaient été leur école de sciences politiques. Ceci explique pourquoi les ordres donnés aux militaires, même à l'échelon supérieur, étaient suivis sans aucun zèle, paresseusement, ou ne l'étaient pas du tout. La plupart des gens comprenaient que ceux qui violaient la loi et utilisaient la force ne pouvaient rester impunis. Au sein de l'armée et du KGB, les réactions furent diverses. Ceux qui en eurent le courage et qui étaient patriotes dans l'âme se rangèrent du côté du peuple. Soyons leur reconnaissants à tous, à ceux dont on connaît les noms comme aux autres ; remercions aussi les officiers du KGB honnêtes qui nous ont fait savoir, à Gavril Popov et à moi-même, que nous devons être arrêtés dans la nuit du 20 au 21 août.

Ni Krioutchkov ni Yazov ne comprirent en vérité que les esprits avaient changé dans l'armée comme dans les services du KGB. Ce fut l'une des causes de l'échec du putsch.

Contrairement aux militaires, je tiens à le souligner, les démocrates furent unanimes et agirent résolument, sans hésiter, avec beaucoup d'esprit d'initiative. Malgré le poids que j'avais sur le cœur ce matin là, tout semblait facile : on se comprenait à demi mot et chacun acceptait les ordres sans réchigner. Les députés et les fonctionnaires de la mairie, même ceux qui auparavant ne s'aimaient pas, avaient serré les rangs et agissaient d'un commun accord.

Comme l'affirme un proverbe russe, «*C'est bien dans le malheur qu'on connaît ses amis.*» Tous ceux que je chargeais d'une mission revenaient pour me déclarer : «*Mission accomplie.*»

Je mis de côté les affaires les plus urgentes et je

commençai à rédiger le plan d'un Appel de la mairie aux Moscovites. Oleg Orlov et Vladimir Boxer préparèrent leur propre version, puis Vladimir Chapovalov, un vieux routier du parti, s'attela à la tâche et mena à bonne fin le travail des deux démocrates.

Les arguments idéologiques des conspirateurs, puisés dans les vieux arsenaux du Parti communiste, s'avérèrent inconsistants. Dans la Déclaration de la junte, répétée indéfiniment à la radio et à la télévision le 19, il n'y avait que des paroles mensongères et ridicules, un flux de bile déversé sur «*les mairies et les préfectures*», sur toutes les transformations apportées au cours de ces dernières années.

Aujourd'hui, lorsqu'on compare, la tête froide, ce fatras de paroles grandiloquentes, de clichés idéologiques, de mots vides de sens avec l'Appel de Boris Eltsine et celui de la mairie de Moscou, on voit que ce sont là deux mondes différents dont les opinions politiques, mais aussi les valeurs morales, sont opposées de façon irréductible.

Nous trouvons là une autre raison de l'échec des putschistes ; une raison qui peut sembler bizarre mais sur laquelle j'insiste : les hommes qui dirigeaient le pays étaient réellement des incapables. Nous le savions bien avant le putsch, mais maintenant nous avons l'occasion de nous en rendre compte par nous-mêmes.

La seule opération que les putschistes surent mener à bien fut l'emprisonnement du président de l'URSS dans sa résidence de Foros, station balnéaire de la mer Noire réservée à l'élite soviétique.

Les détails de cette opération nous ont été contés

Soixante-douze heures d'agonie

par Mikhaïl Gorbatchev lui-même lors de la conférence de presse qu'il a tenue après son retour de Foros, ainsi que par des témoins tels qu'Anatoli Liev, neurologue travaillant au sanatorium de Kislovodsk, Anatoli Tcherniaev, l'un des collaborateurs du président, les députés qui se trouvaient en vacances en Crimée et ainsi que l'épouse du président lors d'une interview télévisée.

On enferme le Président de l'URSS dans sa datcha

Dans ses premières déclarations, la junte ne cessait de répéter que, le Président du pays étant malade, le pouvoir passait aux mains du vice-président Ianaïev. Il y avait dans ce monstrueux mensonge une petite part de vérité ; c'est que Mikhaïl Gorbatchev avait eu une vulgaire crise de radiculite, un mal ne présentant aucun danger pour sa vie et qui ne l'empêchait nullement de remplir ses obligations de président.

Le docteur Anatoli Liev fut informé de ce léger malaise par un coup de téléphone de Foros. Il répondit qu'il prendrait aussitôt l'avion pour la Crimée mais qu'auparavant il avait besoin de l'autorisation de ses supérieurs directs, qui se trouvaient à Moscou, de quitter son travail à Kislovosk. En principe, lorsqu'il s'agit d'un appel du président lui-même, ce genre d'autorisation ne prend pas plus de quelques minutes. Mais aucune réponse ne vint de Moscou, ni ce jour là ni le lendemain, et durant tout ce temps on continuait de téléphoner de Foros en insistant pour que le médecin vienne sans tarder. Ce n'est que le 17 août qu'Anatoli Liev reçut le feu vert de Moscou.

Le 19 août 1991

A la datcha du Président on expliqua au docteur que, quelques jours auparavant, son patient avait été pris de douleurs aux reins si aiguës qu'il n'avait pu rentrer chez lui qu'avec l'aide de ses proches.

L'excellent praticien sut rapidement soulager le malade. Il lui demanda de faire venir de Moscou, pour sa visite suivante prévue pour le lendemain, plusieurs médicaments qui manquaient dans les stocks de la pharmacie. Le 18 août, Anatoli Liev fut satisfait de son examen : le malade se sentait beaucoup mieux et son moral était remonté en conséquence.

Gorbatchev lui dit :

- Fais ce que tu veux, arrache moi mon nerf, ma vertèbre ou même ma jambe, mais, le 19, je dois absolument être à Moscou...

Le médecin savait que la signature du Traité de l'Union avait été fixée au 20 août et que Mikhaïl Gorbatchev devait prononcer un discours à l'occasion de cet important événement.

Le médicament prescrit par le médecin était déjà dans les seringues et le traitement fut poursuivi.

Le docteur devait voir une nouvelle fois le président le matin du 19, avant le départ de ce dernier pour Moscou. Mais il en fut empêché.

Dès les premières heures de son arrivée en Crimée, Anatoli Liev avait remarqué, sans y accorder d'importance particulière, qu'il y avait autour de la datcha de Foros plus de militaires et de miliciens que d'habitude, ainsi que des hommes en civil dont les costumes avaient des allures d'uniformes. Ils contrôlaient sans arrêt ses papiers puis, s'enfonçant dans les buissons, se mettaient à converser avec on ne sait qui par radio. Des navires de guerre avaient fait leur appari-

Soixante-douze heures d'agonie

tion en mer à côté de la vedette de garde habituelle. Sans se douter de rien, le matin du 19 août, le docteur se dirigea vers la plage du sanatorium, où il était hébergé par l'un de ses élèves, pour se baigner avant sa visite au président.

Soudain un étranger dont les vêtements n'avaient rien d'un costume de plage s'approcha de lui, s'assit à ses côtés et déclara sans préambule :

- J'ai entendu dire que Gorbatchev était paralysé ou peut-être même mort. On l'a annoncé à la radio...

Sans attendre la suite, le docteur s'élança dans sa chambre. A la radio, après une musique funèbre, on se mit, en effet, à lire la déclaration du Comité d'Etat pour l'état d'urgence.

On peut comprendre le choc qu'éprouva cet homme qui avait, la veille, fait des piqûres à Gorbatchev. L'idée qu'un autre produit ait pu être envoyé de Moscou soit par erreur, soit dans des buts criminels lui glaçait le sang.

De la datcha du président, une voiture vint tout de même chercher le docteur ; mais on empêcha Liev de s'en approcher. Et l'un des hommes déclara, en s'aidant des coudes pour le repousser :

- Vous n'irez pas Foros, vous n'avez rien à y faire. Restez dans votre chambre. Nous ne vous conseillons pas de vous promener dans les parages. Vous recevrez des instructions plus tard...

- Vous ne pouvez rien pour Gorbatchev, dit à mi-voix un autre homme qui allait et venait près de la voiture et, à en juger par son air, était mal dans sa peau.

Le médecin revint dans sa chambre et saisit le téléphone : silence de mort. Il essayait depuis quelques minutes de ranimer l'appareil lorsqu'il entendit une voix :

Le 19 août 1991

- Laissez votre appareil tranquille, la liaison est coupée. Raccrochez !

L'élève de Liev qui l'avait hébergé arriva et lui montra un télégramme de Boris Eltsine adressé aux députés du Parlement qui se trouvaient à ce moment là en Crimée. Il leur demandait de tout mettre en œuvre pour rencontrer le président de l'URSS et apprendre ce qui lui était arrivé.

Le soir de ce même jour, ces députés firent une première tentative pour pénétrer dans la datcha de Gorbatchev. La garde, soulignant sa bienveillance, s'informa de l'identité des visiteurs et du but de leur visite, prit leur carte de député et, toujours avec la même bienveillance, leur interdit de faire un pas de plus : le Président, dirent-ils ne pouvait pas recevoir tous les députés qui prenaient des vacances dans la région.

On leur dit en les reconduisant :

- Ne vous inquiétez pas, il va bien...

Le matin du 20, les députés firent une seconde tentative. Le docteur Anatoli Liev s'était joint à eux. Mais en vain.

Les députés essayèrent de convaincre les officiers de haut rang qui assiégeaient la résidence de bien réfléchir à ce qu'ils faisaient et de ne pas se plier aux ordres criminels visant à faire obstacle à une rencontre avec le Président ; mais les officiers se contentèrent de répondre que le devoir des militaires était d'exécuter les ordres.

Que se passait-il pendant ce temps-là dans la datcha assiégée ?

D'après son témoignage, Anatoli Tcherniaev, l'un des

Soixante-douze heures d'agonie

collaborateurs du Président aperçut, le 18 août vers cinq heures de l'après-midi, sous les fenêtres de son bureau qui se trouvait dans une maison située à côté de la datcha du Président, un rassemblement de voitures inhabituel en ce lieu. Se trouvaient là des visiteurs inattendus : Valeri Boldine, chef de cabinet du président, Oleg Baklanov, premier vice-président du Conseil de la défense du pays, connu pour ses relations anciennes et étroites avec le complexe militaro-industriel, le Général Valentin Varennikov, vice-ministre de la Défense et commandant des Armées de Terre, et Oleg Chenine, l'un des secrétaires du Comité central du parti communiste.

Les quatre hommes se rendirent directement chez Mikhaïl Gorbatchev tandis que le chef de la direction du KGB chargé de la garde des personnalités importantes, Youri Plekhanov, et son remplaçant, Viatcheslav Gueneralov, arrivés avec les quatre autres, attendaient assis sur le parapet de l'escalier en compagnie du chef de la garde du président, Vladimir Medvedev.

Une heure plus tard, le groupe sortit et quitta les lieux en emmenant Plekhanov et Medvedev (comme on l'apprit plus tard, ce dernier rédigea aussitôt un rapport demandant qu'on le libère de ses fonctions auprès du Président). Gueneralov prit alors la tête de la garde.

- Maintenant c'est moi le chef ici, dit-il à Anatoli Tcherniaev. On m'a ordonné de ne laisser sortir personne. Même si je vous laissais sortir, vous seriez aussitôt arrêté par les gardes-frontière qui sont placés en trois demi-cercles ; la route Sébastopol-Yalta est barrée aussi à cet endroit et, en mer, vous le

voyez vous-même, il y a les navires...

Anatoli Tcherniaiev demanda si la signature du Traité de l'Union aurait lieu le 20 comme prévu. Gueneralov répondit :

- Il n'y aura pas de signature. L'avion qui est venu chercher le Président a été renvoyé à Moscou. Les garages où se trouvent ses voitures ont été scellés et sont gardés, non par mes hommes mais par des gardes envoyés spécialement. Je n'ai même pas le droit de laisser sortir le personnel de service qui habite la région : jardiniers, cuisiniers, domestiques. Je ne sais pas où les loger... Je suis un militaire... j'ai reçu des ordres ... On ne laisse sortir personne !

Effectivement toutes les liaisons téléphoniques avaient été coupées, y compris les liaisons spéciales destinées au commandant en chef des forces armées, c'est-à-dire au Président ; cet appareil, recouvert d'une cloche, qui suit Gorbatchev dans tous ses déplacements était muet lui aussi.

- Je décroche un des téléphones (du bureau où j'étais en train de travailler) : pas de tonalité, racontera plus tard Mikhaïl Gorbatchev. Je décroche un deuxième, un troisième, un quatrième, un cinquième téléphone : toujours rien. Je décroche le téléphone intérieur : il est débranché. Ca y est. Ils m'ont isolé...

De quoi fut-il question dans la conversation que «la bande des quatre» eut ce jour-là avec le Président ?

Sans attendre d'être invités, c'est avec le plus grand sans gêne que les quatre hommes entrèrent dans le bureau du Président. N'y allant pas par quatre chemins, ils présentèrent leur ultimatum : le Président devait transmettre ses pouvoirs au vice-président.

- Avant de répondre à vos questions, je voudrais

savoir qui vous a envoyés? déclara Gorbatchev.

- Le Comité, s'entendit-il répondre.

- Quel comité ?

- Eh bien, le Comité créé pour faire face à l'état d'urgence du pays.

- Qui l'a créé ? Moi je ne l'ai pas créé. Le Soviet suprême ne l'a pas créé. Qui l'a créé?

On expliqua à Gorbatchev que ce comité était déjà constitué et qu'il ne manquait plus qu'un décret du Président pour l'officialiser. Il pouvait soit promulguer ce décret et rester en Crimée, soit remettre ses pouvoirs au vice-président. La situation était grave; le pays allait vers la catastrophe ; il fallait donc instaurer l'état d'urgence car aucune autre mesure ne pouvait plus être efficace.

- Bon, supposons que demain vous décrétiez l'état d'urgence. Et après ? Prévoyez un peu l'avenir, à un jour, à quatre jours devant vous ; que se passera-t-il après ? Le pays refusera ces mesures ; il ne les soutiendra pas. Vous voulez profiter des difficultés, de la fatigue de la population, du fait qu'elle est prête à soutenir tout dictateur qui se présenterait... Vous allez à votre perte ; après tout, tant pis pour vous, c'est votre affaire... Mais c'est le pays que vous allez perdre, poursuivit le Président en essayant de convaincre ses hôtes.

Il les prévint du danger que présentaient les mesures extraordinaires. Le refus des réformes démocratiques, dit-il, conduirait à la violence et au sang.

- Alors donnez votre démission, insistèrent les visiteurs.

La réponse fut claire :

- Vous le l'obtiendrez jamais de moi !

Le 19 août 1991

C'est ainsi qu'avant même d'avoir commencé (la scène se passait le soir du 18 alors que la création du Comité pour l'état d'urgence fut annoncée le lendemain matin), le putsch reçut son premier coup.

Les comploteurs retournèrent chez eux, à Moscou, les mains vides.

Retournons-y aussi pour poursuivre notre récit de la journée du 19 août.

«Pourquoi n'êtes-vous pas à vos places ?»

J'entrai dans la salle où devait se réunir le gouvernement municipal, salle où nous tenons toujours séance, et je ne pus cacher mon étonnement : les membres du gouvernement étaient tous installés sur les chaises réservées aux visiteurs alors qu'autour de la longue table où nous travaillions toujours les sièges étaient vides. Je m'approchai de la table et j'ouvris la séance d'une manière un peu inhabituelle :

- Pourquoi n'êtes-vous pas à vos places ? Je suis le vice-maire. En l'absence de Gavril Popov, c'est moi qui remplit les fonctions de maire. Nous sommes toujours à nos postes et nous ne permettrons à personne de nous chasser de là. Pour cette raison, je prie les membres du gouvernement de regagner immédiatement les places qui leur sont réservées. Que chacun décide suivant ses opinions de quel bord il est en cet instant difficile. Vous connaissez la position d'Elsine et la mienne : nous ne reconnaissons ni le Comité d'Etat pour l'état d'urgence ni le commandement militaire de la ville de Moscou. C'est la mairie qui gouverne la ville, seuls ses ordres ont force de loi et je vous prie de ne pas vous méprendre là-dessus.

Soixante-douze heures d'agonie

Au cours de cette séance du gouvernement, séance à laquelle participaient non seulement les préfets mais aussi les sous-préfets des circonscriptions municipales, on ne m'adressa pas de questions particulières. Ma déclaration concernant l'illégalité du comité d'Etat et le refus d'exécuter ses ordres fut reçue calmement et approuvée. Tout le monde fut d'accord, sans autre discussion, sur le fait que nous devons poursuivre notre travail d'administrateurs municipaux en dépit des circonstances difficiles.

Les neuf millions de Moscovites avaient toujours besoin de pain, de lait, de produits de première nécessité, et nous n'allions ni fermer le métro ni arrêter la circulation des transports urbains. On nous annonçait déjà que, dans plusieurs endroits de la ville, les camionnettes transportant le pain, arrêtées par les militaires, ne pouvaient parvenir jusqu'aux magasins. La circulation des trolleybus et des autobus était interdite dans le centre-ville.

Les difficultés de l'approvisionnement de la capitale étaient réelles. De plus, la situation poussait la population à faire provision de pain, de sel, d'allumettes, de savon, de farine... Il était important d'assurer, voire même d'augmenter les livraisons afin que les étalages ne se vident pas complètement, ce qui pouvait provoquer une panique. Je dois ici rendre justice aux chauffeurs : la plupart d'entre eux, tout en pesant tout haut et en aparté contre le Comité, trouvèrent le moyen de parvenir à leurs points de livraison malgré les interdits et nulle part on ne vit se former des queues de plusieurs dizaines de mètres.

Les transports, en revanche, durent faire face à un autre obstacle : les barricades.

Le 19 août 1991

Car, avant même l'Appel de la mairie, les Moscovites, surtout les jeunes, entreprirent de dresser des barages. Et c'est encore une fois le fameux quartier de Moscou Krasnaïa Presnia, lieu de combats acharnés pendant les révolutions de 1905 et 1917, qui devint le centre des événements. Là se trouve la «Maison blanche» autour de laquelle les premières barricades furent érigées, barricades qui surgirent ensuite en travers des diverses routes que, d'après des sources d'information non officielles, les chars pouvaient emprunter.

Vers le milieu de l'après-midi, les responsables des services du bâtiment de la ville, ainsi que ceux du service de l'approvisionnement et d'autres services, se réunirent dans mon bureau. Je leur répétais :

- Il n'y a qu'un pouvoir dans la ville : la mairie. Seuls les ordres de celle-ci ont force de loi.

Je m'adressai à mon remplaçant, Boris Nikolski :

- N'interrompez pas l'asphaltage des routes pour que tout le monde voie que nous sommes sûrs de nous. D'ailleurs, vous vous rendez compte de ce que les chars peuvent faire avec les revêtements...

Les routes étaient notre point sensible : nous avions promis aux Moscovites de les remettre enfin en état et de recouvrir toutes les rues de la ville ; les travaux étaient bien engagés, les résultats devenaient visibles. Maintenant, ce travail de routine prenait une importance tout à fait particulière.

Je reviens aux événements de la matinée pour parler de Boris Nikolski.

Ce dernier fut convoqué par le premier secrétaire du comité du parti de la capitale, Prokofiev, qui lui pro-

Soixante-douze heures d'agonie

posa le poste de chef du gouvernement de Moscou. Nikolski refusa catégoriquement. J'anticiperai en disant que, le lendemain matin, 20 août, Prokofiev l'appela à nouveau en réitérant sa proposition et essuya un nouveau refus: «*Ne me téléphonez plus*», déclara Nikolski après leur brève conversation.

Cet excellent organisateur, spécialiste érudit, ne voulut pas, en honnête homme, revenir au sein de l'appareil du parti qui pendant des années avait tout fait pour le former dans son moule sans y être parvenu. Boris Nikolski avait commencé par être secrétaire de district du parti puis secrétaire du Comité du parti de la ville de Moscou et, pour finir, deuxième secrétaire du Comité central du Parti communiste de Géorgie. Après le drame qui éclata dans la capitale de cette république, Tbilissi (au cours d'un meeting pacifique, des civils périrent par la faute des militaires), Nikolski abandonna sa carrière dans le parti et revint à Moscou pour occuper le poste de vice-président du Comité municipal chargé du planning. Ni ces longues années au sein du parti communiste de l'URSS, ni les accusations non fondées portées contre lui et qui le disaient coupable du massacre des manifestants pacifiques de Tbilissi, n'ébranlèrent la confiance que j'avais en lui. C'est le cœur léger que je lui proposai de travailler avec moi dans le gouvernement de Moscou au moment où nous formions celui-ci et que je défendis sa candidature devant le MosSoviet. Je suis heureux de ne pas m'être trompé sur son compte.

Prokofiev invita donc en vain Nikolski à le suivre sur les chemins battus par les auteurs du complot. Indépendamment de leurs opinions personnelles, les

Le 19 août 1991

hommes de bonne volonté rejetèrent tous sans hésiter launte communiste. En ces heures difficiles, le secrétaire du Parti de la ville de Moscou, qui avait de nouveau enfourché son cheval de bataille, se rendit compte qu'il n'avait aucun pouvoir sur les âmes et la vie des responsables. En prenant sa décision, Boris Nikolski savait très bien ce qu'il risquait si les apparatchiks du Parti arrivaient à conserver le pouvoir, ne fut-ce que pour un temps.

Les conspirateurs cherchent des alliés

La grande majorité des responsables refusa de collaborer avec les conspirateurs et c'est ce qui causa la perte de ces derniers.

Je travaille avec des gens très différents. Certains d'entre eux ne me sont pas très sympathiques ; il y en a auxquels je ne plais pas ; tous n'apprécient pas la fermeté avec laquelle je dirige la ville. Néanmoins, pendant toutes ces journées, je n'ai rencontré partout que des alliés qui me disaient sans détour :

- Vous pouvez disposer de moi jour et nuit, quand vous voulez, tout de suite, s'il le faut.

C'est aussi ce que pensaient les chefs d'entreprises et les collectivités qui déclarèrent sans ambiguïté soutenir le pouvoir légal à Moscou et en Russie.

Une fois pourtant je me fis rabrouer. Dans la nuit du 20 au 21, aux environs de 3 heures du matin, j'appelai l'adjoint du directeur du parc des autobus et des trolleybus de Fili et lui donnai pour mission de faire venir ses véhicules afin de barrer le pont Kalininski, tout près de la «Maison blanche». Il refusa. Je le rappelai de nouveau pour le prévenir qu'il parlait avec le

vice-maire de Moscou et qu'il devait exécuter mes ordres : j'essayai un nouveau refus. On me demanda d'envoyer un fax officiel: je dictai le texte en jurant. Finalement j'eus gain de cause, mais nous avons perdu un temps précieux.

Le soir du 19 devait avoir lieu l'ouverture du Congrès des compatriotes qui rassemblait des émigrés russes venus de tous les coins du monde. On peut aisément s'imaginer dans quel état se trouvaient nos hôtes, ceux-là mêmes dont les ancêtres avaient fui le régime communiste et qui, aujourd'hui, voyaient les rues de Moscou envahies par les chars.

Nous prîmes la décision de rédiger une allocution de bienvenue de la part de la mairie de Moscou aux hôtes du Congrès. C'est Alexandre Mouzykantski, vice-premier ministre du gouvernement et préfet du centre-ville, qui fut chargé d'en écrire le texte et d'en donner lecture.

Voici ce qu'il nous raconta plus tard :

- J'entre dans la salle Tchaïkovski et je vois un triste tableau : l'abattement le plus complet semble régner autour de moi. Je commence à lire l'allocution de la mairie de Moscou. Dès les premières lignes, l'intérêt s'éveille dans la salle suivi d'une profonde attention ; lorsque j'arrive à l'endroit où la mairie déclare qu'elle ne reconnaît pas la junte, que nous serons vainqueurs, qu'il est impossible d'arrêter le processus démocratique, c'est une véritable ovation.

Les membres du Congrès qui avaient hâte de quitter Moscou et de retourner chez eux étaient nombreux, mais la certitude que nous avions de vaincre gagna les cœurs et seuls quelques-uns s'en allèrent. En revanche, des centaines de Moscovites se rendirent

Le 19 août 1991

sur les barricades devant la «Maison blanche». Des personnes âgées y passèrent toute la nuit, distribuant de la nourriture aux défenseurs du parlement, parlant aux soldats pour les convaincre de ne pas tirer. Ce n'est que le 22, après les trois jours du putsch et son échec, que la télévision osa montrer sur ses écrans tous les détails de cette soirée.

Ces événements resteront probablement gravés à jamais dans la mémoire de nos hôtes étrangers comme de merveilleux souvenirs.

Nous n'avons pas besoin de gardes !

Le 20 août, la menace atteignit son point culminant. Alors que la nuit tombait, on s'attendait à un assaut contre la «Maison blanche». L'air semblait saturé de vapeurs d'essence ; il aurait suffi d'une étincelle pour provoquer l'explosion. Je m'incline devant les Moscovites qui prirent alors la défense de la liberté.

On me rapportait de plus en plus de détails sur l'arrivée dans la capitale, à la «Maison blanche», de jeunes de nombreuses villes de Russie, des républiques de Transcaucasie et d'Asie centrale, d'Ukraine, de Biélorussie. Deux forces se faisaient face : l'une était armée mais n'avait pas la foi, l'autre n'avait que la foi et l'espoir ; c'est cette dernière, on le sait, qui triompha. Les unités les plus sûres, d'après les stratèges manqués du putsch, furent mises hors d'état d'agir. Au lieu de se faire face, le peuple et l'armée, avec ses soldats et ses officiers, se tenaient épaule contre épaule.

A la télévision, l'émission "Vremia" (le temps) nous gavait de scènes où l'on voyait fraterniser les

Soixante-douze heures d'agonie

Moscovites avec les soldats. Les commentaires -verbiage ridicule- voulaient nous faire croire que la population soutenait l'armée enfin venue mettre de l'ordre dans la capitale. Or si l'on fraternisait avec les soldats ce n'était pas pour soutenir les conspirateurs mais pour appuyer le pouvoir légal élu par le peuple, autrement dit le Président de la Russie. Il ne s'agissait plus d'un choix électoral, comme le 12 juin 1991 au moment de l'élection du président de la République, du maire et du vice-maire de Moscou, mais du *Choix*, du seul choix possible et inébranlable.

Comme en ce joyeux dimanche d'été que fut le jour des élections, les apparatchiks du parti, les généraux félons et les bourreaux secrets du KGB, qui avaient décidé de reprendre le pouvoir en violant toutes les lois, furent complètement défaits.

L'armée... Elle mérite que j'en parle maintenant.

A 15 heures, le 19 août, je vis que le bâtiment de la mairie était encerclé par les soldats. Des chars avaient été déployés rue Terskaia dès le matin.

Je convoquai le lieutenant-général N. Zimine, qui semblait diriger les opérations, et je lui fis part de la position du président de la Russie et de celle de la mairie.

- Camarade Loujkov, j'ai compris, me dit Zimine.

- Qu'avez-vous compris ?

- Nous partons.

Cette réplique en dit long sur l'état d'esprit de nombreux responsables.

Ce fut sans doute la première victoire militaire remportée par les démocrates en ces journées d'août. Et je n'ai nullement l'intention de m'approprier celle-ci.

Le 19 août 1991

Dès ce moment-là, les militaires, du soldat au général, avaient bien compris que Moscou ne se soulevait pas contre eux mais contre les comploteurs. Qui sait quel aurait été le cours des événements et combien de temps les conspirateurs se seraient maintenus si les chars n'avaient pas envahi la ville ? A quelque chose malheur est bon.

En aucun cas il ne fallait permettre que la mairie fut encerclée, que les gens qui venaient vers nous soient contraints de rebrousser chemin. La mairie de la rue Tverskaïa devint ainsi, le 19, le cœur de l'organisation pratique de la résistance. Nous savions tous que nos téléphones étaient sur écoute ; les ordres qui émanaient de moi ou de l'état-major des députés dirigé par Youri Charikine, nous ne les donnions donc que de vive voix.

Voici les détails de la conversation que j'eus avec le général Guinine ; ils sont importants pour l'analyse du comportement des militaires durant ces journées cruciales.

- Comprenez-vous que tout ce qui se passe est illégal ?
Il se tut et je sentis qu'il était d'accord.

-Vous dites que vous êtes venus pour assurer notre protection. Mais nous protéger de qui ?

- Comment de qui : de toute sorte de voyous.

- On n'a jamais eu besoin d'être protégés des Moscovites, poursuivis-je. Personne ne nous a jamais attaqué et n'a l'intention de le faire. Vous savez parfaitement ce qui se passe dans la ville.

Cela peut sembler comique aujourd'hui, mais, sur le moment, c'était tragique...

- J'exige le départ immédiat des chars et des paras, dis-je pour conclure.

Soixante-douze heures d'agonie

Quarante-cinq minutes plus tard, l'accès à la mairie était libre.

Le matin du 19 août, dès que l'occasion s'en présenta nous essayâmes d'entrer en contact avec les militaires.

Pour commencer, Chakhnovski se rendit, avec l'Appel du président de la Russie et le nôtre, au cœur de l'ancre, c'est-à-dire chez les chefs de la région militaire de Moscou.

Nos relations n'avaient pas toujours été très bonnes avec ces généraux mais, ces derniers mois, elles semblaient s'être sensiblement améliorées. Maintenant tout basculait : le commandant de la région militaire de Moscou, le colonel-général Kalinine, avait été nommé commandant militaire de la capitale et nous nous retrouvions dans des camps opposés.

Je perds mon pari

Quelque temps auparavant, nous nous étions rendus, Gavril Popov et moi-même, à la Direction de la région militaire ; nous y avons passé quelques heures et avons parlé d'établir des contacts, de coopérer. Nous avons rencontré aussi à cette occasion le ministre de la Défense, le maréchal Yazov (j'en parlerai plus loin).

Bien que la présence d'un tel nombre de militaires dans la capitale et ses environs soit un fait unique en son genre dans le monde civilisé, les troupes cantonnées en ville ne peuvent se passer de l'aide des autorités municipales. Il est évident que les unités, les for-

Le 19 août 1991

mations, les diverses académies et institutions militaires, les entrepôts et les centres de transfert de l'armée sont loin d'embellir notre ville. Cependant, je le répète, les militaires ont toujours eu besoin de l'aide de la mairie. Ceci concerne l'obtention de logements municipaux et toutes les petites choses indispensables à la vie dont, souvent, les hommes en uniforme sont privés.

Vassilii Chakhnovski arriva donc chez Kalinine, lui déclara que la mairie ne le reconnaissait pas en tant que commandant militaire de la ville, que les ordres du Comité étaient illégaux et exigea, au nom des autorités municipales, que les forces armées soient retirées de Moscou. Je rappelle que nous étions le 19 août en milieu d'après midi.

L'agitation et la nervosité régnaient dans les locaux de la Direction militaire. La situation était dangereuse. Personne, néanmoins, n'osa toucher à notre émissaire, connu pourtant pour être l'un des organisateurs actifs de la résistance à la junte. Je noterai au passage que la résidence de Kalinine se trouve dans la circonscription électorale où Chakhnovski avait été élu député du MosSoviet ; en quelque sorte, donc, il venait rendre visite à ses électeurs.

L'assurance de nos actes sembla surprendre le général et son étonnement se transforma bientôt en hésitation, ce qui détermina sa conduite ultérieure...

Le soir du 19, le député Sergei Tcherniak et moi-même conclûmes un pari. Pour moi la junte ne se maintiendrait que sept à dix jours ; Sergei, lui, ne lui donnait pas plus de cinq à six jours. Par bonheur, la prévision du jeune démocrate s'avéra plus près de la réalité et je perdis mon pari.

Soixante-douze heures d'agonie

En reconduisant le député, le général lui promit que pas une seule cartouche ne serait tirée et que le sang ne serait pas versé dans Moscou.

- Vous devez faire votre choix, général, dit Chakhnovski.

Le lendemain même le choix du général Kalinine était public : il apparut devant les Moscovites sur les écrans de télévision, pendant les informations, pour annoncer l'instauration du couvre-feu.

Ce qui est inadmissible pour un homme en général et pour un militaire de si haut rang en particulier, à savoir l'exécution aveugle d'ordres criminels, provoqua la ruine personnelle de Kalinine. L'armée manquait depuis longtemps d'unité ; le putsch acheva de la ruiner.

Le soir du 19 août, nous attendions le retour de notre maire, Gavril Popov, du Kirghizistan. Ayant encore «bonne opinion» de la junte et inquiets pour le maire, nous prîmes d'importantes mesures de sécurité. Six voitures partirent pour l'aéroport de Vnoukovo emportant, outre les personnes allant accueillir le maire, d'anciens collaborateurs du département du KGB chargé de la garde des personnalités qui étaient passées au service du gouvernement russe. Un avion ayant à son bord un des membres du bureau politique du Comité central du Parti communiste, attendu lui aussi par la garde, atterrit cinq minutes avant l'avion de Popov. Les jeunes garçons se connaissaient car ils travaillaient au même comité ; ceux qui devaient protéger le chef communiste et qui ne savaient rien de l'arrivée du maire se réjouirent en apercevant ce renfort :

- Vous allez nous escorter ? demandèrent-ils.

Le 19 août 1991

En chemin, Gavril Popov nous raconta qu'il avait eu dans l'après-midi une entrevue avec le président du Kirghizistan, Akaiev. Le jugement que celui-ci porta sur la junte était sans ambiguïté. Peu de temps après, Akaiev prit la parole pour condamner résolument les comploteurs.

Le maréchal Yazov fait son choix

Le 20 août à la nuit tombée, plusieurs groupes de députés se disperseront à travers la ville ; ils s'arrêtèrent devant les convois militaires, parlèrent aux soldats et acquirent la certitude qu'ils ne tireraient pas sur la foule.

S'imaginant à tort que les leçons sanglantes de Tbilissi, de Bakou et des pays Baltes, n'avaient rien appris à personne, on se servait de nouveau de l'armée pour semer la discorde. On plaçait une nouvelle fois les soldats et les officiers -non les généraux- sous les coups. Mais ce n'était plus, comme les fois précédentes, une simple entente entre les apparatchiks du parti et un groupe de généraux ; il s'agissait cette fois d'une véritable conspiration.

L'hésitation des soldats se transmettait aux officiers, provoquant une réaction en chaîne.

Témoignage d'un soldat :

- A 1 heure du matin c'est l'alerte ; on bondit sur nos pieds, mais on nous déclare : «*Fin d'alerte, allez-vous recoucher*». A 5 heures du matin, nouvelle alerte. On nous aligne dehors, mais personne ne nous explique rien, ne nous charge d'aucune mission.

Pendant des années, voire des décennies, on a abruti politiquement, endoctriné soldats et officiers, cor-

rompant les âmes, exigeant de chacun l'exécution aveugle d'ordres absurdes, humiliant les militaires et les transformant en êtres serviles soumis à l'idéologie du Parti communiste ou, plus exactement de ses leaders. Dans aucune autre armée du monde civilisé, l'endoctrinement n'a atteint ce niveau de brutalité et en même temps de raffinement. Si, au cours des six années de la Perestroïka, la société civile s'est progressivement débarrassée de ce phénomène, peu de choses ont changé dans l'armée : le pouvoir du parti y est illimité comme par le passé. Les décisions criminelles prises au sommet de la hiérarchie militaire, décisions qui firent couler le sang dans nos rues, ont automatiquement entraîné tout le monde dans le drame, y compris les jeunes recrues, confondant les justes et les injustes, les innocents et les coupables. Il y a bien longtemps que nous aurions dû inclure dans notre Constitution un article interdisant à l'armée de participer aux luttes politiques et d'être utilisée contre la population. Il y a longtemps aussi que nous aurions dû libérer tous les militaires, du maréchal au soldat, de l'obligation de se soumettre aux ordres criminels et rendre responsables devant la loi ceux qui donnent de tels ordres et les exécutent. Ces dispositions doivent être inscrites noir sur blanc dans le texte du serment et des statuts qui, notons-le au passage, ont conservé l'article concernant le rôle dirigeant du Parti sans aucun changement bien que l'article correspondant de la Constitution de l'URSS ait été supprimé. Il est criminel de transformer ainsi l'armée en un «conservatoire de mœurs anciennes», de la laisser à l'écart des courants nouveaux qui transforment notre vie. Si nous

Le 19 août 1991

ne procédons pas à des changements décisifs à l'intérieur de l'armée (ce qui n'est pas très difficile au niveau des cadres), nous ne la débarrasserons jamais de toutes ces valeurs périmées qui peuvent encore nous coûter très cher...

J'ai connu le Maréchal Yazov et je suis persuadé que sa nomination au poste de ministre de la Défense ne fut pas un hasard. Pour le bureau politique du PCUS, qui, de facto, a continué à diriger le pays jusqu'au moment du putsch, la candidature idéale au poste de ministre de la Défense était celle d'un vieillard impotent, obligatoirement décoré de nombreuses médailles reçues pour sa participation à la Seconde Guerre mondiale. Il était inutile qu'il soit un bon chef, inutile qu'il soit trop énergique. C'est de cette manière un peu naïve que le Parti voulait se protéger de tout danger pouvant venir de l'armée ; comportement naïf car ces hommes-là deviennent facilement un jouet entre les mains de criminels actifs.

Je suppose que les conspirateurs ont eu pas mal de problèmes lorsqu'ils entreprirent d'attirer dans leur bande Yazov, cet homme apathique et inerte. Yazov était, en effet, indifférent aux problèmes qui déchiraient l'armée et qu'il n'aurait jamais pu résoudre. Minée par l'abus de la boisson, l'arbitraire des chefs, les humiliations infligées aux faibles par les forts, la troupe devenait peu à peu un épouvantail et les mères avaient peur d'y laisser partir leurs fils. Yazov ne fit rien pour redonner un peu d'humanité à la vie des casernes. Et, de toute façon, son autorité personnelle n'était pas très grande.

Un jour, à la télévision, il fit un lapsus qui dit bien ce qu'il veut dire : *«Où, dans quel autre pays, un paysan*

illettré peut-il devenir ministre de la Défense ?». Il voulait certainement dire par là qu'un simple paysan pouvait, en URSS, faire une brillante carrière et devenir un homme d'Etat.

Il m'est souvent arrivé de rencontrer Yazov. Lors de notre dernière rencontre, une semaine avant le putsch, je fus étonné de l'apercevoir sortant du bureau du Premier ministre Pavlov ; d'ordinaire, le ministre de la Défense ne venait jamais ici. Les tentatives que nous fîmes, Gavril Popov et moi, pour entrer en contact avec Yazov se heurtèrent toutes à son refus de reconnaître «la nouvelle Moscou», ville où les démocrates avaient remporté les élections.

Peu avant le putsch, nous avons demandé au ministère de la Défense de nous envoyer des soldats pour participer à la récolte dans la région de Moscou. Cette aide avait toujours existé mais n'était jamais rémunérée. Cette fois nous proposons un bon salaire : les officiers gagneraient jusqu'à 50 roubles par jour, les soldats 25, dont 15 versés sur leur compte personnel, 5 affectés à leurs frais de nourriture et 5 à l'amélioration des conditions de vie dans les casernes (nous avons promis d'aider les unités à acheter des postes de télévision, des magnétophones, des instruments de musique). Ainsi, en deux années de service, un soldat aurait pu amasser et ramener chez lui près de 1500 roubles, ce qui constituait un important pécule les familles de bon nombre d'entre eux n'étant pas du tout riches. Etant donné les difficultés financières auxquelles le ministère de la Défense était confronté, les militaires auraient dû bondir sur l'occasion ; mais ils nous répondirent : *«Pourquoi payer des soldats ?!»*

Le 19 août 1991

Yazov ne voulait surtout pas que la mairie et «ses démocrates» fassent bonne impression sur les soldats. Il était d'ailleurs tout aussi réticent à établir des relations amicales, bienveillantes, entre les Moscovites et les unités militaires. Je note qu'Evgueni Chapochnikov, le nouveau ministre de la Défense nommé après l'échec du putsch, et la direction du ministère acceptèrent, eux, sur le champ nos propositions dans ce sens.

Si c'est Yazov qui donna l'ordre de déployer les forces armées dans la capitale, c'est le commandant de la région militaire de Moscou, Kalinine, qui l'exécuta. Malgré son esprit lent, Kalinine est un homme intelligent, calme et qui sait travailler avec les militaires. En toute justice, je dois avouer qu'il ne manifesta pas trop de zèle à exécuter les ordres qui lui étaient donnés. Cependant, c'est tout de même sur son ordre que les troupes entrèrent dans la ville et bloquèrent la «Maison blanche», la mairie, les rédactions de journaux et d'autres endroits encore. C'est lui aussi qui instaura le couvre-feu.

L'armée entra donc dans Moscou. Triste tableau que celui de chars dans une capitale pacifique !

Bientôt, on me fit savoir qu'un char avait perdu sa chenille, qu'un autre s'était renversé dans le fossé, qu'un troisième avait son arbre de transmission coincé, qu'un quatrième s'était enflammé de lui-même... Suite de hasards ou refus de participer à des actions militaires contre une population pacifique?

J'eus plusieurs conversations avec le colonel-général Kalinine.

Le matin du 19, je lui téléphonai pour déclarer :

- Retirez immédiatement les troupes ! La mairie ne reconnaît pas le commandant militaire de Moscou.

Le soir de ce même jour je lui dis :

- Il faut absolument interdire aux troupes de se servir des armes. L'armée doit se retirer de la ville.

Le soir du 20 août, après l'annonce du couvre-feu aux actualités télévisées, je me rendis à la «Maison blanche» et j'appelai Kalinine du bureau d'Eltsine.

On refusa de me mettre en communication avec le général sous le prétexte que celui-ci était occupé. Je dictai alors le message suivant : *«La mairie de Moscou ne reconnaît pas le couvre-feu ; elle considère que c'est une provocation.»*

L'après-midi de ce même jour, après avoir écouté Kalinine se plaindre qu'il n'était pas en son pouvoir d'entreprendre quoi que ce soit, qu'il n'était qu'un simple exécutant (lui, commandant militaire de la capitale, un colonel-général), je lui avais carrément déclaré ceci :

- Vous avez la possibilité de faire votre choix. Prenez donc la décision de retirer les troupes -trompées par vous d'ailleurs-, et cessez l'occupation de la ville. Vous apparaîtrez alors à tous, et à vos propres enfants, comme un homme véritable. Chacun a son heure de vérité...

Le chef de la radio et de la télévision aime le «Lac des Cygnes»

L'heure de vérité est une épreuve difficile. Il y a certainement des gens qui ont vécu toute leur vie sans jamais être restés seuls face à leur conscience pour faire un choix décisif. Mais à chacun son destin.

Chacun doit être jugé à sa propre mesure.

Je ne prétends pas condamner l'ancien chef de la radio et de la télévision Leonid Kravtchenko. Je rappellerai seulement qu'il a toujours affirmé être un homme pragmatique. Le 20, j'eus un entretien avec lui que je voudrais rapporter ici.

C'était justement un mardi, jour de l'émission «*Face à la ville*» au cours de laquelle les représentants des pouvoirs municipaux répondent en direct aux questions des téléspectateurs.

J'entrepris de convaincre Kravtchenko de nous donner la parole pendant cette émission et mis dans mes arguments tant de sentiment qu'ils auraient fait fondre un cœur de pierre.

- Impossible de vous inviter dans nos studios, l'entendis-je répondre, on me l'a interdit. Vous ne savez donc pas à quel régime nous devons nous plier ?

- Alors les animateurs n'ont qu'à venir à la mairie et nous interviewer ici.

L'idée de tenter ma chance auprès de Kravtchenko m'était venue la veille, le 19, après le surprenant reportage filmé devant la «*Maison blanche*». Après avoir passé toute la journée à nous gaver du ballet «*Le Lac des Cygnes*», on nous avait montré le soir, pendant les informations «*Vremia*», comme pour contredire tout ce que venaient de dire les commentateurs, Boris Eltsine monté sur un char en train de lire l'Appel des dirigeants de la Russie au peuple et appelant à la grève générale.

Je m'incline devant ceux qui ont eu le courage de filmer un tel sujet et, surtout, de le montrer à la télévision à leurs risques et périls. Je sais que des dispositions furent aussitôt prises à leur égard: il y eut des

licenciements qui pouvaient être suivis de mesures bien plus graves, compte-tenu la férocité des putschistes. Mais des millions de téléspectateurs reçurent ce soir là une bouffée d'air frais.

- Si je vous fais passer avec Popov sur les écrans ce soir, je vais me faire licencier, m'expliqua Kravtchenko.

- Vous resterez une semaine sans travailler, poursuivis-je en essayant de le convaincre ; mais après, lorsque le pouvoir légal sera rétabli, votre noble comportement portera ses fruits : vous reviendrez en triomphe. Vous avez toujours déclaré être l'homme de Gorbatchev, restez-le donc jusqu'au bout. Prouvez votre fidélité...

Finalement, une équipe de la télévision est venue à la mairie et pendant trente et une minutes nous avons pu, Popov et moi, expliquer avec le plus de clarté possible notre position aux Moscovites.

Le soir, nous nous sommes installés dans le bureau de Popov devant le poste de télévision, heureux de pouvoir donner aux Moscovites, y compris aux responsables, une image juste de la situation dans la capitale et de mieux comprendre ce qui se passait.

Est-il besoin de préciser que nos espoirs s'avèrent vains ! Ce n'est que vingt-quatre heures plus tard, après l'échec du putsch, que l'interview passa sur les écrans ; mais tout était déjà clair, même la situation de Leonid Kravtchenko puisqu'on l'avait licencié.

Pendant ces trois jours fatidiques, je n'ai eu ni le temps ni le désir de me livrer à l'introspection. J'avais cependant parfois la sensation étrange d'être le spectateur et non l'acteur des événements ; tout ce qui m'arrivait semblait arriver à quelqu'un d'autre et

Le 19 août 1991

j'observais tout d'un regard froid, avec même une certaine curiosité.

J'ai déjà dit que dès les premières heures du coup d'État, ni moi, ni mes camarades de la mairie n'avons hésité à le qualifier de putsch communiste impérialiste, de cynique attentat contre le pouvoir légal. Cette prise de position constituait la base de nos sentiments, de nos pensées, de nos actes. Nous nous appuyions aussi sur la fermeté de notre entourage et, en premier lieu, de Gavril Popov et de Boris Eltsine. Ce dernier, qui avait toujours été un excellent organisateur, devenait sous nos yeux un homme politique d'envergure.

En toute sincérité, à aucun moment je n'ai éprouvé de peur. J'étais calme et sûr de moi. L'atmosphère me rappelait, lorsque j'étais directeur général, celle des mois de décembre, date d'échéance du plan dans les entreprises : l'activité devenait bouillonnante, tout semblait soudain aller de travers ; un véritable ouragan d'espoirs et d'angoisses faisait rage dans les bureaux ; il fallait prendre des décisions rapides, précises. J'ai toujours aimé ces mois de décembre.

Le 19... le 20... le 21...

Chacune de ces journées a gardé pour moi son propre visage.

Revenons au 19. Le soir, lorsque j'appris que Gavril Popov, revenu du Kirghizistan, se trouvait à la «Maison blanche» et allait d'une minute à l'autre arriver à la mairie, rue Tverskaïa, ce fut un immense soulagement.

Lorsque je rentrai chez moi, il était 2 heures du matin. Ma femme m'attendait, inquiète. Dans le danger on apprécie particulièrement le soutien de l'autre.

Chapitre II
Le 20 août 1991

La seconde journée, celle du 20 août, commença pour moi à 7 heures du matin. J'étais déjà à la mairie. Dans mon bureau je trouvai Mouzykanski, Chakhnovski, Savostianov et d'autres responsables de la municipalité.

Nous avons élaboré notre programme pour la journée. Missions principales : empêcher les troupes de bloquer la mairie, tout mettre en œuvre pour ériger des barricades près de la «Maison blanche» et en travers des voies que pouvaient emprunter les chars, organiser l'approvisionnement en nourriture des défenseurs des barricades, permettre à la radio démocratique «Ekho Moskvu» (Echo de Moscou), fermée par les putschistes, de reprendre ses émissions, tenter de passer à la télévision (j'ai raconté plus haut comment s'est terminée cette tentative), faire tout notre possible pour informer les soldats et les officiers qui, dans leur grande majorité, ne savaient même pas pourquoi on les avait amenés à Moscou.

Je rappelai, en passant, que même les émissions de télévision autorisées par la junte avaient été incapables de cacher le désarroi des troupes ; sur les écrans, par exemple, on voyait les soldats hausser les épaules lorsque les reporters leur demandaient quelle était leur mission. Il était essentiel que les livraisons se poursuivent régulièrement dans les magasins, que le secteur énergétique, le réseau d'eau, les autres secteurs de la ville fonctionnent normalement. L'appel à la grève que nous lançions ne concernait donc pas ces secteurs. Nous demandions également de ne pas faire grève aux ouvriers du bâtiment occupés à la construction de maisons, d'écoles, d'hôpitaux ; ces derniers protestèrent. La Bourse de

Moscou et la Bourse de Russie cessèrent leurs opérations ; mais la grève dans la ville ne devint pas générale. Il y avait des raisons à cela. Les Moscovites ne se faisaient aucune illusion sur les desseins des conspirateurs que tout le monde maudissait, tout haut ou dans son for intérieur, des spécialistes politiques jusqu'aux gens de la rue. Des milliers de personnes, avant tout les jeunes, préférant l'action, se rendaient sur les barricades. Si bien que les putschistes comprirent parfaitement que toute action ferme de leur part provoquerait aussitôt une explosion terrible. Ceci explique l'équilibre instable des plateaux de la balance que l'on constata au cours du second jour, celui du 20. Si la junte avait pris des mesures extrêmes, si elle avait fait régner la terreur, les Moscovites n'auraient pas hésité à utiliser leur arme principale, la grève générale illimitée.

En disant cela, je pense surtout aux grosses entreprises, et en premier lieu au géant de l'automobile, les usines Likhatchev. Les comités du Parti de ces entreprises (le comité du Parti de la ville de Moscou avait encore les bras longs) continuaient à faire pression sur l'administration et empêchaient les collectivités de manifester activement leur soutien au pouvoir légal.

Moscou est pleine d'entreprises du complexe militaro-industriel qui, pendant des années, voire des décennies, ont joui d'une situation privilégiée ; leur personnel touchait des salaires bien plus élevés que celui des autres usines. La conversion de la production militaire en production civile liée à la politique du désarmement ne se passait pas partout sans accroc. Cela ne pouvait manquer de provoquer de la

Soixante-douze heures d'agonie

part des ouvriers de ces entreprises et surtout de leurs dirigeants, une attitude négative à l'égard des changements apportés par la Perestroïka et du processus démocratique en général.

Au moment du putsch, sous l'influence de leurs dirigeants qui appartenaient à la vieille garde, ces collectivités préférèrent rester passives et attendre. Il est heureux qu'après l'échec du putsch, elles aient révisé leur position, pensant à leur avenir et à celui du pays. Ces usines comme les autres avaient besoin de démocratie et la démocratie avait besoin d'elles. Aujourd'hui on le comprend de mieux en mieux.

Chacun doit se poser la question en toute honnêteté et prendre position. Les épreuves ne sont, en effet, terminées pour aucun d'entre nous. Les violations de la loi, aussi insignifiantes soient-elles, les tentatives de limiter les libertés conquises devraient provoquer une réaction violente de la part des collectivités des entreprises et de leurs dirigeants.

L'attitude du corps des députés et des préfectures à l'égard du putsch fut unanime partout dès le début : le coup d'Etat était illégal. Notons cependant quelques exceptions. Le président du Soviet d'un arrondissement de Moscou marqua en travers du télégramme de la mairie qui condamnait le coup d'Etat et appelait à la grève, la résolution suivante : «*A ne pas exécuter pour l'instant*». Après coup, il essaya de se justifier en expliquant qu'il ne voulait pas «*aggraver*» la situation (à ses yeux l'action de la junte n'aggravait probablement rien). En fait il n'en fallait pas plus à la junte : si les Moscovites avaient décidé de «*ne pas aggraver*», cela aurait mal tourné pour nous. Heureusement, il en alla autrement.

Le 20 août 1991

Toute la population de Moscou était sur les barricades : ouvriers mêlés aux intellectuels, étudiants et écoliers, jeunes et vieux, ces derniers arborant souvent leurs médailles de guerre. Les anciens d'Afghanistan étaient là, eux aussi, et firent preuve d'un grand courage.

Rendons justice aux députés du MosSoviet et des Soviets des arrondissements, ainsi qu'à l'Association des électeurs de Moscou et au mouvement politique «Demrossia» (la Russie démocratique) qui prirent la tête de la résistance populaire en organisant les gens et en se rendant dans les unités militaires pour y faire connaître la volonté de Moscou.

Je voudrais souligner ici que la lutte décisive contre le totalitarisme communiste a eu pour théâtre Moscou. Lorsque je rencontre des gens venus de province, je m'étonne parfois qu'ils ne comprennent pas ce qui s'est passé dans la capitale durant ces journées décisives.

On veut nous arrêter

Gavril Popov fut, avec Boris Eltsine, l'âme de la résistance de Moscou.

Le maire de la capitale, ce professeur qui appartient corps et âme à l'intelligentsia (les «*pourris*», comme disait Lénine), fut un modèle de calme, de courage, de fermeté et de sérieux. Alliant un réel talent de tribun politique à celui d'organisateur infatigable, il travailla beaucoup et efficacement avec Boris Eltsine.

Une liaison ininterrompue s'était établie dès les premières heures du putsch entre la «Maison blanche», où avait été créé un comité de défense, et la mairie.

Soixante-douze heures d'agonie

Les militaires et les civils qui constituaient ce comité se tenaient constamment au courant de la situation et agissaient fermement. La mairie acceptait sur le champ tous leurs ordres.

De sources diverses, nous apprîmes que l'on s'apprêtait à nous arrêter, Popov et moi, à 3 heures du matin dans la nuit du 20 au 21. Le soir du 20 nous avons donc envisagé calmement diverses possibilités en essayant de deviner où et de quelle manière cette arrestation pouvait se produire -à la mairie ou chez nous, ensemble ou séparément- et comment nous devrions alors nous conduire. Nous avons décidé aussitôt de ne pas donner aux putchistes l'occasion de nous arrêter chez nous car ce serait trop pénible pour nos proches. Par ailleurs, s'ils nous appréhendaient dans une cour sombre ou une ruelle sans témoins, ils pourraient aisément affirmer ensuite qu'il y avait eu «*tentative d'évasion*» et nous comprenions fort bien quelles conséquences cela pouvait entraîner pour nous. Nous ne nous faisons aucune illusion sur les mœurs de ces gens-là.

Finalement nous résolûmes de rester à la mairie où les témoins ne manquaient pas. Pendant que nous serions traînés jusqu'au panier à salade, des dizaines d'yeux nous accompagneraient et la junte aurait ensuite à répondre de ses actes. Ces considérations nous donnèrent bizarrement quelque espoir.

Ne connaissant des arrestations, des coups frappés à la porte au milieu de la nuit, que ce que nous en avions lu chez Soljenitsyne, Chalamov, Guinsbourg, Rybakov ou appris par les récits de nos aînés, nous entendions nous-mêmes grincer l'appareil répressif

Le 20 août 1991

stalinien qui menaçait à nouveau le pays. A la veille de cette tragédie, personne n'aurait pu supposer que l'Histoire reviendrait sur ses pas et que, comme nos aïeux et comme nos pères, nous aurions à notre tour à choisir entre accepter ou combattre la terreur rouge.

A vrai dire, nous avons déjà fait notre choix le 28 mars lorsque nous avons refusé de battre en retraite le jour de la répétition générale du putsch organisée par la junte, qui était encore inconnue de la population à l'époque. Au moment même où se tenait le meeting des démocrates les conjurés avaient, en effet, osé pour la première fois faire entrer dans la ville leur matériel blindé, des dizaines de milliers d'hommes armés, les «défenseurs de l'ordre». A la vérité, nous ne pouvions plus, dès cette époque-là, nous écarter de la voie choisie sans nous condamner moralement nous-mêmes. Avant de se décider, chacun des résistants avait dû tenir dans le fond de son âme le même genre de raisonnement...

Vers 21 heures, nous reçûmes un message urgent de la «Maison blanche». Les responsables insistaient pour que nous venions car la situation commençait à se détériorer.

Nous décidâmes d'y aller non pas en voiture mais dans un petit bus, accompagnés d'un groupe de miliciens du peloton spécial, les «bérets noirs», chargés de nous protéger.

Les préparatifs furent rapides. Craignant de laisser ma femme seule à la maison, je demandai à Gavril Popov si nous pouvions l'emmener. «D'accord, on

passé la prendre», me dit-il tranquillement comme s'il s'agissait d'aller au théâtre.

Ce soir-là je vis pour la première fois de près les fameux «bérets noirs» et je pus me rendre compte à la fois de leur bienveillance à notre égard et de leurs excellentes qualités professionnelles. Ces jeunes gens n'eurent pas un instant d'hésitation, sachant pourtant que la junte ne leur pardonnerait rien.

Devant chez moi, nous aperçûmes un groupe d'hommes en train de décharger un camion. Ils formaient un étrange tableau : en costume et chaussures cirées, ces «ouvriers» déchargeaient des briques malgré l'heure tardive et l'absence de tout chantier dans la cour.

Notre bus s'arrêta et nos gardes du corps sautèrent aussitôt sur le trottoir avec leurs mitraillettes, barrant toutes les approches.

Ma femme m'attendait dans l'escalier avec un paquet de provisions qui se révéla fort utile plus tard. Nous plongeâmes dans notre bus qui démarra, et les «ouvriers» (qui étaient bien entendu des membres du KGB chargés de surveiller ma maison) s'évaporèrent littéralement, disparaissant dans les ténèbres, ce qui est après tout normal pour la force démoniaque qui a trouvé refuge dans le giron du tristement célèbre KGB. Nous nous arrêtâmes près du zoo. Il était impossible d'aller plus loin car les barrages qui protégeaient la «Maison blanche» arrivaient jusque-là. Nos gardes, avec leurs mitraillettes, firent cercle autour de nous et notre petit groupe s'avança d'un pas rapide.

Sur les barricades on reconnut le maire, Gavril Popov, et nous franchîmes l'obstacle accompagnés par les

cris : «*Popov est avec nous !*», «*Les gars voilà Popov !*», «*Hourra !*». Ces choses-là ne s'oublient pas : la générosité des Moscovites, leur confiance en ces instants tragiques.

Quelques heures plus tard, j'appelai mon frère cadet pour lui demander de tranquilliser notre mère et lui dire que j'étais sain et sauf. Je le priai également de passer chez moi et d'emmener mon fils de 18 ans.

- Je place Sacha sous ton entière responsabilité, lui déclarai-je.

Il me dit alors qu'il était aussi sur les barricades et qu'il nous avait vus marcher vers la «Maison blanche».

- Pourquoi ne m'as tu pas appelé ?

- A quoi bon ? Tu ne pouvais pas me dire de t'accompagner. De toute façon, je n'aurais pas quitté les barricades. Toi, tu n'avais rien à y faire. Et puis vous marchiez vite, il était dangereux de s'arrêter. Les provocateurs ne devaient pas manquer parmi nous...

Devant l'entrée de la «Maison blanche» nos accompagnateurs nous ont quittés. Leurs noms me sont restés inconnus.

Les suicides se multiplient

C'est avec reconnaissance que je pense aujourd'hui aux bérets noirs qui nous ont convoyés jusqu'à la «Maison blanche».

Aujourd'hui comme alors, on discute beaucoup sur le rôle de la milice, sur la position qu'elle a prise les 19 et 21 août. Pour être bref, mon opinion personnelle est qu'elle s'est conduite déceamment. Non pas dignement, mais déceamment.

Soixante-douze heures d'agonie

Les Moscovites savent que les députés du MosSoviet et du Comité exécutif de Moscou puis, plus tard, la mairie se sont battus pour que la milice dépende des autorités municipales et non plus du ministère de l'Intérieur de l'URSS. Dédaignant l'intérêt général et tout simplement le bon sens, le ministère de l'Intérieur a résisté. Les raisons de ce refus étaient certes d'ordre politique, ceux qui dirigent la milice détenant les clés de la ville. Je suis persuadé cependant que cette prise de position était dictée au ministère de l'Intérieur et à son ministre Pougou par leur véritable patron, le Parti communiste, qu'ils servaient corps et âme.

Le chef de la milice de Moscou, qui cumulait ce poste avec celui de vice-ministre de l'Intérieur de l'URSS, se sentait davantage lié au ministère qu'à la municipalité de la ville qu'il devait protéger. Cependant, il savait se montrer attaché à la capitale. Le général qui le remplaça peu avant le putsch, -un homme qui avait gravi tous les échelons de la carrière et se faisait respecter par ses subalternes-, s'efforçait de répondre davantage aux nécessités de la ville ; et cela bien qu'il eût à servir à la fois le ministère de l'Intérieur de l'URSS, le ministère de l'Intérieur de la République de Russie, le comité du Parti de la ville de Moscou et, bien entendu, le KGB qui ne lâchait jamais sa proie.

Le 19 août ce général fut nommé adjoint du commandant militaire de la ville de Moscou. Les ordres pleuvant sur lui de toutes parts, il prit le parti de les esquiver dans la mesure du possible, n'arrivant en définitive à contenter personne. Il prêtait cependant

Le 20 août 1991

une oreille attentive aux instructions que je lui donnais et s'efforçait de les exécuter. Le sort de ceux qui n'ont pas su faire un choix politique au moment décisif n'est pas enviable car ils finissent toujours par perdre sur tous les tableaux. J'ai de la compassion pour ce général, un homme digne mais qui s'est trouvé désorienté sous l'averse d'ordres contradictoires donnés par des chefs trop nombreux.

Le ministre de l'Intérieur, Pougo, était bien différent. Formé au sein du PCUS, il en est resté à jamais un soldat fidèle. Ceux qui eurent l'occasion de l'approcher dans l'après-midi du 20 disent qu'il paraissait avoir renoncé à tout. Pougo savait parfaitement ce que l'on attendait de lui en le nommant ministre de l'Intérieur : qu'il exécute les ordres du Parti communiste. Il ne pouvait pas accepter les transformations survenues dans notre société au cours des dernières années ; sa profession de foi communiste était immuable et ne se prêtait à aucune évolution. Le sang qui aurait coulé le 28 mars si la confrontation entre les manifestants et les militaires dans les rues avait produit une étincelle, aurait été sur sa conscience, je l'affirme en connaissance de cause. Les démocrates, ces «fauteurs de troubles», étaient ses ennemis personnels.

Je ne sais pas si l'on découvrira jamais les ressorts cachés du drame psychologique de Pougo, mais il est évident qu'avant sa mort mystérieuse, au lendemain du putsch, quelque chose avait craqué en lui. Quelques heures après sa mort j'ai reçu un coup de téléphone du ministère de l'Intérieur de l'URSS : on priait les autorités municipales d'organiser les funérailles du ministre ; ainsi avant même

Soixante-douze heures d'agonie

que son corps fût rendu à la terre, on se hâtait de s'en débarrasser.

La seule personne capable de jeter quelque lumière sur les dernières heures de Pougou est probablement le patriarche de Moscou et de toutes les Russies : Alexis II. Mais celui-ci sait garder le secret de la confession. On sait seulement que, durant les journées du putsch, à un moment particulièrement difficile, le ministre de l'Intérieur décida de faire don à l'église orthodoxe russe de divers objets de culte de valeur qui avaient été précédemment repris à des criminels (cette donation, montrée à la télévision, a été interprétée par les téléspectateurs lucides comme une sorte de pacte du ministre avec le Patriarcat). Ce que la télévision ne montra pas, c'est le long entretien que le ministre eut ensuite avec le Patriarche, entretien dont le contenu restera à jamais caché. L'entourage du ministre apprit seulement qu'il revint de cette entrevue apaisé, comme s'il avait atteint à des profondeurs de l'esprit jamais connues de lui ; jusqu'à la fin, il resta détaché de tout et personne ne reçut plus aucun ordre de lui.

La mort de Pougou, ce communiste pur et dur comme le roc, qui fut l'un des acteurs de premier plan du putsch mais aussi l'une de ses premières victimes, ouvrit la série des suicides. Peu de temps après, le maréchal Akhromeïev et le responsable des affaires du PCUS, Kroutchina se suicidèrent également, ce qui engendra de nombreuses rumeurs, des questions sans réponse ou des réponses qui appellent de nouvelles questions.

Au cours de ces dernières années, le pays a été le théâtre de toute une suite d'événements qui demeurent

rent mystérieux et que l'on ne peut ni expliquer ni justifier par les menées des seuls comploteurs dont nous connaissons tous aujourd'hui les visages. La série de ces événements sanglants débuta à Soumgaït et à Bakou, se poursuivit à Tbilissi, dans le Haut Karabakh, puis dans les pays Baltes. Par qui les décisions politiques qui ont laissé le champ libre à des exécutants criminels, ont-elles été prises ? Qui a donné les ordres ? Qui a aidé à effacer les traces de ces crimes qui provoquaient toujours de nouvelles victimes innocentes ? Qui a osé se charger la conscience du terrible mal d'habituer notre société à résoudre les problèmes politiques, économiques, sociaux et internationaux par des effusions de sang, préparant ainsi la voie pour le putsch ?

Si nous ne trouvons pas de réponses honnêtes et claires à ces questions et aux nombreuses autres qui sont noyées dans les débats politiques, les discussions interminables au sein de commissions impuissantes, nous ne tirerons jamais aucune leçon des événements du mois d'août 1991 et nous ne saurons pas protéger notre pays de ceux qui pourraient essayer de refaire leur coup.

La phrase lancée par le chef du KGB, Krioutchkov, devant les caméras des journalistes venus l'interviewer dans sa prison pour l'émission télévisée *«Avant et après minuit»* : *«Nous avons encore du travail sur la planche»* est-elle, une simple phrase en l'air ou a-t-elle un sens plus profond et maléfique ? Si l'on prend la phrase de Krioutchkov au pied de la lettre, pour qui travaille-t-il et comment a-t-il l'intention d'agir ?

Soixante-douze heures d'agonie

Des questions, encore des questions, toujours des questions...

Revenons cependant aux suicides d'Akhromeïev et de Kroutchina. Akhromeïev n'était pas un maréchal ordinaire ; il était l'aide de camp du Président et était connu, aussi bien dans notre pays qu'à l'étranger, pour être un épervier. Quels secrets cet homme qui était incapable d'attenter à ses propres jours, comme l'affirment ses proches, a-t-il emporté dans sa tombe ?

Son corps, pendu, fut découvert le samedi 24 août, tard le soir. Ses proches affirment que la veille, en quittant sa datcha, il était de bonne humeur et avait promis à sa petite-fille d'aller se promener avec elle dès son retour. Sa fille lui avait parlé au téléphone l'après-midi de ce même jour et n'avait noté aucun changement dans son état d'esprit. Toutefois, il ne revint pas coucher chez lui. Et au matin on téléphona à sa famille pour lui apprendre qu'il était décédé. Son corps, dit-on alors, avait été découvert par le gardien qui inspectait les bureaux du Kremlin et qui s'aperçut que la porte du maréchal était entrouverte.

Dans un des mots qu'il laissa avant sa mort (il y en avait plusieurs) il écrit que, voyant périr sa patrie, disparaître tout ce qui avait donné un sens à sa vie, il ne pouvait plus continuer à exister ; que son âge et son œuvre lui donnaient le droit de quitter ce monde, qu'il avait combattu jusqu'au bout.

Et voici comment s'acheva le drame : peu de temps après ses obsèques on trouva, au cimetière de Troïekourovo, sa tombe retournée, le cercueil

Le 20 août 1991

ouvert, le mort dépouillé de sa tenue de maréchal (il paraît qu'au marché noir les étrangers donnent jusqu'à 10000 dollars pour une telle tenue).

L'argent tue

Kroutchina, l'homme qui gérait les finances du comité central du PCUS ne figurait pas lui non plus au nombre des comploteurs et, semble-t-il, n'avait rien à craindre. Ne lui conférant pas l'éclat d'une étoile de première grandeur sur l'horizon politique, le poste qu'il occupait était néanmoins d'une importance capitale pour le Parti. Kroutchina était en quelque sorte le ministre des Finances du PCUS, l'homme qui gérait toutes ses affaires. Les allées et venues de l'argent du Parti n'avaient pas de secret pour lui.

J'ai eu plus d'une fois l'occasion de rencontrer l'homme pour des questions de service. C'était un personnage bienveillant, aimable, intelligent, attentif à son interlocuteur. La dernière fois que je le vis, c'est le jour où je vins le trouver avec le député Youri Afanassiev afin de discuter de l'avenir de l'Université des sciences humaines de Russie dont Afanassiev était recteur. Nous nous étions assurés au préalable du ferme soutien de Gorbatchev (ce qui n'était pas fréquent).

La conversation fut longue et ne donna rien. J'étais furieux et je dis à Youri Afanassiev devant tout le monde qu'il avait eu tort de venir dans un endroit où il n'obtiendrait que de belles paroles. Kroutchina essaya de tout arranger par la manière douce, me grondant gentiment pour ma brutalité.

Soixante-douze heures d'agonie

Comment s'imaginer cet homme équilibré se jetant par la fenêtre ?

Les mauvais moments que dut affronter le PCUS n'empêchèrent pas ses fonctionnaires d'assurer leurs arrières. Ils placèrent très rapidement des millions de roubles dans diverses banques pour cacher les opérations douteuses de la caisse du Parti. Fuyant le navire en perdition, ses responsables envoyaient l'argent dans des sociétés mixtes qui servaient de refuge. Etant formellement une association constituée de bénévoles, le Parti avait le droit de placer son argent où bon lui semblait et la responsabilité de Kroutchina était plutôt morale que juridique. Certes, il était aussi au courant des dépenses personnelles des leaders du Parti, ce qui pouvait mettre ces derniers dans une situation délicate. Mais les morts ne parlent pas...

En revanche les documents secrets des archives du Parti parlent. Tout de suite après le putsch, ils furent placés sous scellés et sont peu à peu rendus publics depuis.

Le 23 août 1990, un an avant le putsch, un mémoire confidentiel rédigé par les fonctionnaires de l'appareil du PCUS avait été adressé au remplaçant du secrétaire général du Comité central, Vladimir Ivachko. Voici ce que l'on peut y lire : *« Nous entrons dans le monde des affaires en commençant pratiquement à zéro ; il nous faudra travailler dans des conditions tout à fait nouvelles pour le Parti, des conditions adaptées aux besoins du marché et de la concurrence. Les cadres du Parti chargés de cette activité se heurteront tout de suite à l'énorme problè-*

Le 20 août 1991

me d'apprendre à faire du commerce. Dans les circonstances présentes, nous aurons à respecter une confidentialité raisonnable et à choisir dans certains cas des formes anonymes pour cacher les liens directs avec le PCUS. Notre objectif final sera de créer, parallèlement à la «commercialisation» des biens possédés par le Parti, les structures d'une économie «invisible» avec lesquelles seul un cercle très étroit de personnes sera autorisé à travailler».

Le sens de ce mémoire est on ne peut plus clair malgré les prudents guillemets entre lesquels sont placés les termes nouveaux pour le lexique communiste : il faut chercher tous les moyens d'investir l'argent de la caisse du Parti (trop souvent confondu avec le Trésor Public) et réaliser le plus de bénéfices possible.

Ce mémoire a eu des suites. Quelques jours après, le secrétariat du comité central du PCUS a pris en effet cette résolution secrète : *«Pour pouvoir conserver les structures du Parti, il est indispensable d'entreprendre la réalisation de projets concrets visant à attirer dans le budget (celui du Parti s'entend) l'argent provenant de l'activité commerciale des entreprises privées».*

Les choses, dès lors, sont allées bon train. Faisant preuve d'une débrouillardise peu commune pour eux, les dirigeants du Parti ont entrepris de blanchir l'argent du Parti, le plaçant dans les fonds statutaires de banques de commerce, devenant majoritaires dans plusieurs d'entre elles et créant des sociétés anonymes dont le nombre n'a fait que croître pour atteindre bientôt plusieurs centaines. Perdant tout sens de la mesure et toute honte, le comité du Parti

de la ville de Moscou et son premier secrétaire, Youri Prokofiev se sont mis à placer de l'argent partout, dans les sociétés mixtes, dans les petites sociétés anonymes ; ils ont même fini par se lancer dans la création d'une société anonyme de type fermé où ils doivent détenir plus de la moitié des actions.

L'appétit vient en mangeant. L'appareil du comité central du PCUS a présenté alors un nouveau projet à ses dirigeants : *« Commencer sans tarder la mise au point de propositions visant à utiliser les formes anonymes de sociétés capables de cacher leurs liens directs avec le PCUS, afin de développer l'activité commerciale du Parti sur les marchés extérieurs. En particulier, examiner la possibilité de s'associer, par une participation à leur capital, à des entreprises mixtes et des consortiums internationaux existants »*. Ces paroles-là ne sont pas restées, elles non plus, sur le papier et les investissements se sont développés à une échelle extraordinaire.

Un mois après l'échec du putsch, le département suisse des Affaires étrangères a reçu une note de l'ambassade soviétique à Berne le priant de procéder à la recherche des comptes du Parti communiste de l'Union soviétique et du Parti communiste de la Russie dans les banques suisses et, le cas échéant, de les bloquer.

Mais les commissions et les enquêteurs devront accomplir un travail colossal pour retrouver les traces de l'argent que le Parti communiste a transféré à l'étranger. Il est évident que le KGB n'est pas resté à l'écart de ces transactions secrètes, ce qui

Le 20 août 1991

ne facilitera certainement pas les recherches. Mais le jeu en vaut la chandelle car il peut s'agir de centaines de millions, voire de milliards de dollars.

Les documents que nous avons cités sont parmi les quelques-uns qui ont échappé à la destruction. Très peu de documents ont été retrouvés dans les secteurs du comité central du Parti où l'on s'occupait d'activités commerciales. En revanche, les «broyeurs électriques» destinés à transformer le papier en poussière et importés de l'étranger ont tourné à plein régime...

Le soir du 26 août 1991, la veille de sa mort donc, le vice-premier ministre du gouvernement de Moscou, Alexandre Mousykanski, s'est entretenu avec Nikolai Kroutchina dans le bureau de ce dernier. Kroutchina parla, sans manifester ni réticence ni inquiétude, des biens du Parti, discutant des divers moyens de les conserver et de les utiliser avec profit. Pourtant, lorsque la conversation toucha aux moyens financiers, Kroutchina se troubla. Le lendemain matin il n'était plus en vie.

Quarante jours après cet événement, le prédécesseur de Kroutchina à ce même poste, Gueorgui Pavlov, qui avait quatre-vingts ans, était trouvé mort sous les fenêtres de son appartement situé au septième étage d'un immeuble des beaux quartiers de Moscou.

Le suicide suivant eut lieu le 17 octobre 1991. L'ancien adjoint du chef du département international du comité central du PCUS, Dimitri Lissovolik, après avoir regardé les informations du soir avec sa famille, sortit sur le balcon de son appartement du onzième étage et se jeta dans le vide la tête la pre-

Soixante-douze heures d'agonie

mière. D'après les gens qui le connaissaient bien, c'était un homme honnête et un bon spécialiste. Le département international était directement en contact avec les partis communistes étrangers qui recevaient de l'argent de l'Union Soviétique. L'argent tue.

Des crampons pour prendre d'assaut le Kremlin

Je ne me place pas en juge mais en homme qui, par l'un caprice du destin s'est trouvé au centre des événements provoqués par l'entourage immédiat du Président, ses hommes de confiance, les putschistes. Et je manquerais de sincérité si, dans mes notes concernant le putsch, j'évitais de parler de Mikhaïl Gorbatchev lui-même.

Vu de l'extérieur, le complot communiste paraît simple : les putschistes sont les méchants, le Président est la victime. Grâce au ciel le pire lui fut évité, ce qui n'est généralement pas le cas lors de putsch dans les autres pays. Je me sens donc en droit d'examiner tranquillement, la tête froide, la disposition et le mouvement des pièces de cette partie d'échec qui s'est jouée, non pas entre des hommes politiques, mais contre une population de trois cent millions d'habitants et avant tout contre les Moscovites. Une partie perdue par les comploteurs, car, pour une fois, c'est la démocratie qui triompha en Russie...

Lorsque je tourne mon regard en arrière vers les années 1990 et 1991 et que je revois les avancées et les reculs de la politique du Président, je ne peux

m'empêcher de penser qu'il s'était entouré lui-même des hommes qui conspirèrent contre lui. Il avait chassé de son entourage tous ceux qui étaient prêts à l'aider honnêtement et sans parti-pris, ceux de droite aussi bien que ceux de gauche, sans parler des démocrates passionnés. Il s'était séparé sans remords de collaborateurs intelligents et instruits.

Quels liens y avait-il entre le Président et la racaille politique dont il s'était entouré ? Qu'avaient-ils en commun ? Leur vision du monde ? Portaient-ils le même regard sur la situation du pays et sur les mesures extraordinaires à appliquer pour sortir celui-ci de la crise ? Partageaient-ils le désir de conserver l'Union Soviétique, cet empire en désagrégation, par la force ? C'est probable.

On entend souvent dire aujourd'hui que pour sauver le pays des menées des forces réactionnaires, soutenues soi-disant par la majorité de la population, le Président, en fin politicien, leur céda du terrain pour obtenir ensuite d'elles le maximum. Je ne sais si le Président était arrivé à se convaincre lui-même de cette théorie ; mais pendant ces trois jours du mois d'août 1991 la théorie s'effondra puisque, au lieu de se rallier à la junte communiste, le peuple et l'armée suivirent les démocrates.

Ceci veut dire que le rapport des forces dans l'entourage immédiat du président, où les réactionnaires l'emportaient de beaucoup, ne reflétait en rien la situation réelle dans la société ; c'en était plutôt une caricature qui entraînait dans le jeu des dirigeants impérialistes et de leurs fidèles serviteurs du KGB, du ministère de la Défense et du ministère de l'Intérieur qui voulaient sauver leur peau. L'initiateur de la

Soixante-douze heures d'agonie

Perestroïka, l'espoir de millions d'hommes dans notre pays et à l'étranger, s'était ridiculement laissé duper et avait pris peur du «djinn» qu'il avait laissé sortir de la bouteille lui-même. Dans son vocabulaire politique, le mot même de «démocrate» était devenu injurieux.

L'entourage du président filtrait les informations qu'il transmettait à ce dernier et lui faisait peur en laissant croire que les démocrates, poussés par la passion du pouvoir, tramaient des «complots» contre lui. Comment expliquer autrement que Gorbatchev ait sincèrement cru que les Moscovites préparaient pour le meeting du 28 mars des crampons afin de prendre les murs du Kremlin d'assaut ? L'air intelligent, m'assurant qu'il était au courant des plans secrets des démocrates, le Premier ministre Pavlov chercha à me convaincre de ce délire schizophrène lorsqu'il voulait que j'annule l'autorisation de tenir le meeting. On pense à ce propos au souterrain soi-disant creusé sous le Kremlin de Staline, inventé par les enquêteurs de Béria qui, pour se défaire des dissidents, fabriquaient des affaires criminelles, obtenaient sous la torture les aveux de victimes innocentes, puis les supprimaient.

Quoiqu'il en soit, il y eut un net virage à droite après l'automne 1990.

Une bruyante offensive fut lancée contre les nouveaux entrepreneurs qui s'étaient chargés de redresser la situation dans le domaine des produits alimentaires et des biens de consommation. Les chevaliers «de la cape et du poignard» du PCUS, du KGB, du ministère de l'Intérieur, entreprirent, avec un zèle et une efficacité inhabituelles, de perquisitionner,

Le 20 août 1991

sceller, exproprier, mettre à sac, bref empêcher et punir toute activité non conforme aux directives du Parti.

La discussion politique, normale pour une société civilisée, fut remplacée par des actions décisives visant à enterrer les réformes politiques et économiques.

Comme en témoignent des documents retrouvés plus tard, une idée inspirée par le KGB avait commencé, dès le mois de mars 1991, à faire son chemin dans les couloirs du Parquet de l'URSS : celle de faire arrêter Boris Elstine et le président du Soviet Suprême de Lituanie, Vitautas Landsbergis. Ainsi, le Procureur général du pays reçut un rapport signé par l'un de ses remplaçants accusant Landsbergis de toutes les fautes possibles : il aurait ruiné le système monétaire, le commerce, les autres branches de l'économie nationale, porté atteinte à l'activité des organismes d'Etat et des organisations sociales... La conclusion était claire : *«Nous estimons que les conditions sont réunies pour tenter un procès devant la Cour»*. Elstine, lui, était accusé d'appeler la population à l'insurrection armée, acte passible également de poursuites judiciaires. Il est heureux que le Procureur général ait fait preuve d'assez d'intelligence et de courage pour s'opposer à ces délateurs hauts placés et apposer sur ces documents délirants la résolution suivante : *«Je ne trouve pas de motif à poursuites judiciaires»...*

Alors, dénigrant tout ce qu'ils pouvaient, les comploteurs passèrent aux actes et entreprirent de préparer en cachette le putsch du mois d'août.

Ils essayèrent d'abord d'habituer la population à la vue de l'armée dans les rues. On publia les fameux décrets sur la création de patrouilles mixtes, constituées de militaires et de miliciens, dans certaines grandes villes, celles précisément où les démocrates étaient sortis vainqueurs des élections. Puis les autorités municipales de Moscou se heurtèrent au ministère de l'Intérieur : la milice de Moscou qui, jusque-là, devait se soumettre aux autorités municipales, avait été rattachée à la milice de la région de Moscou et placée sous la juridiction du ministère de l'Intérieur de l'URSS, toujours au garde-à-vous devant le comité central du PCUS.

Le chef du gouvernement, Pavlov, jouait sur les nerfs de la population en faisant appliquer des mesures bien calculées, telles que l'échange des billets de banque, la hausse des prix, les impôts et les droits de douane.

Un putsch sans leader n'est pas un putsch !

Le 28 mars, un véritable état de siège fut instauré dans la ville. Ce jour là les Moscovites ne se trouvèrent pas face à l'armée mais aux conservateurs de la pire espèce qui personnifiaient un passé communiste maudit par le pays entier. Ne se laissant pas prendre à la provocation directe des conservateurs -le déploiement des troupes-, les démocrates continuèrent à manifester pacifiquement en défendant leurs opinions avec dignité. Et les forces réactionnaires n'osèrent pas faire parler les armes comme ils le firent dans les pays baltes.

Le 20 août 1991

L'équilibre instable atteint à ce moment ne pouvait pas durer éternellement.

Le signal d'alarme fut tiré pour la dernière fois lors de la session d'été du Soviet Suprême de l'URSS. Krioutchkov, Yasov et Pougou commencèrent par user de l'intimidation en parlant d'un complot qui n'existait pas, tandis que Pavlov exigeait qu'on lui donne des pouvoirs extraordinaires. Le président du Soviet Suprême, Loukianov (qui fut arrêté après le putsch) se jeta dans les bras du bloc de députés «Soyouz», (l'Union), qui réunissait les communistes fondamentalistes.

Il ne manquait plus qu'un coup d'Etat. Et le 19 août 1991, comme un coup de tonnerre dans un ciel pur, celui-ci éclata.

Quand on revoit les visages des comploteurs lors de la conférence de presse relayée par la télévision le soir de ce 19 août 1991, on ne peut que remercier le sort qu'il ne se soit pas trouvé parmi eux un leader, une forte personnalité sans laquelle un putsch n'est pas un putsch. Car même Loukianov, cet habile apparatchik resté derrière les coulisses de la conférence de presse, n'était bon qu'à tirer les ficelles des marionnettes et à faire la démonstration de «la séparation des pouvoirs à la Ianaïev».

Cependant les conspirateurs assoiffés de pouvoirs se heurtaient à un obstacle placé en travers de leur route : le Président .

Après l'échec du putsch, au lieu de chercher à sauver leur peau en s'enfuyant en Chine ou à Cuba, ils coururent en Crimée chez le Président ; les compagnons d'armes d'hier se hâtaient d'aller quémander le par-

Soixante-douze heures d'agonie

don. Il ne faut pas oublier non plus qu'à son retour de sa séquestration de Crimée, le Président confirma dès sa première conférence de presse sa fidélité au choix socialiste ; cependant, lors de nos rencontres les jours qui suivirent, je vis clairement qu'un changement énorme s'était opéré en lui.

Le Président, comme il l'a dit, était revenu dans un autre pays, un pays transformé.

Nous aimerions croire qu'il est aujourd'hui aussi un autre homme, qu'il a tout compris et tout appris.

Chapitre III
Le 21 août 1991

Nous arrivons au moment culminant du putsch, à cette nuit du 20 au 21 dont le dénouement aurait pu être sanglant.

Comment raconter ce que nous avons tous éprouvé au cours de ces longues heures ? Même ceux qui n'ont pas participé activement à la résistance mais qui, restés chez eux, ont passé une nuit sans sommeil à écouter les radios étrangères, se souviennent de ces heures fébriles où tout a failli basculer.

Pour emprunter à Tchekhov une image, le fusil suspendu par les putschistes au-dessus de la scène, dès le premier acte de la tragédie, devait enfin tirer. La «Maison blanche», devenue pour un temps le cœur de la Russie, était protégée non pas par les barricades, qu'il est facile de démolir avec du matériel de guerre (nous apprîmes que des lance-missiles s'apprêtaient à frapper la «Maison blanche») mais par la population. La chaîne humaine constituait ainsi l'obstacle principal à l'avancée des chars.

La junte avait donné l'ordre de se préparer à l'assaut de la «Maison blanche». L'heure de l'attaque avait même été fixée : 3 heures du matin. On avait réservé le rôle principal à un groupe de paras du KGB dénommé «Alpha», qui était réservé en principe à la lutte contre le terrorisme...

Nous savons aujourd'hui comment se conduisirent les conspirateurs cette nuit-là. Aussi, bousculant les règles qui régissent le roman policier, j'en arrive directement aux faits.

Surtout n'allez pas vous imaginer que les conspirateurs s'étaient réunis dans un bunker spéciale-

Le 21 août 1991

ment aménagé pour recevoir les rapports des généraux et que, à l'heure H, une main devait se poser sur le bouton. Il n'y eut rien de semblable.

Les chefs du complot s'étaient dispersés, chacun regagnant sa datcha ou son appartement. Je doute fort qu'un seul d'entre eux ait dormi cette nuit-là sur ses deux oreilles du sommeil du juste. Le «sommeil» des meneurs était politique. Leur lâcheté, devenue une seconde nature après les années de servilité passées à arpenter les couloirs du pouvoir bureaucratique du Parti, leur hypocrisie, leur habitude de nager entre deux eaux ne permettaient à aucun d'entre eux de prendre la responsabilité d'une décision finale.

Le rôle du bourreau, celui d'appuyer sur la gâchette, fut donc laissé aux militaires, poussant ces derniers dans un guet-apens. S'ils se lançaient à l'assaut en exécutant les ordres, les soldats se chargeraient de tout le poids des victimes et le tribunal trouverait vite des boucs émissaires. Mais si, au contraire, ils refusaient de tirer et s'opposaient à la volonté des chefs du complot, ils seraient considérés comme des traîtres par ces derniers.

Les militaires avaient bien tenté de retrouver le Comité pour l'état d'urgence qui avait mystérieusement disparu. «*Ils dorment... Ils dorment...*», leur répondait-on des appartements et des datchas ; «*Ils demandent qu'on ne les réveille pas avant 3 heures*». Craignant par dessus tout de prendre des responsabilités, les putschistes s'étaient cachés, tels des punaises, dans les fentes du lit, en se montrant comme toujours à la hauteur de la situation.

Même les chefs militaires qui étaient restés fidèles à

la junte furent donc horrifiés en comprenant à qui ils avaient affaire. Le 19 et le 20, les généraux, les officiers et les unités militaires, déjà nombreux à refuser de se soumettre à la junte, ne transmettaient pas les ordres de cette dernière. Mais, dans la nuit du 20 au 21, dès 4 heures du matin, le sort du putsch, qui ne tenait déjà plus qu'à un cheveu, était définitivement joué. De nombreux généraux se rallièrent aux généraux Chapochnikov, Gratchev, Lebed qui, dès le début, avaient fait le choix de ne pas lever les armes contre le peuple et de prendre la défense du pouvoir légal.

Peu de temps avant le putsch, Boris Nikolaïevitch Eltsine avait rendu visite à la division de paras cantonnée à Toula. Les militaires lui avaient fermement déclaré qu'ils ne se battraient jamais contre le peuple, comme s'ils prévoyaient que la junte chargerait précisément leur division de mener l'assaut. Et, de fait, cette division n'exécuta pas les ordres. Voici un autre fait significatif : le 19 août, lorsque les chars entourèrent la «Maison blanche», Boris Eltsine sortit sur la place et demanda à l'un des tankistes : «*Tu es venu tirer sur Eltsine ?*» -«*Que dites-vous là ? Jamais de la vie !*» répondit le soldat.

Les témoignages des généraux qui devaient conduire l'assaut contre la «Maison blanche», d'après le plan des putschistes, sont particulièrement intéressants.

Le colonel-général Pavel Grachev, qui fut nommé après le putsch vice-ministre de la Défense de l'URSS et président du Comité d'état de Russie chargé de la Défense et de la Sécurité, était à cette époque à la tête des troupes aéroportées. Il raconte que le matin du premier jour du putsch, il reçut un appel télépho-

Le 21 août 1991

nique de Boris Eltsine qui lui demanda :

- Que se passe -t-il ?

Le général lui répéta ce que tout le monde savait déjà par les émissions de la télévision et de la radio ainsi que par les journaux.

Furieux, Eltsine s'exclama :

- C'est une provocation ! M'enverras-tu tes hommes pour ma garde ?

- Bien entendu, répondit le général Grachev.

Peu de temps après les paras furent effectivement envoyés à la «Maison blanche».

Le lendemain, une réunion se tint au ministère de la Défense. Le commandant des troupes aéroportées, Varenikov, le commandant de la région militaire de Moscou, Khalinine, le commandant du groupe du KGB «Alpha», Karpoukhine, y participaient, ainsi que d'autres hauts responsables du ministère de la Défense.

Ils examinèrent la situation. Le gouvernement de la Russie s'étant résolument prononcé contre le comité d'Etat pour l'état d'urgence et les pourparlers avec lui n'ayant rien donné, il fallait coûte que coûte le forcer à reconnaître le nouveau pouvoir.

Les militaires se fixèrent donc pour mission d'assiéger la «Maison blanche». On ordonna d'abord aux troupes aéroportées de se déployer près de l'ambassade des Etats-Unis, aux unités spéciales du ministère de l'Intérieur de se poster sur l'avenue Koutouzovsky, au peloton «Alpha», de prendre position sur les bords de la Moskova. Les unités du ministère de l'Intérieur devaient repousser les Moscovites qui s'étaient rassemblés autour de la «Maison blanche» tandis qu' «Alpha», profitant de

Soixante-douze heures d'agonie

cette situation, devait se rapprocher du Parlement et le prendre d'assaut.

Deux heures avant l'heure fixée, le général Karpoukhine téléphona au général Gratchev et lui déclara :

- J'essaie de me mettre en communication avec mes supérieurs, mais personne ne répond.

- Où te trouves-tu ? demanda Gratchev.

- A deux kilomètres du Parlement de Russie. Après avoir apprécié la situation, j'ai pris ma décision...

Après quelques secondes de silence, il poursuivit :

- Je ne participerai pas à l'assaut.

- Merci, lui dit Gratchev. Mes paras ne sont plus à Moscou. Et je ne ferai pas un pas de plus...

Gratchev appela également le général Boris Gromov, premier vice-ministre de l'Intérieur de l'URSS, et, l'ayant mis au courant de sa conversation avec Karpoukhine, il demanda :

- Et le ministère de l'Intérieur, qu'a-t-il l'intention d'entreprendre ?

- Nous avons occupé nos positions mais nous n'en bougerons plus...

Après le putsch, diverses rumeurs ont circulé sur la conduite du major-général du KGB, Karpoukhine, qui commandait «Alpha» ; des doutes furent exprimés sur sa prise de position au moment du coup d'Etat. Néanmoins «Alpha» n'entreprit aucune attaque et ceci nous autorise à croire les paroles de son chef.

A cinq heures du matin, le 19 août, le chef du KGB, Krioutchkov, avait ordonné à Karpoukhine d'arrêter Boris Eltsine et d'autres membres du gouvernement de Russie, puis de les amener dans un local préparé pour l'occasion à Zavidovo, un lieu-dit des environs de Moscou.

Le 21 août 1991

Karpoukhine affirme qu'il fit tout son possible, dès le début, pour ne pas exécuter les ordres des chefs du KGB de l'URSS et cela malgré les rappels incessants qu'il recevait par radiotéléphone d'agir instantanément et d'informer le KGB sur le déroulement des opérations. Le général répondit qu'il était impossible de procéder aux arrestations dans la datcha où se trouvaient à ce moment-là les dirigeants de la Russie, car ceux-ci ne se laisseraient probablement pas faire et il y aurait des victimes. Néanmoins, un peu après cinq heures du matin, la datcha de Boris Eltsine fut encerclée par «Alpha» ; mais il n'y eut aucune tentative de capture du chef de l'Etat ou de son entourage immédiat qui quittèrent la maison sans rencontrer d'obstacles et arrivèrent sans incident à la «Maison blanche».

Krioutchkov manda Karpoukhine dans son bureau et lui déclara, sur un ton pathétique, que le destin du pays dépendait de l'action d'«Alpha» et des autres unités (en tout près de 15000 soldats) que le général avait reçues sous ses ordres le soir du 20, quelques heures avant l'instant fixé pour l'assaut de la «Maison blanche».

- L'assaut n'aurait pas duré plus de quinze minutes, affirme Karpoukhine. Le ciel soit loué, je n'en ai pas eu le courage. Dans cette situation, tout dépendait de moi. Cela aurait été un véritable carnage, une mer de sang. Je refusai. Je dis à mes gars : *«C'est de la folie, nous n'allons pas participer à cela»*. Je téléphonai donc à Krioutchkov qui refusa de me recevoir. Alors, je déclarai à son remplaçant qu'il m'était impossible de participer à l'assaut, que j'étais incapable de provoquer ce massacre...

Soixante-douze heures d'agonie

Certains indices montrent que les combattants du groupe «Alpha» eux-mêmes refusèrent de participer à l'assaut. Karpoukhine et ses hommes étaient donc unanimes dans leur appréciation de la situation.

Pour compléter le tableau, voici le témoignage de Vadim Bakatine, qui a pris la présidence du KGB après le putsch. *«Un peu avant ma nomination au poste de président du KGB, en tant que membre du Conseil de Sécurité du pays, j'ai eu à m'occuper du groupe du KGB «Alpha». Les gars d'«Alpha» sont venus plusieurs fois chez moi pour me raconter en détail les trois jours du mois d'août. Après cette conversation, je conseillai à Gorbatchev de retirer, avant qu'il ne soit trop tard, cette unité du KGB et de la placer sous les ordres directs du commandant du Kremlin. Il me répondit qu'il fallait sans tarder préparer le texte d'un tel ordre, démettre le chef du groupe «Alpha» de ses fonctions et inviter les combattants du groupe à le rencontrer, lui Gorbatchev...»*

A l'échelle de l'Histoire ces détails n'ont peut-être pas beaucoup d'importance. Une seule chose compte : c'est que l'assaut de la «Maison blanche» n'a jamais eu lieu. Grâce non pas à une ou deux personnes, mais à des milliers et des milliers de Moscovites.

Il y eut pourtant des victimes. C'est au cours, précisément, de cette nuit fatidique du 20 au 21 août que trois jeunes gens périrent dans le tunnel, sous le Nouvel Arbat, non loin de la «Maison blanche», et que cinq autres furent blessés, certains par balles, un accrochage ayant eu lieu entre les Moscovites et une colonne de blindés qui passait par là.

Nos députés avaient créé un état-major, dirigé par Y. Charykine, qui nous renseignait à tout moment sur

Le 21 août 1991

les déplacements des troupes. Dans ce mouvement chaotique qui s'expliquait, d'un côté, par l'incapacité totale des militaires à agir dans une grande ville (la préparation technique des équipages et l'état des équipements étaient déplorables), de l'autre, par les barricades en travers des rues, on vit, au bout d'un certain temps, se former une sorte d'ordre : les unités qui avaient refusé de combattre contre le peuple par-taient les unes après les autres.

Avant le putsch, je ne connaissais ni Evgeni Chapochnikov ni Pavel Gratchev ni les autres chefs militaires. Je fis leur connaissance plus tard, à la fin du mois d'août, et je peux fermement déclarer aujourd'hui que si notre armée compte de tels hommes, pleins d'intelligence et de talent militaire, faisant passer avant tout leur dignité d'officiers et ayant un sens aigu du devoir, sa renaissance est pour bientôt. Vladimir Toporov, le lieutenant-général nommé commandant de la région militaire de Moscou tout de suite après le putsch, est assurément de ceux-là.

Certains des responsables de cette nouvelle vague avaient fait l'Afghanistan au côté du vice-président de Russie, Alexandre Routskoï, l'un des organisateurs principaux de la défense de la «Maison blanche» ; dès les premières heures du putsch ils entrèrent en contact avec les dirigeants de Russie, utilisant le téléphone ou des messagers de confiance. Youri Skokov, vice-premier ministre du gouvernement, nommé ensuite secrétaire d'Etat et qui était, avant le putsch, directeur général du groupe d'entreprises «Kvant» dépendant du complexe militaro-industriel, se trouvait à la «Maison blanche» avec les

autres membres du gouvernement russe. Il avait une multitude de problèmes et de soucis, mais, au soir du 20 août, il se consacra presque uniquement à son travail avec l'armée. Ce furent lui et le général Pavel Gratchev qui se chargèrent de tous les problèmes de liaison par téléphone ou par messagers pour empêcher le pire de se produire.

La nuit la plus longue de ma vie

Depuis la «Maison blanche» je fus toute la nuit en liaison avec la mairie où était resté Alexandre Mousykansky.

Nous lançâmes l'ordre de bloquer par des poids lourds le pont Kalinisky afin d'empêcher les mouvements de la division de Belgorod. Des camions occupèrent, d'autre part, l'aérodrome de Touchino, situé dans les limites de Moscou, ainsi que le terrain de l'aérogare centrale.

J'avais réveillé le chef du service d'approvisionnement en eau de la ville, Stanislav Khramenkov. Je me souvins que quelques années auparavant, lors d'une grave panne survenue sur la ligne de transport du chauffage urbain, nous nous étions rendus, lui et moi, sur les lieux de l'accident pour bloquer la circulation à l'aide de poids lourds. Maintenant, ces mêmes poids lourds barraient la route aux chars.

Le préfet de la circonscription du nord-est, Vladimir Sister, m'appela par téléphone. Il me dit qu'il avait des hommes et des camions et me demanda où ceux-ci devaient se rendre. Les entreprises du bâtiment firent preuve de courage et d'initiative et mirent

Le 21 août 1991

en œuvre tout l'arsenal de leurs machines. Les employés des cantines, des restaurants et des self-services, suivis des employés des cafés coopératifs, allèrent de leur propre chef devant la «Maison blanche» pour apporter à manger aux défenseurs des barricades. Les femmes des maisons voisines firent de même.

Viatcheslav Gavrilov, un ancien militaire qui était de permanence à la mairie et transmettait les ordres sans bavures, se souviendra longtemps de cette nuit. Comme le racontera plus tard A. Mousykansky, vers 1 heure du matin, il vit des blindés déboucher de la ruelle Stolechnikov, située en face de la mairie, et pensa que c'était le début de l'assaut. Il conserva cependant son calme et sa voix au téléphone resta égale ; personne de ceux qui étaient là ne virent l'ombre de la peur sur son visage.

Les blindés passèrent devant la mairie et disparurent dans l'ombre.

A la junte qui se terrait dans son trou, s'opposaient, à la mairie et la «Maison blanche», des équipes parfaitement réglées, en pleine possession de tous leurs moyens intellectuels et de leurs talents d'organiseurs...

Nous nous trouvions alors dans un bunker de la «Maison blanche». La tension montait au fur et à mesure que les aiguilles approchaient de 3 heures du matin. Le temps passait très vite. Nous jetions des regards sur le cadran :2h50, 3h00, 3h15, 3h30... Nous expliquions le retard par la mauvaise organisation des militaires. Cependant nous comprîmes bientôt que quelque chose ne tournait pas rond du côté des putschistes.

Soixante-douze heures d'agonie

La menace de l'assaut s'éloigna.

Restés tous les trois, Boris Eltsine, Gavril Popov et moi, nous ne parlions pas du danger qui nous guettait. Nous poursuivions une conversation ordinaire «du temps de paix» (ayant même ôté nos vestes), interrompus seulement de temps en temps par les renseignements qui nous arrivaient sur la situation et par les ordres que nous donnions.

Nous élaborions, sans hâte, de nouveaux principes pour diriger la capitale ; nous parlions de son statut, du travail des services municipaux, de l'état de l'approvisionnement en biens de consommation, de la création d'une cité de deux cents maisons dans la région de Briansk pour les victimes de la centrale atomique de Tchernobyl ; nous analysions les actes du Comité du Parti de la ville (plus tard l'un des membres de ce comité me raconta que, le 19 août, Prokofiev avait convoqué plusieurs responsables économiques de la ville au Comité du Parti, mais qu'un appel inattendu lui avait fait quitter la réunion pour se rendre à une séance du comité d'Etat pour l'état d'urgence).

La deuxième nuit, celle du 20 au 21 août touchait à sa fin. Dans le brouillard frileux qui enveloppait la ville, le jour commença timidement à poindre, comme incertain de la victoire de la lumière sur les ténèbres. Boris Eltsine, Gavril Popov et moi, nous poursuivîmes notre conversation, commencée avant l'heure H (3 heures du matin le 21 août), heure connue maintenant du monde entier. Tous les délais étant dépassés, il était clair qu'il n'y aurait plus d'heure H ; mais notre conversation se poursuivait, toujours aussi régulière, privée des cris de joie qu'exigeaient les cir-

Le 21 août 1991

constances. Parfois les coups les plus graves du destin se passent dans la banalité du quotidien, sans tambours ni trompettes.

Boris Eltsine entre dans l'histoire

L'Histoire ne manquera pas de rendre hommage à Boris Eltsine, ce symbole du triomphe de la démocratie en août 1991. Elle rendra aussi hommage à Moscou, la capitale de la Russie, qui a courageusement tenu tête au putsch et qui en a triomphé.

Quelles que soient les routes empruntées par les peuples des républiques de l'ancienne Union Soviétique, encore colorées en rouge sur les cartes, ils garderont, après ce mois d'août, un souvenir reconnaissant du Président de la Russie et de sa capitale qui parèrent les coups et défendirent le pays, le monde entier contre les putschistes communistes. Presque cinquante ans auparavant, pendant la Première Guerre mondiale, le fascisme avait été aux portes de Moscou ; maintenant il était écrasé dans ses murs.

Boris Eltsine, cette nature puissante et virile, est avare de sentiments. Je pense qu'il n'a pas besoin qu'on lui manifeste de la reconnaissance. Moscou et les Moscovites n'en ont pas besoin non plus. Sans vaines paroles, avec un grand courage, tous misèrent tout ce qu'ils avaient, c'est-à-dire leur vie, et ils gagnèrent en prouvant leur fidélité à la démocratie, non plus à l'occasion d'élections, de meetings et de manifestations mais sur les barricades.

Dans la nuit du 20 au 21, trois jeunes Moscovites périrent, je l'ai dit, dans le tunnel, sous le Nouvel

Soixante-douze heures d'agonie

Arbat. On dit que la mort frappe au hasard. N'y a-t-il pas cependant un symbole dans le fait que les victimes étaient un ouvrier, un entrepreneur, un architecte, que deux d'entre eux étaient russes et le troisième juif ? La population entière de Moscou s'était bien levée pour défendre la «Maison blanche» !

Dès les premières heures du putsch, au matin du 19 août, au moment précis où j'arrivais à la datcha de Boris Eltsine et jusqu'à la nuit de l'assaut manqué, le Président de la Russie a gardé la ferme conviction que la capitale resterait avec lui jusqu'au bout, que Moscou et la Russie étaient inséparables. Sans nous jurer fidélité, nous avons accepté cette situation comme une évidence.

N'étant arrivé à Moscou que depuis quelques années et n'ayant jamais partagé ses problèmes, Boris Eltsine a tout de même su devenir un vrai Moscovite. Contrairement à la plupart des fonctionnaires du Parti et des hauts responsables de l'époque brejnévienne et gorbatchévienne qui venaient en foule à Moscou sans comprendre cette ville, sans l'aimer, l'accusant sans cesse, en provinciaux qu'ils étaient, de profiter de privilèges inexistants, Boris Eltsine, lui, se donna tout de suite corps et âme à cette ville.

La fermeté qu'il manifesta, par ailleurs, dans sa politique des cadres et qui lui valut de nombreux blâmes, d'abord de façon discrète (tant qu'il ne fut pas chassé du Comité du Parti de la ville où il n'occupa le poste de premier secrétaire que pendant un an et demi), puis tout haut à toutes les réunions possibles du Parti, provenait non pas de son insensibilité à l'égard du personnel, comme ses ennemis tentaient de le prouver, mais bien du désir passionné et, hélas, uto-

Le 21 août 1991

pique de tout changer, de tout améliorer le plus vite possible. Cet homme, qui aime agir, s'est entouré de spécialistes de l'industrie et du bâtiment (c'est ce qui me valut, à moi aussi, d'être invité par lui au comité exécutif du MosSoviet dont je devins premier vice-président).

Dix-huit mois est un délai bien court pour arriver à des résultats visibles dans une ville aussi gigantesque où les problèmes forment des nœuds inextricables et sont ressentis avec bien plus d'acuité que dans les autres villes. Néanmoins, Boris Eltsine commença à obtenir de bons résultats. On se souvient sans doute des persécutions dont il fut l'objet pour avoir osé rompre la loi du silence du Parti communiste et en critiquer les plus hauts responsables. Pour lui la séparation d'avec Moscou fut un drame.

Le 7 novembre 1988 je le vis sur la Place Rouge. A l'occasion des fêtes, on installait à côté du mausolée des tréteaux de bois que l'on recouvrait d'une sorte de tapis et qui étaient destinés aux personnalités moins haut placées que celles qui montaient sur la tribune principale. J'y aperçus Boris Eltsine seul et abattu. Personne ne désirait approcher un ancien haut responsable, chassé de son poste et nommé à la tête d'un ministère insignifiant, celui du bâtiment. J'osai rompre ce «protocole» bureaucratique et nous passâmes deux heures à bavarder. Il m'assaillit de questions sur la situation à Moscou dont il voulait connaître tous les détails. Lorsqu'il apprit que les Moscovites avaient été libérés du pénible devoir d'aider bénévolement les entrepôts de légumes à trier, emballer, charger les pommes de terre, les choux, les betteraves, les carottes destinés à la vente

Soixante-douze heures d'agonie

au détail dans les magasins d'Etat, il s'anima. C'est lui qui avait commencé le combat pour débarrasser les Moscovites de cette charge : *«Je serais très content si vous arriviez à mener à bonne fin ce que j'ai entrepris ; j'ai l'impression de travailler à vos côtés...»*.

Pendant la nuit mémorable du 20 au 21 août, à la «Maison blanche», nous avons senti, Gavril Popov et moi, que l'intérêt de Boris Eltsine pour les affaires de Moscou était sincère et réel. Aujourd'hui encore, lorsque je viens trouver Eltsine pour des affaires de service, je le trouve toujours aussi compréhensif pour nos problèmes urbains et toujours prêt à partager nos soucis...

Le matin du 21, dernier jour du putsch, premier jour de la victoire, se leva enfin. Ma femme et moi marchions, entourés de deux gardes, vers le zoo où une voiture nous attendait. Malgré leur fatigue après deux nuits sans sommeil les hommes ne quittaient pas les barricades. Des feux de bois brûlaient çà et là. Les gens se distribuaient des sandwiches, des thermos. La tension était tombée et beaucoup sentaient comme moi que la fin des épreuves était proche.

Nous sommes arrivés chez nous sans aventure. Je conseillai à ma femme de rester à la maison et de n'ouvrir la porte à personne, puis retournai rue Tverskaïa, dans la mairie que j'avais quittée seulement dix heures auparavant, dix heures particulièrement intenses.

C'est ainsi que prit fin la nuit la plus longue de ma vie.

A 8 heures du matin, A. Mouzykantski, V. Chakhnovski, E. Savostianov, Y. Charykine et d'autres

Le 21 août 1991

étaient déjà réunis dans mon bureau. Ensemble, nous avons élaboré un plan d'action pour le 21 août, jour qui se terminera par un magnifique arc-en-ciel inattendu au dessus de Moscou. Il fallait tout mettre en œuvre pour que les troupes soient immédiatement retirées de la ville : tel était le premier point et le plus important de notre plan.

Les chars quittent Moscou

Le 21, à 10 heures du matin, j'ouvris la réunion à la mairie par les paroles suivantes :

- Nous nous sommes réunis pour examiner la question du retrait immédiat des troupes de Moscou...

Le chef de l'état-major de la circonscription militaire de Moscou, le lieutenant-général L. Zolotov et le chef du génie du ministère de la Défense, le colonel-général V. Kouznetsov, étaient présents. Avant la réunion nous avons eu des conversations par téléphone avec le ministre de la Défense, Lazov, et le chef du KGB, Krioutchkov. J'en reparlerai un peu plus loin.

Nous devons à tout prix parvenir à ce que les troupes aient quitté la ville avant la fin de l'après-midi. Elles ne devaient en aucun cas rester le soir, ni surtout la nuit car l'un des membres de la junte agonisante pouvait avoir l'idée folle de prendre sa revanche et d'utiliser dans ce but les unités militaires déployées dans les rues de la ville. Certes, cette tentative ne pouvait pas être couronnée de succès, mais elle pouvait faire couler le sang. Ceux qui n'ont rien à perdre sont capables de tout !

Je reviens aux minutes de la réunion.

- *L. Zolotov* : Demain avant le jour, le dernier soldat,

Soixante-douze heures d'agonie

le dernier véhicule se seront retirés de la ville. Pourquoi demain matin ? Parce que cet après-midi seules quelques unités seront repliées. Le gros des forces partira la nuit, si vous en êtes d'accord. Si vous nous donnez l'autorisation de replier les troupes progressivement pendant la journée en prenant les mesures de sécurité correspondantes, nous les retirerons avant. Il reste très peu de troupes : je suis prêt à vous nommer toutes les compagnies une à une. Il reste environ vingt à vingt-deux unités tactiques dans certains endroits. Pour le repli, les troupes suivront l'itinéraire suivant : rue Prof-soyouznaïa, avenue Leninski, route de Minsk puis route de Kiev...

Pendant que le général promenait son doigt sur la carte, je sentis la fureur monter en moi : tout cela n'était que mensonges, car, pour replier deux dizaines de véhicules, on n'a pas besoin de vingt-quatre heures.

- *L. Zolotov* : Si nous nous retirons pendant la journée, il faudra arrêter la circulation. Qu'allez-vous faire ?

- Nous l'arrêterons, *répondis-je*.

- *Zolotov* : Pour l'instant, l'essentiel est de préciser les itinéraires... Ensuite, lorsque nous les aurons concentrés ici (il montra un point sur la carte), il n'y aura plus de problèmes. Plus tard nous donnerons le feu vert pour rejoindre la route de Minsk et nous retirerons les divisions Tamanskaïa et Kantemirovskaïa.

- *A. Mouzykantski* : Plus tard c'est quand ?

- *L. Zolotov* : Après 20 heures.

- C'est un plan que nous ne pouvons accepter, *retorquai-je*. Nous allons immédiatement vous donner le

Le 21 août 1991

nombre indispensable de voitures de l'inspection routière pour l'accompagnement.

- *L. Zolotov* : Il est 10h30. Est-ce possible pour 11h30 ? J'appelai les chefs de l'inspection routière de la ville et je m'entendis avec eux pour qu'ils m'envoient quarante-cinq voitures d'accompagnement, ce qui correspondait au nombre d'unités blindées ayant envahi la ville.

- *L. Zolotov* : Arrivée sur l'objectif à 12h30 ; début du repli à 13h30...

- Et à 14 heures vous aurez quitté la ville, *ai-je conclu*. Y a-t-il des questions ?

- *A. Mouzykantski* : Il faut donner à manger aux troupes sur place.

- Les commandants militaires des préfectures doivent quitter la ville avec les unités, *déclarai-je*.

- *V. Chakhnovski* : Il faut cesser immédiatement de délivrer les laissez-passer pour circuler la nuit. Le couvre-feu est illégal comme l'est l'état d'urgence.

- *L. Zolotov* : Nous le ferons avec plaisir.

Je m'adressai à *V. Kouznetsov* :

- Je me suis entendu avec *Iazov* pour que vous déblayiez avec votre matériel tous les barrages, toutes les barricades qui ont été érigés contre notre «armée bien-aimée».

- *V. Kouznetsov* : J'ai actuellement à Moscou cinq véhicules de terrassement. Il n'y a pas beaucoup de grues automotrices, six en tout. Nous devons établir la liaison. Pour l'instant la situation n'est pas encore claire là-bas. C'est pour nous qu'elle est claire...

«Là-bas» désignait les barricades qui étaient toujours défendues par des hommes ne permettant pas aux militaires d'y toucher. Même après 16 heures,

Soixante-douze heures d'agonie

lorsque les troupes eurent quitté la ville, certains de ces hommes ne voulaient pas croire que le danger était passé. La tension de ces derniers jours ne se relâcherait que progressivement.

Il était curieux d'observer le comportement des généraux dont les noms ont été conservés pour l'Histoire dans les minutes de la réunion.

Tous deux avaient un maintien digne, parlaient en homme de métier. Mais, derrière ce comportement extérieur, perçait une certaine amertume, de la honte pour l'armée, que l'on avait entraînée malgré elle dans cette aventure maléfique et humiliante. Ces hommes, qui avaient consacré leur vie à remplir leur devoir de soldat, qui avaient servi leur pays honnêtement, se voyaient maintenant placés dans une situation honteuse et dégradante. Dès que nous parlions du Comité pour l'état d'urgence, de l'état d'urgence, du couvre-feu, des ordres illégaux, ils ne disaient plus rien et ne savaient où se mettre.

Ils finirent par tomber d'accord avec nous qu'il fallait retirer le plus vite possible les troupes des rues de Moscou.

Cette réunion était à peine terminée que le commandant de la région militaire de Moscou, le général Khalinine, appela pour déclarer que nous avions mal calculé le temps nécessaire et que l'armée ne quitterait pas la ville avant vingt-quatre heures. Il parlait sur un ton brutal. La conversation fut pénible et, avant de raccrocher, j'utilisai un dernier argument :

- Mon général, ne vous trompez pas sur notre position, sur la fermeté de notre ordre. Si à 16 heures, il reste un char dans la ville, nous y mettrons le feu...

Je ne sais si c'est la fermeté de ma voix qui convain-

Le 21 août 1991

quit le général ou la conscience qu'il avait d'avoir perdu la bataille et qu'il risquait, en jouant avec le feu, de se heurter aux Moscovites ; mais, à 16 heures, l'armée était partie.

Je reviens aux conversations téléphoniques du matin avec lazov et Krioutchkov.

lazov décrocha immédiatement le téléphone de la liaison gouvernementale comme s'il attendait cet appel, ou plutôt un autre appel, plus important pour lui.

- Les Moscovites sont indignés de voir que les chars restent encore dans la ville, lui dis-je. Nous risquons de ne pas pouvoir contenir la colère des jeunes qui sont prêts à les chasser avec les moyens du bord.

Je m'attendais à une explosion de colère, à des grossièretés mais, à mon grand étonnement, mon interlocuteur me répondit sur un ton confidentiel teinté d'excuses :

- Je pense que vous avez raison, il est temps de régler cette question. C'est pour défendre la ville contre les pillages et les pogroms que nous avons fait entrer les troupes dans la capitale...

Je ne pus me contenir :

- Quels pogroms ? Y a-t-il eu des pillages et des pogroms avant l'entrée des troupes ? De quoi parlez-vous ? Vous vouliez intimider les Moscovites, les forcer à se soumettre au Comité pour l'état d'urgence que nous ne reconnaissons pas...

lazov ne répliqua pas.

- Oui, je pense qu'il est temps de prendre une décision, dit-il. Je vais vous envoyer deux généraux, Khalinine et Kouznetsov. Quand voulez-vous les rencontrer ?

Soixante-douze heures d'agonie

- A l'instant même ! répondis-je, étonné de tant de générosité.

Mais c'est le chef de l'état-major qui vint à la place du commandant de la région militaire. Khalinine, commandant militaire de la ville de Moscou, qui n'avait pas osé se montrer à la mairie pendant son bref séjour au poste de commandant, manqua probablement encore une fois de courage.

Je ne savais pas alors que le collège du ministère de la Défense de l'URSS s'était réuni ce même matin. La conversation que nous eûmes avec Lazov avait dû tomber pendant la séance, qui avait commencé à 9 heures du matin.

Comme nous le rapporta le nouveau ministre de la Défense, le maréchal E. Chapochnikov, Lazov commença par faire, longuement et d'une manière peu intelligible, le point de la situation ; puis il se mit à parler en termes peu flatteurs des membres du Comité pour l'état d'urgence, le vice-président Ianaïev et le premier ministre Pavlov. *« On dit que ce sont des bons à rien, des ivrognes, qui m'ont entraîné, moi, le ministre de la Défense avec eux, sans savoir eux-mêmes où ils allaient. Derrière le ministre, il y a les généraux, derrière les généraux les soldats qui se trouvent actuellement dans les chars. C'est une honte pour l'armée. »*

Et le ministre pria les participants au collège d'exprimer leur opinion.

Chapochnikov, le plus jeune des membres du collège, demanda la parole et proposa que, pour préserver l'autorité des forces armées, soit donné l'ordre du repli des troupes de Moscou. Tous les membres du collège le soutinrent.

Le 21 août 1991

lazov dit qu'il avait parfaitement compris l'état d'esprit des membres du collège, qu'à ce même moment le Comité pour l'état d'urgence tenait séance mais qu'il n'irait pas et qu'il allait probablement ordonner le repli des troupes. Il ajouta qu'il ne démissionnerait pas du comité d'Etat de l'état d'urgence parce qu'il ne voulait pas se conduire en traître une deuxième fois et qu'il allait porter sa croix jusqu'au bout.

Chapochnikov soutient qu'il avait compris dès le premier jour du putsch que lazov refuserait d'aller jusqu'au bout et n'ordonnerait pas d'ouvrir le feu. A la séance du collège, le 19 août, après avoir annoncé l'instauration de l'état d'urgence, la mise des troupes en état d'alerte et l'entrée d'unités militaires dans Moscou, il ajouta cette mise en garde :

- Attention, ne faites pas de bêtises. Il peut arriver que des gens parmi la foule se jettent sous les chars ou commencent à y mettre le feu. Je ne voudrais pas que le sang soit versé...

Le chef du KGB se sauve en Crimée

Informés par nos députés, nous savions que des troupes du KGB se trouvaient dans la ville avec les unités du ministère de la Défense.

Me sentant pousser des ailes après ce premier succès, j'appelai Krioutchkov. Mais la conversation prit une direction différente de celle que j'attendais.

Lui ayant annoncé que nous avions conclu un accord avec lazov, je réclamai que les unités du KGB se retirent elles aussi. Krioutchkov se mit alors à louer :

- Nous n'avons rien, ni personne à Moscou. Vous vous faites des idées.

J'entrepris de nommer les unités et Krioutchkov perdit aussitôt son aplomb. Obtenir une réponse claire de lui a toujours été impensable. Cet homme cachottier et rusé, qui joue au moujik simpliste et sincère, est en réalité méchant et perfide. Il est désagréable d'avoir des hommes de cette espèce à ses côtés. Je suis heureux que, parmi les membres du gouvernement de Moscou, ne figurent aucun de ces individus qui ont toujours de mauvaises pensées derrière la tête, ne se trahissent jamais mais sont toujours capables d'un coup de Jarnac.

A mon avis, les rôles étaient ainsi distribués entre les trois instigateurs principaux du putsch : le premier secrétaire du comité du Parti de la ville de Moscou, Prokofiev, assurait la couverture idéologique ; le président du Soviet Suprême de l'URSS, Loukianov, était chargé de donner un aspect légal à l'aventure ; mais c'est Krioutchkov qui devait en organiser tout le côté pratique.

Ma conversation avec Krioutchkov se termina en queue de poisson ; comme j'insistais, il biaisa en me promettant de se renseigner.

Quelque temps après, nous eûmes une seconde conversation. Krioutchkov, qui semblait terriblement pressé, eut juste le temps de me dire qu'il avait donné les ordres nécessaires et que les troupes allaient quitter la ville. Je ne savais pas alors qu'un avion l'attendait avec ses complices pour le conduire en Crimée chez le Président qu'ils avaient eux-mêmes séquestré...

Notons qu'à l'aube du dernier jour du putsch, le 21

Le 21 août 1991

août, de dangereuses tentatives furent entreprises pour attirer en Crimée, dans la station balnéaire de Foros où se trouvait le président de l'URSS isolé par la junte, le président de la Russie. Il me le dit lui-même au cours d'une de nos innombrables conversations téléphoniques, car nous étions en liaison continue.

- Je devrais y aller non ? fit Eltsine à mi-chemin entre l'interrogation et l'affirmation.

- Je pense qu'il ne faut pas le faire, *répliquai-je aussitôt.*

Boris Eltsine s'emporta :

- Vous vous êtes tous donné le mot ?

De toute évidence je n'étais pas le seul à craindre pour sa vie. J'appris plus tard que la « Maison blanche » toute entière s'éleva contre cette idée.

Et Boris Eltsine resta à Moscou...

La chasse à la petite valise noire

Des dizaines de bombardiers à long rayon d'action, des centaines de fusées intercontinentales stationnées dans des puits de lancement ou sur des sous-marins, des milliers de têtes nucléaires vivent de leur propre vie dans l'attente de l'ordre qui permettra à ces carnassiers de s'élancer de leur cage...

Des officiers de confiance se trouvent toujours près du président du pays avec une petite valise spéciale qui contient « la clé nucléaire », autrement dit le code des ordres. Il suffit de « tourner » cette clé sur l'ordre du Président pour que, au mépris des blocages archi-sophistiqués, s'établissent toutes les liaisons nécessaires destinées à mettre les arsenaux nucléaires en état d'alerte numéro un et que, au mot ultime « go »,

la terre se transforme en enfer.

Lorsque, le soir du dimanche 18 août, les instigateurs du complot partirent pour Moscou après avoir séquestré le Président, les officiers chargés de veiller sur la valise disparurent de Foros.

Je suis persuadé que ce sont les aventures de cette valise durant le putsch, la désintégration de l'Union Soviétique et la volonté de plusieurs républiques de mettre la main sur les arsenaux nucléaires situés sur leur territoire, qui ont incité le président des Etats-Unis, George Bush, à faire sa proposition inattendue de réduction unilatérale des armes nucléaires tactiques (ces propositions furent aussitôt soutenues par notre pays). Mais tout cela arriva plus tard. Revenons aux faits.

Les grands chefs du ministère de la Défense qui devaient, après l'instauration de l'état d'urgence, s'occuper des déplacements des troupes, n'arrivaient pas à se consacrer pleinement à leur tâche car la valise contenant les codes nucléaires, les centres de transmission disposés dans l'avion du Président qui se trouvait sur l'aérodrome voisin de la datcha de Gorbatchev, et les centres de transmission situés dans une petite cité à quelques kilomètres de Foros semaient le trouble dans leur âme.

On soupçonna par la suite que la disparition de la valise pouvait être l'œuvre de la « firme concurrente », le KGB. Mais l'homologue militaire de cette dernière, la direction principale des services secrets de l'état-major du ministère de la Défense, ne devait pas bayer aux corneilles ; si le coup d'Etat échouait, l'un des meneurs en perdition pouvait fort bien avoir l'idée démente de glisser la « clé » de la valise du

Le 21 août 1991

Président dans les «serrures nucléaires» du centre spécial de transmission afin d'envoyer le signal chiffré vers les missiles et les bombardiers à long rayon d'action.

Les renseignements qui parvenaient de Crimée étaient contradictoires et inquiétants. Un groupe de militaires, envoyé le 19 août au matin au centre de transmission de Crimée, y avait découvert des membres du KGB. A l'heure fixée, il n'avait toujours pas démantelé le centre de transmission et risquait d'arriver en retard pour le départ de l'avion du Président. La garde de l'aérodrome s'attendait d'une minute à l'autre à une attaque qui pouvait provenir de n'importe quel camp.

C'est seulement le soir que les transmetteurs purent monter dans l'avion avec tout l'appareillage du centre de transmission et décoller pour Moscou...

Le monde avait évité pour cette fois la catastrophe nucléaire. Certains affirment que le danger d'une telle catastrophe n'a jamais existé. Cependant je me rallie à l'opinion du ministre de la Défense des Etats-Unis pour qui les aventures de la petite valise grise auraient pu s'avérer explosives.

Quarante officiers présentent les armes

Les soixante-douze heures du putsch touchaient à leur fin. Mikhaïl Gorbatchev et sa famille n'avaient plus longtemps à passer à Foros.

Voici ce que raconta le Président lui-même sur les trois jours qu'il passa dans sa résidence après le départ penaud des comploteurs pour Moscou, au soir du 18 août.

Soixante-douze heures d'agonie

La datcha avait été encerclée par les troupes et isolée du monde. Pour briser le Président, on mit en œuvre la vieille méthode d'intimidation : on le suivit pas à pas.

Gorbatchev comprit la manœuvre lorsqu'il entendit les membres du Comité pour l'état d'urgence déclarer à la conférence de presse qu'ils étaient prêts à présenter un bulletin de santé officiel montrant que Gorbatchev n'était pas apte à remplir ses fonctions de président. Comme cela ne correspondait pas à la réalité, il était logique de supposer qu'on allait essayer de le briser physiquement et moralement.

Le Président avait avec lui trente-deux hommes de sa garde personnelle qui lui étaient restés fidèles. Décidés à se battre jusqu'au bout, ceux-ci répartirent les rôles pour défendre le Président et sa famille, elle-même composée de son épouse, de sa fille, de son gendre et de ses deux petites-filles .

Les séquestrés décidèrent de ne consommer aucun aliment apporté de l'extérieur et, comme l'a dit Gorbatchev, de se contenter de ce qu'ils avaient sous la main. Les organisateurs du complot étaient capables de tout.

Le Président essaya d'agir en faisant tout ce qu'il était possible de faire dans ces circonstances ; il exigea le rétablissement de la liaison téléphonique, l'envoi de l'avion présidentiel, la publication d'un démenti de l'annonce officielle sur son état de santé. Mais sa voix clamait dans le désert.

Le gendre du Président enregistra une déclaration de ce dernier sur une vidéocassette dont il fit quatre copies. Il découpa la bande en morceaux pour essayer de la transmettre clandestinement à

l'extérieur. Une des bandes fut montrée plus tard à la télévision dans l'émission populaire « *Vzgliad* » (regard), qui avait été interdite quelques mois avant le putsch et fut reprise après son échec. On avait également rédigé une déclaration écrite de plusieurs points, contresignée par le Président lui-même pour certifier sa conformité.

- Soixante-douze heures d'isolement total, de lutte, dira Gorbatchev à son retour à Moscou : je pense que tout avait été fait pour briser le Président. C'était dur, il faut bien l'avouer.

Le soir du 21 août, des limousines noires pénétrèrent sur le territoire de la datcha. La garde du Président s'élança, armée de mitraillettes, pour leur barrer la route.

- Halte !

Les voitures s'arrêtèrent. On entama des pourparlers. L'émissaire envoyé dans la datcha revint bientôt et les voitures poursuivirent leur chemin pour s'arrêter devant la maison. On en vit sortir le président du Soviet Suprême de l'URSS, A. Loukianov (il fut arrêté, quelques jours plus tard, après les membres du Comité pour l'état d'urgence et quelques militaires), le secrétaire général par intérim du PCUS, Vladimir Ivachko, O. Baklanov, le chef du complexe militaro-industriel, D. Iazov, le ministre de la Défense et V. Krioutchkov, le chef du KGB. Les témoins affirment que tous ces hommes avaient l'air abattu. Mikhaïl Gorbatchev ne reçut que Loukianov et Ivachko.

- Je n'ai pas reçu les auteurs du complot, je ne les ai pas vus et je ne veux pas les voir, dit le Président.

Soixante-douze heures d'agonie

Les liaisons téléphoniques avec Foros furent rétablies. Le Président ordonna aussitôt que soient coupées les liaisons des comploteurs avec leurs bureaux de Moscou et que les appareils autonomes des voitures qui les avaient amenés soient mis hors service.

Gorbatchev eut alors plusieurs conversations téléphoniques avec les dirigeants des républiques, des pays étrangers, en particulier avec le président George Bush. En parlant de ses entretiens avec les personnalités politiques, Gorbatchev plaisanta, lors de sa conférence de presse, dans ces termes : *«Bref, avec tout le monde sauf Kadhafi, Saddam Hussein et ... Rubiks»*.

Rubiks était le premier secrétaire du PC letton qui avait soutenu les putschistes.

Le même soir on vit arriver à la datcha, à Foros, le vice-président de Russie, Alexandre Routskoï, et le premier ministre, Ivan Silaïev, ainsi que Vadim Bakatine, qui devait être nommé après le putsch président du KGB, et Evgeni Primakov, académicien qui devint par la suite patron des services de renseignements extérieurs soviétiques.

Pour le retour à Moscou on décida d'utiliser non pas l'avion du Président dont s'étaient servi les conspirateurs pour aller en Crimée, mais l'appareil des dirigeants de Russie. Lorsqu'ils virent arriver Mikhaïl Gorbatchev, les quarante officiers supérieurs qui attendaient près de l'avion présentèrent les armes.

La captivité de Foros était terminée.

Les dernières barricades -trolleybus brûlés, grues démantelées, blocs de bétons- disparurent des

rues de Moscou à la veille du 31 août, déclaré Jour de la Ville.

On avait attendu neuf jours après la mort des trois garçons dans le tunnel sous l'Arbat avant de déblayer le barrage qui bloquait le périphérique. Cela provoquait des bouchons, certes, et les automobilistes devaient emprunter de longues déviations, mais personne n'exprima jamais le moindre mécontentement à ce sujet car ce lieu était désormais sacré. Le neuvième jour, on recouvrit l'endroit de bitume rouge, signe du sang versé.

La victoire a trop de parents, la défaite est toujours orpheline

Qu'y a-t-il de plus précieux que la liberté qui coûte si cher à l'homme et à l'humanité?

On sait, de tout temps, que la victoire a trop de parents mais que la défaite est orpheline.

La victoire de notre démocratie, a vu, elle aussi, sa famille grandir de jour en jour. Et, pour compenser leur passivité d'alors, ces renforts deviennent de plus en plus bruyants et actifs.

Dès le premier jour du putsch, j'avais réparti les Moscovites en trois groupes inégaux :

- Le premier était constitué de ceux qui condamnèrent le complot immédiatement, sans hésiter, et restèrent fidèles à leur choix même pendant les heures les plus difficiles ; ces hommes défendaient la liberté : ils furent victorieux.
- Face à eux se dressait le deuxième groupe, celui des putschistes et de leurs partisans ; ceux-là aussi étaient actifs mais ils furent battus à plate couture.

● Le troisième groupe, le plus nombreux, était constitué de gens très variés. Certains observaient les événements avec indifférence en vaquant à leurs occupations quotidiennes et évitaient de parler trop fort de ce qu'ils avaient vu ou entendu ; d'autres, se sentant de tout cœur avec les combattants des barricades, avaient l'oreille collée à leur transistor et écoutaient les radios clandestines, les nôtres telles que «Ekho Moskvyy» et «Radio Rossia» ou étrangères. Il y avait, dans cette masse de Moscovites, des jeunes comme des vieux, des hommes de la rue et de hauts responsables. Je n'oserai pas parler de «marais» car il n'était pas donné à tous de comprendre, au cours de ces trois jours, ce qui se passait. Mais c'est précisément de ce groupe-là que commencèrent à surgir de nouveaux «vainqueurs» et de nouveaux «ennemis».

La chasse à ces derniers prit une envergure effrayante. Moscou et le pays tout entier devinrent la proie d'une passion investigatrice : on enquêtait, on créait toutes sortes de commissions, on procédait à des interrogatoires, on réunissait les témoignages de ceux qui étaient non sur les barricades mais dans les couloirs, les fumoirs, qui avaient entendu ou cru entendre quelque chose. La délation prit des proportions énormes : on accusait, oralement ou par écrit, certaines personnes de n'être pas sûres, d'avoir trahi la démocratie. Beaucoup réglèrent leurs comptes, se vengeaient de leur supérieur immédiat ou de chefs plus importants, espérant peut-être occuper leur place.

Il fallait arrêter coûte que coûte la ronde infernale de calomnies vengeresses, de mensonges, d'enquêtes de toutes sortes qui commença dans la montée de la peur qu'elle provoquait déjà. C'était ainsi, nous ne le savions que trop bien, que commençait la terreur rouge. Pour préserver sa santé morale, la société devait enfin apprendre à combattre ce mal insidieux comme elle a appris, à en juger par les trois journées d'août, à barrer de son corps la route aux chars.

Il fallait prendre la défense des militaires, de la milice, des membres du KGB, de tous ceux qui avaient collaboré directement avec les agitateurs du complot. Tenus par leur service à se soumettre aux ordres, aux statuts, aux serments, ils n'avaient pas vendu leurs âmes aux conjurés. Que chacun d'eux soit son propre juge !

Si nous ne réussissions pas à rassembler enfin les morceaux de notre société qui avait volé en éclats, la débandade serait générale et si nous n'arrivions pas à une entente entre les innombrables partis, nous céderions irrémédiablement les fruits de notre victoire aux aventuriers qui surgiraient demain ou après demain, à ceux qui sauraient utiliser à leur profit les problèmes et les difficultés de notre société.

Il était essentiel d'assainir les institutions appelées à maintenir l'ordre public qui avaient donné naissance, à l'époque de Staline, à une bande de criminels comme Iagoda, Ejov, Beria et aujourd'hui Krioutchkov, et de veiller ensuite à leur santé morale et politique. Sur proposition de la municipalité de Moscou, des civils furent nommés à la

tête des forces de l'ordre de la capitale. Ces jeunes d'une grande probité, à l'intelligence vive et aux vues larges sont issus du mouvement démocratique ; ils ne permettront jamais que « l'homme au fusil » soit entraîné aveuglément dans des aventures politiques illégales. La possibilité même d'ordres criminels de ce genre est désormais exclue parce que le système destiné au maintien de l'ordre public dans le pays et dans les républiques est en train de subir de profonds changements.

Certains disent que si le putsch n'avait pas eu lieu il aurait fallu l'inventer ; mais seuls ceux qui n'ont pas regardé le danger en face peuvent « plaisanter » de la sorte. L'orage purificateur ne fut pas déclenché par la junte, mais par les jeunes forces démocratiques qui surent, pour la première fois dans l'Histoire de la Russie, tenir tête à l'offensive des forces réactionnaires.

Notre pays martyr a su ne pas sombrer dans les horreurs de la guerre civile où le coup d'Etat pouvait l'entraîner ; l'abcès a été percé sans inonder le pays de sang et, soulagée, la population a pu respirer à pleins poumons. Mais un danger nous guette. Aussi paradoxal et regrettable que cela soit, il provient de ceux qui se font passer pour les parents de la victoire d'août et qui sont prêts à la déchirer en morceaux pour satisfaire leurs intérêts immédiats.

Aucune société ne peut se développer sans contradictions, sans surmonter des obstacles ou résoudre des conflits. Mais il y a conflit et conflit. Si nous n'apprenons pas à tirer des leçons de nos propres erreurs, nous n'évoluerons jamais.

Le 21 août 1991

Les journées d'août n'ont pas seulement brisé le Parti communiste et le militarisme soviétique, avec son système punitif omniprésent destiné à protéger de la population un régime en décomposition et ses leaders. Elles ont fait aussi tomber le gouvernement de l'Union Soviétique, dont «l'élite» constituait justement la junte, et celui-ci a entraîné dans sa chute le centre économique de cet immense pays qui ne sera jamais plus ce qu'il était, c'est-à-dire l'administrateur général et le distributeur de tous les biens du pays.

Peut-on vivre au milieu de ruines ?

Les événements que je viens de relater firent des vagues qui se propagèrent dans tout le pays. Prenant peur, non sans fondement, de la junte qui ne menaçait pas seulement la capitale, toutes les républiques cherchèrent à quitter l'Union Soviétique, même celles qui auparavant ne clamaient pas tout haut leur souveraineté. Un empire, autrefois puissant, tombait en ruine. Vivre au milieu de ruines n'est pas agréable, fuir au milieu de ruines est dangereux. Aussi les fuyards se mirent-ils à jeter des regards inquiets autour d'eux, et à crier dans l'espoir qu'il se trouverait dans le voisinage quelqu'un pour les aider. Dans le langage scientifique, ce qu'ils cherchaient s'appelle un espace économique unique.

Au lendemain du putsch fut créé un comité provisoire chargé de la direction de l'économie nationale de l'URSS. La décision concernant la création de ce comité fut adoptée le 24 août lors d'une réunion chez Mikhaïl Gorbatchev (on m'y confia un poste de vice-président).

Mais bientôt, là aussi, un changement d'état d'esprit s'opéra. Les représentants des républiques venaient volontiers assister aux séances du comité personne ne clamait plus son indépendance. Même les représentants des pays baltes, pays qui venaient de claquer la porte en se proclamant Etats indépendants, étaient bienveillants envers leurs collègues et faisaient preuve d'esprit pratique. Les républiques pouvaient-elles sortir de cet abîme économique toutes seules?

Aussi étrange que cela soit, le danger nous guettait d'un autre côté.

Déboulonner les monuments de Sverdlov, Kalinine et des autres personnages de la révolution d'octobre est une chose; «déboulonner» les dernières institutions de l'administration centrale de l'URSS pour les remplacer par des structures identiques aux couleurs du drapeau russe est autre chose, dangereuse pour tout le monde y compris la Russie elle-même. Cela peut donner un goût amer à la victoire des forces démocratiques. Certes la Russie, et en particulier Moscou, étaient les parents de la victoire, mais, derrière eux, se dressait un continent. N'oublions pas qu'il se dresse toujours.

L'Histoire a voulu que les Russes rassemblent autour d'eux les peuples voisins pour créer un Etat commun qui porte le nom de Russie, ce qui ne doit pas vexer les autres peuples. Aujourd'hui encore, à la fin du deuxième millénaire après Jésus-Christ, la Russie est appelée à jouer un rôle historique. Si, en 1812, elle s'est soulevée contre Napoléon et, pendant la Seconde Guerre mondiale, contre le fascisme hitlérien, elle a aujourd'hui tenu tête au putsch commu-

niste au nom de sa liberté à elle et à celle de tous les peuples de notre pays. Seuls les aventuriers politiques ou les hommes bornés peuvent affirmer que les pays baltes auraient évité l'invasion des Krioutchkov, Iazov et Loukianov si le président Bush avait reconnu à temps l'indépendance de ces républiques.

La victoire d'août marqua la fin non seulement du PCUS mais encore de l'empire russe et de son héritière, l'URSS. Dans ce virage historique, d'une importance mondiale, il revint encore à la Russie de jouer le premier rôle : laisser partir en paix les républiques qui voulaient se détacher et tendre la main à celles qui étaient prêtes à poursuivre la route ensemble.

Pendant de nombreux siècles les Russes, Moscou, la Russie ont représenté la force principale qui régnait sur les espaces, de la Baltique à l'océan Pacifique, et en étaient le symbole. Restons donc un grand pays, grand à la manière démocratique d'après le putsch ; ne *«tiron pas la couverture à nous»* ; retenons-nous de verser dans l'esprit impérialiste grand-russien même si nous l'accoutrons de vêtements démocratiques à la mode.

Le putsch communiste et la chute du gouvernement de l'URSS qui suivit (ce gouvernement dirigé par Pavlov était, dès le départ, soumis au Comité pour l'état d'urgence) forcèrent le président de Russie, Boris Eltsine, à des mesures extrêmes : il ordonna par décret à tous les ministères de l'URSS de travailler désormais sous la surveillance des ministères de Russie ou, tout simplement, de se soumettre à ces derniers. C'était la seule décision possible pour

garder la main sur le pays (à son retour le président Gorbatchev approuva ces mesures). Mais cela ne pouvait pas durer éternellement.

L'étape suivante, la création après la fin du coup d'Etat d'un comité provisoire chargé de l'administration de l'économie nationale dont le chef du gouvernement russe, Silaïev, prit la tête, était tout aussi indispensable. Elle fut suivie par l'Accord sur la communauté économique, signé par plusieurs républiques.

Pour la première fois de toute l'Histoire de l'empire russe et de l'URSS, le Centre ne se contentait plus de gérer et de distribuer les biens en envoyant des ordres. Il entreprenait de coordonner l'activité économique des républiques et d'organiser l'entraide. C'est à ce moment-là que le gouvernement russe aurait dû délimiter ses propres prérogatives pour ne plus empiéter sur celles des autres et annuler certains des décrets du président de Russie qui n'avaient plus de raison d'être. Malheureusement, c'est là que quelque chose se mit à déraper.

Certains détails du conflit qui suivit frisent le ridicule. Par exemple, lorsque le gouvernement russe créa son propre ministère de l'Approvisionnement matériel et technique -d'ailleurs très important pour le pays tout entier- on se hâta de licencier les cinq adjoints du ministre des Ressources matérielles de l'URSS et de faire occuper leurs bureaux par leurs homologues russes. Certes, il était déjà évident que ce ministère, comme la plupart des ministères de l'Union Soviétique, ne ferait pas long feu, mais la chute du gouvernement soviétique n'entraînait pas automatiquement leur liquidation ; était-il conve-

nable de devancer les événements, d'agir avant de s'être assuré de l'accord des républiques et de détruire des structures sans rien créer pour les remplacer ? Ces innovations russes surprisent les autres républiques et les remplirent d'appréhension.

Je n'exagère rien en affirmant que l'avenir de l'ancienne Union dépend, dans une grande mesure, de la façon dont la jeune Russie démocratique gèrera ses conquêtes du mois d'août. Dans nos conversations avec Eltsine, il était impossible d'éviter les problèmes de cette importance et, contrairement à son entourage immédiat, Eltsine comprit très bien cette situation.

Un tableau de cauchemar

Je voudrais ici aborder un sujet, nouveau pour moi, qui m'est inspiré par des articles parus, aussi étrange que cela soit, dans les pages de journaux démocratiques.

Pour des raisons qui me dépassent (peut-être est-ce une tentative d'auto-justification de la part de critiques qui ont passé les trois journées du putsch à trembler), le sinistre complot de toutes les forces au pouvoir, sans excepter le KGB, le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Défense, a été présenté comme une opérette inoffensive. Il paraît que les troupes sont entrées dans Moscou uniquement pour la mise en scène (à quoi pouvait alors servir cette quantité de munitions amenée dans la ville ?), que les braves putschistes n'ont jamais voulu rien faire de mal sauf «jouer un peu à la guerre». Poussant à l'extrême ce raisonnement délirant, les mêmes

Soixante-douze heures d'agonie

auteurs attribuent la victoire aux radios soviétiques et étrangères dont le plan astucieux aurait consisté à semer la panique dans le monde entier en parlant du déplacement des chars, ce qui aurait fait fuir les putschistes pris de peur.

Qu'ils soient dus à la bêtise ou à la mauvaise volonté, les mensonges sont toujours des mensonges, les sacrilèges des sacrilèges. Des barricades d'opérette..., des chars d'opérette entourés par une foule de figurants... Et le tunnel sous le Nouvel Arbat où le sang a coulé cette nuit-là, était-il aussi une scène d'opérette ?

L'ennemi n'a pas besoin qu'on le défende : laissons cela aux avocats du futur procès. Mais la population de Moscou qui s'est soulevée pour combattre n'a pas besoin non plus de justification ; elle a écrit l'une des plus belles pages de son Histoire millénaire.

Laissons donc ces raisonnements à leurs auteurs (nous sommes en démocratie), mais essayons tout de même d'imaginer notre société à la fin de 1991 si le coup d'État avait réussi. Tableau de cauchemar ! On aurait rétabli sur-le-champ la censure et, par conséquent, l'uniformité de l'opinion publique mais dans une société vidée de ces hommes remarquables, connus ou inconnus de nous, dont les lieux décrits par Soljenitsyne dans son « *Archipel du Goulag* » ont constitué le seul refuge. Nous aurions été privés d'un grand nombre de journaux et de journalistes. Le glas de l'entreprise privée aurait sonné mettant fin à tout espoir d'assainir notre économie. La télévision nous passerait le « *Lac des Cygnes* » en permanence (je rappelle que la première chaîne de la télévision, la seule qui fonctionnait, nous a montré

Le 21 août 1991

ce merveilleux ballet pendant toute la journée du 19 août). La course aux armements aurait repris de plus belle (des canons au lieu de beurre !), faisant de nouveau planer la menace de la guerre. Ce «putsch d'opérette» aurait tourné en tragédie pour des millions de Russes, pour les autres Etats, pour le monde entier.

A la vérité, ce ne sont pas les raisonnements d'opérette publiés dans les colonnes de certains journaux respectables qui m'inquiètent ; les lecteurs sauront d'eux-mêmes faire la part des choses. Mais ne risquons-nous pas de nous endormir au son de ces déclarations irresponsables et de ne pas voir venir les dangers qui ne manqueront pas de surgir sur notre route ?

Mikhaïl Gorbatchev fait ses adieux au communisme

Trois jours après l'échec du putsch, le samedi 24 août, nous fûmes convoqués, Popov et moi-même, par le président Gorbatchev revenu de sa captivité de Foros. Ce devait être notre première rencontre après les événements d'août.

Cette réunion, consacrée à l'examen de la situation du pays, fut longue et les problèmes examinés nombreux. Elle devait précéder la démission de Mikhaïl Gorbatchev du poste de secrétaire général du PCUS, un des premiers résultats de la défaite du putsch communiste.

J'insiste sur le mot de communiste. Le Parti, qui avait perdu toute autorité et se trouvait en voie de désagrégation complète, fut l'instigateur et l'organi-

Soixante-douze heures d'agonie

sateur de ce dangereux coup d'Etat. Sans doute le putsch ne provenait-il pas de ses millions de membres qui avaient perdu depuis longtemps tout lien réel avec le Parti, n'assistaient plus aux réunions et ne versaient même plus leur cotisation ; il était fomenté par ses dirigeants, parmi lesquels figuraient de nombreux bureaucrates, des secrétaires du comité central du PCUS, véritables détenteurs du pouvoir, jusqu'aux secrétaires des comités du parti dans les grosses organisations et les entreprises.

Certains télégrammes chiffrés, envoyés par le secrétariat du comité central du PCUS au comité central des Partis des républiques de l'Union Soviétique, des comités des régions, des territoires et des districts, ont été rendus publics depuis l'«échec du putsch.» L'un d'eux, envoyé le 19 août vers 11 heures du matin, exige *«que des mesures soient prises pour faire participer les communistes à une action de soutien au comité pour l'état d'urgence»*.

Pendant le putsch j'ai eu l'occasion d'observer attentivement certains dirigeants du PCUS.

Ils paraissaient tous certains de leur victoire, de la renaissance du parti, de son pouvoir sur les hommes et le pays et ne cachaient pas leur joie. S'étant débarrassés de la panoplie des mots et des attitudes démocratiques ils arboraient à nouveau le rictus rapace de «l'homme de barre», prêts à faire faire demi-tour au pays pour le ramener dans la «bonne voie», voie fatale. Il n'est pas difficile de deviner qui a soufflé à leurs auteurs le texte de la Déclaration du Comité pour l'état d'urgence dont l'essence réactionnaire (si l'on met de côté les appâts populistes) était

Le 21 août 1991

celle du «*Manifeste communiste*» de Nina Andreieva, publié au printemps 1988 par le journal «*Sovietskaïa Rossia*», manifeste qui souleva une tempête de protestations.

Notre étonnement fut sans bornes lorsque nous entendîmes le président Gorbatchev, à sa descente d'avion après son retour de captivité de Foros, faire une déclaration d'amour au Parti dont il se considérait toujours comme le secrétaire général. Sa première conférence de presse ne nous causa pas une surprise moins grande.

Lors de la réunion du samedi 24 août, l'idéologie communiste semblait dépassée bien que le président eût gardé son entourage immédiat (à l'exception des putschistes arrêtés). Nous nous expliquions ce phénomène par l'impossibilité de changer aussi rapidement des hommes de confiance.

Je sais qu'on s'est hâté de faire savoir au président Gorbatchev qu'après le 28 mars, jour où les forces armées furent introduites dans Moscou sur son ordre afin de barrer le chemin à la manifestation démocratique prévue sur la place du Manège, j'ai décroché son grand portrait suspendu dans mon bureau. Nos relations, qui ne s'étaient jamais distinguées par une grande sympathie mutuelle, ne devinrent pas plus chaleureuses ; mais il me sembla, le 24 août, que le Président avait fait un effort pour surmonter ses sentiments, non parce qu'il avait changé d'opinion à mon égard mais parce qu'il voyait d'un autre œil la population démocratique de Moscou, ville où pendant trois jours s'était joué son sort en tant qu'homme d'Etat et en tant qu'être humain. Le fait qu'il nous eût

convoqué, Gavril Popov et moi, en disait long. L'élaboration du texte de la « démission », bientôt publié par les journaux, se fit avec sérieux, sans parti pris. Mikhaïl Gorbatchev refusa les formules radicales que nous propositions et en choisit d'autres, moins aiguës, sans modifier le sens du message. C'était, après tout, sa déclaration personnelle et il avait le droit de choisir ses propres mots. Indépendamment de sa forme, cette démission mettait un point final à l'histoire du Parti communiste de l'Union Soviétique. Le Parti quittait l'arène politique avec ses intrigues et ses révolutions de palais, unique moyen dont il disposait pour nommer et révoquer ses chefs, leaders du pays, devant la volonté desquels toute la population, les millions de communistes et de « sans-parti », devait se plier.

Chapitre IV
... Et les autres jours

Une ville moderne n'est pas faite pour les révolutions. Toutes ses structures sont conçues en fonction d'une vie pacifique.

Les services municipaux sont, par définition, conservateurs : les meetings et les manifestations improvisés, sans parler des formes plus radicales de l'enthousiasme populaire, sont pour elle une source de difficultés qui rompaient la vie quotidienne bien réglée des citoyens.

Aussi, lorsque le 22 août, la victoire remportée contre les putschistes éveilla dans la population des sentiments de vengeance contre le régime déchu, les pouvoirs municipaux furent-ils confrontés à un problème inextricable. D'une part, il était indispensable de prendre des mesures urgentes pour ramener l'ordre dans la capitale, organiser le travail des services municipaux, faire revenir la vie à son rythme normal ; et d'autre part, nous comprenions bien qu'après cette victoire populaire, les Moscovites avaient besoin d'une atmosphère de fête pour manifester leur joie ; nous nous devions de respecter leurs sentiments, sentiments que d'ailleurs nous partagions.

Il fallait donc tout faire pour transformer cet événement politique en fête nationale. Il fallait donner à la population la possibilité d'exprimer tout haut, publiquement et avec force, ses sentiments envers le régime déchu et sa joie après sa victoire. Mais, pour accomplir ces deux tâches en même temps, il fallait des nerfs solides.

Je m'en suis rendu compte lorsque l'on m'annonça soudain, par téléphone, que la foule se rassemblait sur la place devant le bâtiment du KGB et

s'apprêtait à faire tomber de son piédestal le monument élevé en l'honneur du premier tchékiste soviétique, Felix Dzerjinski. Un alpiniste s'était déjà hissé sur le colosse et lui avait passé un filin d'acier autour du cou. La foule, qui avait arrêté des camions et attaché à l'un d'eux le bout du filin, était en train de tirer pour abattre la statue de bronze.

J'eus soudain très peur ; non pas pour Dzerjinski, le «Felix de fer», objet de la haine populaire et symbole des répressions qui ont causé tant de drames dans notre pays. Mais la statue pesait quelque quatre-vingt sept tonnes et tout geste maladroit pouvait provoquer une catastrophe. En premier lieu, on ne savait pas comment le «Felix de fer» allait tomber : il pouvait fort bien écraser quelqu'un ; en deuxième lieu, la foule surexcitée n'avait probablement pas la moindre idée de ce qui se cachait sous la place : le métro, les canalisations, les égouts de la ville ; si le terrible monstre perçait le recouvrement, même mort il ferait de nouvelles victimes.

Nous nous sommes rendus en hâte sur les lieux. Grâce au ciel, la statue était encore debout. Tous les efforts du gros camion s'étaient avérés vains car il n'avait pas bougé d'un pouce. Au pays des Soviets, on faisait bien les choses.

Un meeting improvisé se tenait sur la place. Devant les micros, on pouvait voir le violoncelliste Mstislav Rostropovitch, le rédacteur des «*Nouvelles de Moscou*», Egor Iakovlev, l'artiste populaire Guennadi Khazanov. Bref, se trouvaient là ceux qui étaient les jours précédents à

la «Maison blanche». Ils s'adressaient à la foule et tentaient par leurs discours passionnés de retenir son énergie destructrice. Pour l'instant ils y arrivaient, mais nul ne savait si cela allait durer.

Le préfet du centre-ville, Alexandre Mouzykantski, prit le porte-voix. Il annonça que la mairie et le gouvernement de Moscou avaient pris la décision de déboulonner le monument, que le monstrueux symbole serait enlevé sans tarder, aujourd'hui même, tout de suite ! Que trois camions-grues étaient déjà en route ! Qu'il suffisait d'attendre un peu.

Alors je vis cette énorme foule prendre sa décision. Il était frappant de la voir agir comme un organisme vivant. Malgré l'agressivité que reflétaient les gestes, les textes des banderoles, les expressions des visages, ce n'était pas une masse irréfléchie mais un organe doté de volonté, capable de prendre une décision précise, et résolu à réaliser celle-ci sans tarder. Malgré sa soif d'action, la foule nous écoutait. Elle sentait que les autorités municipales étaient de son bord. Elle nous faisait confiance. Il y eut cependant quelques incidents. Un groupe de jeunes, qui se tenait du côté de la «grande maison», le quartier-général du KGB, décida de pénétrer à l'intérieur du bâtiment et donna l'assaut à l'énorme portail. J'imagine les sentiments de ceux qui se trouvaient à l'intérieur : la puissance de cette masse ne pouvait manquer de les impressionner. Mais c'étaient des professionnels et ils savaient ce qu'ils avaient à faire. Au moment où la porte allait céder sous la poussée, ils l'entrouvrirent et envoyèrent un jet de gaz paralysant à la figure d'un des jeunes gens. Puis ils

... Et les autres jours

refermèrent la porte. Il s'agissait probablement du gaz «tcheriomoukha» car le visage du garçon enfla aussitôt. Nous avons dû l'envoyer à l'hôpital. Et il n'y eut pas d'autres tentatives d'assaut.

Le cœur de l'empire communiste s'arrête de battre

Rassuré de voir que la foule s'était calmée, je retournai à la mairie. Mais je dus repartir aussitôt car ce n'était plus devant l'immeuble du KGB mais devant le bâtiment du Comité central du PCUS que des troubles se produisaient. Une partie de la foule s'y était déplacée et il semblait impossible de l'arrêter, m'expliquèrent au téléphone des députés anxieux.

Il convient ici de donner quelques explications sur le quartier général du Comité central. C'est une véritable forteresse qui occupe tout un quartier : quinze bâtiments, d'une surface totale de 170 000 mètres carrés, qui recèlent un labyrinthe de lignes de communications et bourré d'informations secrètes sur l'activité et les décisions des plus hauts dirigeants du parti. C'est de ce cerveau de la politique secrète de l'empire que partaient tous les ordres destinés à la «nomenklatura» soviétique et aux structures communistes étrangères. Tous ces bâtiments ont subi de nombreuses modifications depuis les années trente, modifications qui visaient probablement à les rendre plus étanches et à augmenter l'efficacité de leurs liaisons secrètes.

Personne ne savait alors où étaient cachés les ren-

seignements, dans quels fichiers, dans quels ordinateurs se trouvaient les données chiffrées sur les investissements et les opérations secrètes du parti. Si on laissait la foule «se promener» dans les couloirs et les bureaux (la garde aurait eu beaucoup de mal à les retenir), on risquait de compromettre l'enquête future sur les activités du PCUS. De plus il pouvait y avoir des vols et des carreaux cassés. Il fallait entreprendre immédiatement quelque chose. Mais quoi ? La veille nous avons pris les premières mesures. Un des députés avait aperçu des fourgons couverts quitter la cour intérieure du Comité central. Personne ne pouvait savoir ce qu'ils emportaient : des documents, des équipements, des valeurs... J'avais alors donné l'ordre au service de l'inspection routière de ne laisser aucun véhicule chargé quitter la cour. Devant l'entrée nous avons placé un poste de garde. C'était le maximum de ce que nous étions en droit de faire car les prérogatives des autorités municipales s'arrêtaient là. Il faudrait attendre le lendemain, 23 août, pour que Mikhaïl Gorbatchev appose sa signature et la courageuse résolution «APPROUVE» sur la note suivante du secrétaire d'Etat de Russie, G. Bourboulis : *«Au Comité central du PCUS on détruit hâtivement tous les documents. Il est indispensable qu'un ordre du Secrétaire général suspende provisoirement le fonctionnement de ses locaux».*

Néanmoins nous avons décidé d'agir. Quelques minutes après, nos décisions étaient précises et couchées sur le papier. Il n'y avait pas une seconde à perdre. En arrivant devant le bâtiment, je vis,

en effet, que l'on en avait déjà brisé les vitres. La foule, ici, était très différente de celle de la place Dzerjinski. Elle était en proie à de nombreux sentiments négatifs : la haine, la rage, la colère. Je savais que le peuple n'avait jamais aimé les communistes, mais je ne m'attendais pas à ce que les Russes éprouvent autant de haine pour les vaincus. Ils ne désiraient qu'une chose : tout casser. Arrêter une foule dans cet état-là semblait impossible !

Je grimpai sur le tabouret cédé par un journaliste et, prenant le porte-voix, je lus les décisions de la mairie et du gouvernement de Moscou : « *Sceller sur le champ toutes les entrées du bâtiment, couper l'approvisionnement en électricité et en eau courante !* » Désirant diminuer la tension de cette énorme masse, j'ajoutai : « *On peut leur laisser le système de vidange pour qu'ils ne chient pas dans leur froc* ».

Dzerjinski, Sverklov, Kalinine... à qui le tour ?

Les rires détendirent l'atmosphère. La décision de la mairie fut accueillie par des ovations tonitruantes. Aussitôt, sous les yeux de tous, la milice se mit à apposer les scellés sur les portes. Progressivement la masse de calma. L'alerte avait été chaude.

Avant de revenir à la mairie, nous devions aller voir ce qui se passait devant le monument de Dzerjinski. L'excitation s'était quelque peu calmée, mais les gens attendaient toujours. Nous leur

répétâmes notre promesse d'enlever le monument honni avant le soir. *«Nous allons attendre !»*, me répondit-on.

Et de fait, lorsqu'à 23 heures environ arrivèrent enfin de puissants camions-grues avec une équipe d'ouvriers du bâtiment, des milliers de regards attentifs convergèrent vers eux. Les services municipaux firent preuve d'un grand art professionnel. Après avoir ôté assez rapidement le système de fixation, ils soulevèrent le «Felix de fer» dans les airs et, sous les cris et les huées de la foule (jamais ils n'avaient travaillé devant un tel public !), ils le déposèrent précautionneusement sur la plateforme d'un des camions. La foule jubilait. Les photos de cet événement ont fait depuis le tour de tous les journaux du monde. Mais où allait-on mettre la statue ?

Le lendemain elle gisait sur la pelouse de la Maison de l'Artiste où nous avons décidé de créer un musée de la sculpture totalitaire. Réunir ensemble toutes les statues de bronze et de granit des dirigeants soviétiques, des héros du travail, des kolkhoziens et des kolkhoziennes au milieu d'un square où les enfants viendraient jouer, tel était l'un de mes vieux rêves. En grandissant, ces enfants s'interrogeraient sur cette étrange époque où le peuple, qui était au pouvoir, immortalisait ses dirigeants sous la forme de tels monstres.

Cependant le déboulonnage de Dzerjinski n'avait pas apaisé les aspirations de la foule qui voulait d'autres victimes expiatoires. Un groupe de jeunes s'approcha de moi et, après s'être présenté, comme des «défenseurs» de la «Maison blanche»,

... Et les autres jours

me demanda de les équiper pour déboulonner les monuments élevés à la gloire de Sverdlov et de Kalinine. Je promis.

Vers une heure du matin nous nous rendîmes donc place Sverdlov pour abattre la statue de l'homme qui avait donné l'ordre de massacrer le Tsar et sa famille.

Plus tard, au milieu de la nuit, j'allai voir démolir une autre idole, Kalinine, qui, du temps où il était président de l'URSS, avait signé davantage d'ordres d'exécution et de mandats d'arrêt qu'aucun autre personnage de l'Histoire. Il y avait déjà beaucoup moins de monde et l'atmosphère était une atmosphère de travail. L'expérience aidant, on se débarrassa assez rapidement de Kalinine.

Vint alors le tour de la statue de Lénine, un gigantesque monument élevé sur la place d'Octobre. Mais, une fois arrivés là, nous nous sommes rendus compte que la réserve d'énergie de la foule était épuisée. Les quelques personnes rassemblées autour du monument ne réclamaient rien et se contentaient d'observer, curieuses de ce qui allait suivre. Je pris la décision de stopper le déboulonnage.

Lénine est donc toujours là ! Et aujourd'hui encore, chaque fois que je passe devant ce monument, ma conviction d'avoir bien agi se confirme. Tous ces monstres ne font-ils pas partie de notre Histoire ? Certes, ils ne devraient pas s'élever sur les places de nos villes ; ce fut aussi, je pense, l'avis des Parisiens qui firent tomber la colonne Vendôme et celui des Petersbourgeois qui enlevè-

rent son monument à Alexandre III. Mais, pour moi, les monuments ne nous appartiennent pas : ils appartiennent à l'Histoire. Et je suis opposé à la réécriture de l'Histoire.

Aussi cruelle qu'elle ait été, nous devons regarder celle-ci en face. Il se peut que, plus tard, les Moscovites renversent certains monuments, que d'autres soient détruits par le temps ; mais je suis persuadé qu'il devra s'agir d'un processus naturel et non de décisions administratives.

La municipalité de Moscou décida en tout cas de ne donner aucune directive générale à ce sujet.

Mon travail au sein du gouvernement provisoire

Dans mon agenda, à la date du 27 août, je lis : Gorbatchev.

Me voilà donc à nouveau dans le bureau du président où j'étais si souvent venu et qui me parut extraordinairement changé. L'énorme bureau semblait «sonner creux», comme une maison abandonnée. L'atmosphère n'était plus chargée de tension, de cette «énergie du pouvoir» qui constitue l'appât principal des ambitieux qui veulent y accéder.

Pour la première fois depuis le putsch, j'avais la possibilité d'observer de près le visage du maître de maison et je ne pus que m'étonner du changement. Il n'y avait plus trace de cette assurance, de ce charme artistique, de cette gaieté démoniaque sous-jacente à chacune de ses phrases qui désarmait les interlocuteurs de Mikhaïl Gorbatchev. Le

regard était voilé. Tout, manifestement, se faisait comme à contrecœur. Ce n'était plus un président. Je me rappelai alors l'expression du visage de cet homme : non pas celle de peur refoulée que tout le monde avait pu observer sur la cassette de Foros au moment de son appel au secours, mais celle qu'il avait au parlement de Russie lorsque, pressé par Eltsine, il avait été obligé de lire contre son gré et à haute voix, devant les députés ravis, les minutes de la réunion du gouvernement de l'URSS où chaque ministre l'avait renié pour le tromper avec le Comité pour l'état d'urgence.

L'humiliation, me dis-je, voilà ce qui se lit sur son visage : son départ n'est plus qu'une question de temps.

Cette situation, c'est-à-dire la crise du gouvernement, fut précisément le sujet de notre entretien. Le pays était sans gouvernement ; la situation était grave : les républiques sentaient qu'elles s'étaient arrachées à l'empire ; le traité de l'Union n'avait pas été signé. Les aspirations à l'indépendance pouvaient causer la désintégration du pays et la rupture de tous les liens existants entre ses différentes régions. Tout pouvait s'écrouler comme un château de cartes. Il fallait donc d'urgence une structure provisoire de l'exécutif.

Nous prîmes la décision de former un «Comité opérationnel de direction», héritier du gouvernement. On proposa le poste de président au Premier ministre de Russie, Ivan Silaïev, et celui de vice-président à moi-même. Je commençai par refuser. Je connaissais bien ce travail grâce aux nombreux contacts que j'avais eus avec le gouver-

nement au cours des années précédentes et n'étais pas retenu par la crainte de ne pouvoir assumer cette tâche. Il s'agissait de tout autre chose.

J'avais, en effet, l'habitude de travailler avec des compagnons d'idée. Or mes divergences avec Ivan Silaïev s'étaient déjà manifestées un an avant le putsch (un an seulement, cela paraissait si loin !) lorsque, dans cette même «Maison blanche», j'avais mis celui-ci, par mes objections, dans un état d'excitation qu'on ne lui connaissait pas.

Comme il s'agit de divergences qui portent sur les principes, je voudrais en parler plus en détail. A l'époque, nous élaborions de nouveaux mécanismes pour passer à l'économie de marché. Silaïev, Premier ministre de la Fédération de Russie, avait décidé de restructurer ses ministères pour en faire ce qu'il appelait des «consortium». Je me souviens que dans une seule journée il en avait créé soixante. C'étaient d'énormes monstres imitant les organismes de gestion d'une économie de marché, qui devaient permettre à la bureaucratie de conserver son pouvoir. En somme, il s'agissait des mêmes ministères où rien ne devait changer sauf les salaires et les titres.

Je n'arrivais pas à comprendre si Ivan Silaïev nous trompait en parlant d'un passage à l'économie de marché, ou s'il ne comprenait pas ce que signifiait la libre entreprise. Comme les ministères se trouvaient localisés à Moscou, j'envoyai une note au conseil des ministres déclarant que la municipalité, opposée à la création de ces «moulages», exigeait qu'ils quittent la ville. Une réunion avait été

convoquée à ce sujet. J'y pris la parole pour déclarer que si cette tromperie ne cessait pas, les autorités municipales prendraient toutes les mesures nécessaires, dans les limites de leur compétence, pour s'y opposer et commenceraient par annuler les contrats de bail...

Tandis que je parlais, le Premier ministre changeait de visage. Puis, rouge de colère, il se leva en criant qu'il ne permettrait jamais de tels actes arbitraires et qu'il annulerait toutes les décisions prises par les autorités de Moscou. Avec le plus grand calme, (ou du moins, c'est ce que je pensais), je poursuivis : *« Nous couperons l'électricité, l'eau courante car nous refusons d'accepter à Moscou ces fausses structures. Cela n'a rien à voir avec le marché ; ce n'est qu'une tromperie »*.

Il m'est difficile de dire l'effet que produisit cette scène sur les autres. Malgré mon manquement évident à l'étiquette ministérielle, elle montrait bien le caractère irréductible de deux stratégies des réformes : se contenter d'une façade à l'imitation de réformes, ou réaliser fermement ces dernières.

Ayant cette confrontation en tête, je comprenais que je ne pourrais pas travailler longtemps avec Silaïev. Cet homme appartenait aux anciennes structures et nous devions inévitablement nous heurter l'un l'autre. C'est ce qui arriva, mais plus tard.

J'acceptai finalement le poste de vice-président du comité et m'attelai avec passion à la tâche. Le pays était dans une situation extrême ; on parlait de famine ; les journaux affirmaient que nous ne pas-

serions pas l'hiver. Les experts brandissaient la menace de grèves, de révoltes populaires.

Ma tâche était de créer un système d'approvisionnement commun dans ce pays infecté par le virus du «régionalisme». S'attendant à une importante hausse des prix, les républiques, les régions, les districts, les villes, les villages ne voulaient rien partager avec personne, rien vendre. Pas un contrat ne pouvait être conclu, personne ne faisait confiance à personne. La situation devenait absurde.

Au cours de nombreuses rencontres, je m'efforçai de convaincre les dirigeants, à tous les niveaux administratifs, d'abandonner cette position insensée qui n'était à l'avantage de personne, et de penser à l'intérêt de tous et de chacun. Nous proposâmes un mécanisme d'entraide collective et de régulation des prix et des volumes des livraisons mutuelles tenant compte des besoins exprimés en indices quantitatifs. Des pourparlers furent entamés avec le Parlement européen, la Grande-Bretagne, la Belgique et la Pologne pour la livraison de ce qui nous manquait.

Aujourd'hui, je suis en droit d'affirmer que si notre pays ne souffre pas de la famine, en dépit des circonstances, c'est en grande partie grâce au travail des membres de notre comité.

Cependant, au cours de cette mission, nous avons pris conscience d'un phénomène regrettable : les ambitions politiques des dirigeants des républiques entraînent souvent en conflit avec les intérêts économiques de leur pays. Les hommes au pouvoir ne voulaient pas se contenter de la souveraineté politique qu'ils avaient acquise et l'idée de

la création d'un espace économique, monétaire et d'information unique se heurtait à l'opposition féroce de certains groupes politiques. Dans un cas -celui de l'Ukraine- les pressions provenaient des groupes nationalistes ; dans un autre -certaines républiques d'Asie centrale- de la bureaucratie d'Etat ; dans un autre encore, aux deux pressions précédentes s'ajoutait celle de la nouvelle élite, les hommes d'affaire. En outre, les groupes mafieux devenaient politiquement plus actifs.

Finalement tous les intérêts étaient pris en compte sauf l'intérêt de l'économie nationale, repoussé par tous au dernier rang. Nos efforts pour expliquer qu'il était plus facile de survivre ensemble, que toutes les républiques, la Russie comprise, avaient une période difficile à passer, s'avèrent vains. Les tendances des régions à se refermer politiquement sur elles-mêmes provoquent une fermeture économique, signe de la désintégration prochaine de l'Union.

Grigori Iavlinski, qui dirigeait une autre équipe du même comité, se heurta à ces problèmes davantage que moi. Grigori Alexeievitch Iavlinski est un personnage remarquable. Il avait déjà fait parler de lui, sous le gouvernement de Ryjkov, à l'occasion du fameux programme des «500 jours» à l'élaboration duquel il avait travaillé sous la protection de l'académicien Stanislav Chataline. C'était un brillant projet de passage éclair à l'économie de marché.

Je suis mal placé pour juger du réalisme de ce programme mais, selon lui, la privatisation devait précéder la libération des prix, ce qui remplissait

tous les «démocraties» d'espoir. Mikhaïl Gorbatchev avait commencé par soutenir l'idée des «500 jours» mais ensuite, comme à son habitude, il avait entrepris de trouver la résultante entre les deux forces en présence : celle des adeptes du marché et celle de la «nomenklatura» qui ne désirait pas perdre le contrôle du processus de privatisation. Au lieu d'essayer de surmonter les obstacles sur la voie de l'économie de marché, ces hommes cherchaient le moyen de mettre la main sur la propriété de l'Etat. Ils espéraient constituer la nouvelle classe des riches mais le programme de lavlinski les privait de cette possibilité.

Lorsque le projet fut rejeté par le gouvernement de l'URSS, lavlinski entra dans le gouvernement de Russie. Il s'y heurta aux mêmes problèmes. Notre comité le chargea donc d'élaborer le projet du Traité de l'Union. Il prépara un document détaillé où le système de l'interdépendance des républiques souveraines dans un espace économique commun était minutieusement étudié. C'était un projet souple, offrant plusieurs solutions : les républiques pouvaient, si elles le désiraient, devenir membres associés de l'espace économique commun ; elles avaient même le droit de bâtir leur propre monnaie.

lavlinski exposa son projet lors d'une séance du Conseil d'Etat devant tous les présidents des Républiques. Son exposé m'enthousiasma. Son art de voir les choses sous un angle économique, de présenter la société comme un système dépendant des perspectives et des conditions de son

économie, contrastait singulièrement avec tout ce que ces dirigeants politiques avaient entendu jusqu'à présent. Pour ceux-ci, l'économie n'était qu'une servante appelée à réaliser docilement les ambitions politiques de ses maîtres. Ils avaient oublié que la puissance de notre pays ne s'est pas toujours appuyée sur les fusées et les cosmonautes mais, du temps où son économie était saine et puissante, sur les Dimidov et les Morozov, grands négociants qui assurèrent à la Russie d'alors un niveau de vie élevé et des succès constants aux expositions internationales. J'étais sûr que la simplicité, la logique, la clarté du discours de Iavlinski ne laisserait pas les hommes politiques indifférents. Mais je m'étais trompé.

Ce jour-là nous devions intervenir tous les deux. Je devais prendre la parole le premier, non pas à cause d'une prééminence quelconque mais à cause de l'acuité de mon sujet : l'approvisionnement de la population en produits de première nécessité inquiétait, en effet, tout le monde. J'exposai notre programme de coopération entre les républiques, chiffres et délais des livraisons en mains. Je parlai des possibilités de sortir de la crise d'approvisionnement.

Les présidents des Républiques m'écoutèrent avec bienveillance et leurs questions ne concernèrent que des précisions de détail. J'aurais dû être satisfait. Mais le fait que ces présidents n'aient rien compris à l'intervention de Iavlinski (réactions inadéquates, questions déplacées) me mit au bord du désespoir. Je compris que, malgré tous nos efforts, ils ne bougeraient pas d'un pouce, que s'ils

parlaient du marché ce n'est pas parce qu'ils étaient convaincus de l'efficacité et du bon sens d'une telle organisation de l'économie mais seulement parce qu'on leur avait promis que cette organisation aurait un effet politique salutaire. Leur système de valeurs restait toujours le même. Et, du même coup, mon travail au sein du comité de direction perdait toute raison d'être : qui pouvions-nous diriger ?

Je quitte le Comité

La raison immédiate de mon départ, ne fut pas la prise en compte des considérations exposées plus haut mais, comme je m'y attendais, une querelle avec Silaïev.

Certaines rumeurs sur notre différend ont été rapportées par la presse mais peu de gens savent de quoi il s'agit vraiment. Dans l'euphorie qui suivit la victoire (rappelons que c'est la Russie qui triompha des putschistes), Silaïev prit une série de résolutions qui se résumaient toutes à une seule et même chose : les biens des anciens ministères de l'Union étaient déclarés biens de la Russie. Aussitôt les fonctionnaires de notre République envahirent les bureaux, les ministères, les centres de calcul de l'ex-URSS. Cette opération fut un véritable «*Sturm und Drank*».

Je n'étais pas d'accord avec une telle politique. Cette fois, en effet, il ne s'agissait pas des biens du Parti communiste, biens qui, ayant perdu leur propriétaire, n'appartenaient plus à personne mais des biens de l'ex-URSS qui en avaient un. Ces

biens avaient été acquis grâce aux efforts de toutes les Républiques et j'estimais que nous devions les redistribuer à ceux qui les avaient créés, après avoir établi de manière «civilisée» les principes de cette distribution et avoir présenté des calculs clairs.

J'étais poussé dans cette voie par deux considérations de principe. Après la révolution de 1917 c'étaient les mêmes «réflexes préhenseurs» inculqués par le bolchevisme qui avaient causé la ruine totale de l'économie russe jusque-là florissante : philosophie de déclassés prônant le pillage organisé. Les maîtres à penser communistes étaient libres de croire à la noble cause de leur utopie (et beaucoup étaient sincères) ; mais, de fait, ils inculquèrent à la population l'idéologie du monde criminel.

N'oublions pas que cette «école» a duré soixante-dix ans. Dans ces conditions, on ne saurait parler de la restauration de la propriété privée et de l'économie de marché avant d'avoir rendu à la population le sentiment du caractère sacré de la propriété, et ceci indépendamment de la nature du propriétaire ou du jugement que l'on peut porter sur lui. Si nous voulions être le gouvernement d'un pays en voie de guérison, nous devons commencer par faire preuve nous-mêmes de respect à l'égard des biens de l'ex-URSS et décider du sort de ces biens ouvertement et conformément aux lois en vigueur.

J'estimais, par ailleurs, qu'en remplaçant le principe du partage par celui de l'appropriation de tous les biens situés sur notre territoire, nous rendions l'intégration économique future encore plus diffi-

le. Si les entreprises américaines pouvaient fonctionner en Corée du Sud et les entreprises japonaises aux Etats-Unis, pourquoi nos Républiques souveraines ne pourraient-elles pas être copropriétaires d'entreprises situées sur le territoire de l'une d'entre elles ? Il suffisait de calculer le montant des investissements de chacun (ne serait-ce qu'en devises convertibles) dans les gigantesques entreprises telles que le cosmodrome de Baïkonour ou les usines automobiles de Kama, pour ensuite, s'entendre sur les parts respectives. La copropriété pouvait prendre la forme d'une société par actions, par exemple.

Silaïev ne voulait rien entendre sur ce point. En tant que chef du gouvernement de Russie, il ne connaissait qu'un seul principe : tout ce qui se trouve sur mon territoire est à moi. Ce fut le premier pas vers une série de décisions qui provoquèrent plus tard de nombreux mécontentements et de nombreuses querelles entre les Républiques. Je ne sais pas si la Russie y a gagné quelque chose, mais il est indéniable que les décisions de ce genre ont déclenché dans les autres Républiques le même «réflexe préhenseur». En manquant de respect à l'égard des biens communs, nous avons préparé le terrain à d'autres difficultés du même genre, dont celui de la flotte de la mer Noire n'est certainement pas le moindre.

Je remis à Silaïev une note sur l'illégalité de la mainmise de la Russie sur les anciens ministères de l'Union. Prenant la parole devant le comité, je déclarai que si nous ne répartissions pas les biens communs d'après les normes en vigueur dans les

pays civilisés, nous risquions de perdre plus que nous ne gagnerions. J'affirmai que les méthodes dont usait le gouvernement me paraissaient vulgaires et me rappelaient les méthodes bolchéviques. Les membres du comité me soutinrent activement et Silaïev étouffa progressivement cette affaire. Je donnai pourtant ma démission, ce qui provoqua la colère de Gorbatchev. Ce dernier m'accusa d'abandonner le travail à un moment particulièrement difficile. Il était inimaginable pour lui qu'un homme hissé par les événements du niveau municipal au niveau national puisse refuser les privilèges du pouvoir suprême. Mais Gorbatchev ne voyait pas ce qui crevait les yeux, c'est-à-dire que, d'ici quelques mois, personne n'aurait plus besoin ni de ce « pouvoir suprême », ni du comité, ni de Gorbatchev lui-même.

La Seconde révolution russe

«La Seconde révolution russe» est le titre d'une série télévisée de la BBC qui se termine par la victoire des forces démocratiques au moment du putsch. Cette définition des événements d'août est tout à fait justifiée. Cependant, l'histoire vue comme un spectacle, tient du mythe : les chars dans les rues, les meetings, le sang sur l'asphalte... Lorsque la révolution perd son caractère spectaculaire et se transforme en un lent travail quotidien, elle ne se prête plus au mythe ; mais c'est peut-être alors que se déroule, caché du public, le véritable drame révolutionnaire. Une révolution, n'est-elle pas un changement radical des struc-

tures de la société ? Or la structure de la société se distingue des abstractions historiques par son aspect humain.

Après ma démission du gouvernement de l'Union, je revins au niveau municipal, ce qui me ravit pour deux raisons :

- Premièrement, j'allais travailler avec le maire de Moscou, Gavril Popov, qui est non seulement un économiste de renom mais un homme décidé, possédant une intelligence de champion d'échec, capable de prévoir les conséquences lointaines de ses décisions. J'étais sûr qu'avec lui nous mènerions notre entreprise à bonne fin.

- Deuxièmement, comme le veut la tradition russe, la capitale devait être à l'avant-garde de la restructuration de la société soviétique. La victoire remportée sur les putschistes avait seulement déblayé le terrain, ouvrant la voie aux changements futurs : d'une part, elle avait décapité la "nomenklatura" ; d'autre part, elle avait ébranlé le centre de l'empire qui ne tenait que par la force militaire. Mais le socialisme, régime fondé sur la propriété de l'Etat, était toujours en place et personne ne savait encore ce qu'il fallait faire pour le transformer.

Voilà pourquoi la privatisation était l'objectif numéro un de notre programme. La première révolution russe avait privé les personnes de toute propriété, les biens ayant été réquisitionnés par l'Etat ; nous devons à présent rendre ces biens aux citoyens.

Après la victoire du mois d'août, il semblait ne plus y avoir d'obstacles à la réalisation de ce plan : les lois indispensables avaient déjà été adoptées, les "démocrates" occupaient tous les postes

importants, l'unanimité régnait dans les réunions consacrées à la privatisation. Mais, en pratique, rien ne bougeait. Personne n'avait déposé de demande de privatisation, pas un magasin, pas une teinturerie, pas un cordonnier. Etrange situation. Il fallait faire preuve de patience et avoir les nerfs solides.

Je réunis les dirigeants du réseau commercial et je leur demandai pourquoi ils ne voulaient pas accéder à la propriété. *«Nous le voulons, bien au contraire»*, me répondirent-ils. *«Alors dites-moi ce qui vous en empêche.»* Rien ne les en empêchait sauf des détails administratifs faciles à régler. Nous nous mîmes d'accord, nous nous séparâmes. Et puis plus rien !

Je convoquai donc le ministre du Commerce de la municipalité de Moscou, Vladimir Karnaoukhov, et je le priai de m'expliquer ce qui le gênait. N'était-il pas lui-même un grand partisan de la privatisation ? Il était allé dans les pays occidentaux et il avait constaté que le secteur privé était beaucoup plus efficace que le secteur public. Réponse : *«Oui, c'est vrai. Mais la ville de Moscou n'est pas encore prête. Le pays manque d'agriculteurs indépendants capables d'alimenter les petits commerces. Le marché de gros est absent. Comment veux-tu que j'assure la livraison des magasins ? Tant qu'ils dépendent de l'Etat, je peux me contenter de leur livrer ce que nous avons dans nos entrepôts»*.

Nous nous sommes alors entendus pour créer des marchés de gros. Nous leur avons trouvé des emplacements. Nous avons commencé à travailler. Mais tout s'est arrêté de nouveau et nous ne com-

prenions toujours pas pourquoi.

Cette situation était inattendue pour moi. Nous avions l'habitude de nous battre pour des programmes, des opinions, des mots d'ordre ; nous avions appris à reconnaître nos adversaires dans les campagnes électorales. Mais, à présent, nous n'avions plus affaire à des « conservateurs », nos adversaires idéologiques, ni à des meneurs de partis mais à de « simples Soviétiques ».

Un directeur de magasin est profondément corrompu par le socialisme : en volant à droite et à gauche, il a l'habitude de gagner plus d'argent que s'il était propriétaire de son magasin. Pourquoi aurait-il besoin de cette sacrée propriété privée qui le forcera à se lever à 3 heures du matin pour trouver des produits frais et attirer le client ? Un directeur de salon de coiffure, au local souvent crasseux, grouillant de cafards, ne pense pas autrement. Quand au chef du réseau commercial, habitué à « distribuer », il ne sait pas comment gérer le commerce dans les conditions de la libre concurrence.

Tous ces gens n'étaient pas des adversaires politiques. Ils avaient même peut-être voté « pour le marché ». En théorie, aucun d'eux n'aimait le régime socialiste et ne voulait le voir se perpétuer. Et pourtant la « seconde révolution russe », qui avait su démolir les structures communistes et ébranler l'empire totalitaire, se heurtait à présent à l'attitude de ces gens-là.

Nous devons donc agir de façon plus décisive.

La méthode choisie fut d'une simplicité enfantine : on prévint tous les directeurs de magasins, de salons de coiffure, de blanchisseries que s'ils ne

déposaient pas leur demande de privatisation avant le 5 décembre 1991 leurs entreprises, conformément à la loi, seraient vendues aux enchères.

Le résultat fut époustouflant : le 5 décembre nous avons 8500 demandes !

Nous comprenions pourtant qu'il ne s'agissait pas là d'une privatisation classique. Les entreprises ne devenaient pas la propriété de particuliers, mais du même « collectif de travail » socialiste. Si les employés rachetaient l'entreprise, ils n'étaient pas mus par le désir de battre un concurrent mais par la crainte de perdre leur travail.

Le gouvernement municipal décida néanmoins de soutenir dans ses grandes lignes cette forme de privatisation en fonction de considérations tactiques : les services et les magasins de Moscou employaient un million et demi de personnes ; la vente aux enchères de ces entreprises aurait provoqué un chômage de masse. En outre, de nombreux conflits entre les employés et leurs nouveaux maîtres se seraient inévitablement produits car, dans les conditions présentes, qui auraient pu devenir propriétaire ? Ceux qui avaient su amasser des fortunes à l'époque du socialisme en contournant la loi. La débrouillardise de ces gens-là était peut-être ce qu'il nous fallait mais, en cas de conflit avec « le collectif de travail », ils n'avaient certainement pas le droit moral pour eux. Et l'on imagine aisément le nombre de protestations, de grèves, peut-être même de grèves de la faim, que nous aurions provoquées si nous avions choisi la vente aux enchères comme moyen de privatisa-

tion totale. Combien y aurait-il eu d'enquêtes menées par les journalistes et les tribunaux ? Combien d'accusations le gouvernement aurait-il eu à affronter ? Et de combien de temps cela aurait-il retardé le processus ?

Pourtant, en remettant les entreprises entre les mains de leurs employés, nous jetions les bases de leur évolution future. Tôt ou tard, les copropriétaires actuels -«le collectif»- verraient surgir parmi eux un véritable propriétaire ; le plus entreprenant et le plus actif rachèterait les parts de ses collègues. S'il ne se trouvait aucun homme entreprenant parmi eux, les copropriétaires finiraient par en trouver un à l'extérieur. De toute façon, ils ne pourraient pas s'en passer dans les conditions de la concurrence. Le collectif n'arriverait jamais à se maintenir seul lorsque les subventions auraient cessé. C'est le genre de raisonnement que tenait le gouvernement de Moscou.

Le comité se lança dans la privatisation et confia cette tâche à Larissa Piachéva, une économiste connue pour ses opinions radicales. Les journalistes trouvèrent rapidement une expression pour définir la tactique de cette dernière : «une privatisation en avalanche». Les journaux écrivaient que les méthodes employées rappelaient les méthodes de collectivisation des années trente, que la municipalité de Moscou poussait les gens «dans le privé» comme Staline les avait poussé dans les Kolkhozes. Et ces accusations n'étaient pas sans fondement.

J'ai critiqué plus d'une fois les méthodes de Larissa Piachéva en lui proposant de faire preuve

d'un minimum de tact à l'égard des gens, de leur expliquer les avantages futurs de la privatisation au lieu de les menacer. Il fallait comprendre qu'en rachetant les entreprises, les nouveaux propriétaires auraient certainement à faire face à des difficultés, à des pertes de revenus, ce qui était particulièrement douloureux dans les conditions présentes de la hausse des prix. Il convenait de leur faire admettre qu'à long terme ils y gagneraient ; au lieu de faire pression sur eux en les menaçant de vendre les entreprises aux enchères, il fallait les soutenir. Notre but n'était pas de démoraliser les travailleurs mais de rendre leur travail plus efficace.

Ces discussions remplirent les colonnes des journaux et les petits écrans. Puis la «privatisation en avalanche» céda la place au programme baptisé «privatisation accélérée» qui prévoyait de privatiser, en 1992, 91 % des établissements commerciaux, 97 % des restaurants et cantines, 97,5 % des autres services (maisons de couture, salons de coiffure, ateliers de réparation). En même temps nous nous attachâmes à créer un réseau de commerce en gros et d'intermédiaires. Plus tard, viendrait le tour des petites et moyennes entreprises industrielles, des transports urbains, des stations d'essence et des hôtels.

Hier capitale du socialisme, demain centre mondial des affaires

- Ça ? Une révolution ? s'exclama mon compagnon, un gentleman d'un certain âge, en interrompant mon récit passionné.

Nous étions attablés dans un pub londonien où mon hôte m'avait aimablement invité, et nous causions, en collègues, de ce qui était, en somme, notre métier à tous les deux.

Soudain, vus de cette île lointaine avec les yeux de ce Britannique, tous mes problèmes me parurent insignifiants. Pour lui, un pub ne pouvait être que privé ; il n'en avait jamais connu d'autre. Les problèmes de privatisation lui étaient familiers car il participait aux débats parlementaires de son pays, mais la privatisation à la britannique concernait de gigantesques entreprises telles que les compagnies aériennes, les chaînes de télévision, les usines d'armement.

Cet homme était incapable de s'imaginer que la privatisation d'un salon de coiffure pouvait poser des problèmes. Dans le monde où il était né et où il vivait, les commerces avaient toujours été privés. C'est pourquoi le mot de «révolution» appliqué à nos problèmes lui paraissait fortement exagéré : pour lui ce n'était qu'un lent retour (beaucoup trop lent à son gré !) au cours normal des choses. Comment pouvait-il savoir qu'en soixante-dix ans, une civilisation nouvelle avait été formée sur le territoire de l'URSS, que les distorsions de cette longue époque historique, se manifestant au niveau des plans et des directives, avaient prati-

quement modifié le code génétique des habitants, les dotant de nouveaux instincts, de nouveaux comportements sociaux ?

Trois générations de Soviétiques avaient été porteuses de cette nouvelle mentalité. Revenir à une vie «normale» signifiait s'arracher à une autre civilisation, «anormale, celle-là», à un monde où il était impossible de réserver une chambre d'hôtel, de louer un bureau convenable, d'obtenir le moindre renseignement, d'acheter un billet d'avion, d'avoir une communication téléphonique, de s'appuyer sur la loi si l'on était trompé.

Avec le temps, tous ces problèmes, bien sûr, seront résolus. Mais, dès maintenant, nous avons besoin d'hommes d'affaires étrangers. Nos «problèmes» ne sont perçus comme tels que par les étrangers : les Soviétiques, en règle générale, ne les remarquent même pas. Cela signifie que lorsqu'elle invite des partenaires étrangers dans la capitale, la municipalité de Moscou doit faire face non seulement à des difficultés d'ordre professionnel, mais aussi à des difficultés «de civilisation». L'homme d'affaires qui part pour la Russie comme pour un pays étranger ordinaire découvre au bout de quelque temps avec stupeur qu'il a atterri sur une autre planète, voire dans une autre galaxie.

Il est incapable de comprendre que la «civilisation soviétique» a formé des gens pour lesquels le sens du sacré ne commence pas et ne finit pas avec la propriété privée. Voilà pourquoi nos députés ne peuvent se décider à fixer dans la loi le droit le plus élémentaire : celui, pour le chef d'entreprise, d'acheter le terrain sur lequel se trouve l'entrepri-

se. Rien ne peut donc garantir la sécurité des investissements.

L'étranger est incapable de comprendre un monde dans lequel rien n'est jamais garanti, où il n'y a ni loi sur les investissements, ni normes régulant les conflits, ni aucune espèce d'assurance ou normes morales vous obligeant à respecter un contrat, ni «règles du jeu» un tant soit peu sacrées.

En se rendant en Russie, l'homme d'affaires occidental se prépare à toute sorte de difficultés, mais il n'est pas prêt à se retrouver au milieu d'un chaos de décisions arbitraires, dans un pays dont le gouvernement et les députés se sont donné le mot pour modifier à chaque instant les textes législatifs sans jamais penser aux hommes qui devront les appliquer ; et cela parce que ces politiciens ont grandi dans une société qui n'est pas supposée être constituée d'hommes capables d'agir et d'organiser la vie autour d'eux.

Seule une forte personnalité peut compenser, dans une certaine mesure, les tares d'une telle structure. Le rôle qui revient naturellement, dans une société saine, aux lois et aux normes, c'est le maire de Moscou, Gavril Popov, qui le remplissait alors. Les businessmen qui avaient affaire à lui voyaient qu'il était guidé par une idée et leur activité quotidienne, qui consistait à gagner de l'argent, se transformait en cause sacrée au service de la société. Par là même, Popov ressuscitait en eux des idéaux que les pays développés ont bien oubliés, des idéaux qui ont inspiré les hommes à l'aube du capitalisme et dont l'air de notre pays est aujourd'hui imprégné.

Pour ce qui est des résultats pratiques des efforts de la municipalité de Moscou à intégrer le monde international des affaires, ils sont aujourd'hui plutôt positifs : la ville compte maintenant 625 sociétés mixtes, ce qui représente à peu près 40 % de toutes les sociétés mixtes enregistrées en Russie (McDonalds, un modèle de réussite, Coca-Cola etc...) Les projets de création de sociétés à 100 % de participation étrangère sont de plus en plus populaires. Des contrats à long terme ont été conclus avec des sociétés japonaises, suisses, etc...

Mais notre objectif essentiel est de créer le plus rapidement possible les infrastructures nécessaires au développement des affaires internationales. Nous sommes en train d'édifier à Moscou un centre international d'appels d'offres, un Fonds municipal d'assurance pour les investissements ; nous élaborons des moyens financiers, fiscaux et autres pour inciter les sociétés à participer à la réalisation des projets de la capitale. Une Chambre de commerce et d'industrie, chargée d'accélérer la formation d'une infrastructure industrielle, commerciale et financière a été créée à Moscou. Bientôt, le projet «Moscow-city», qui prévoit la mise en exploitation de plusieurs millions de mètres carrés d'espace de bureaux et d'hôtels, sera prêt et nous pourrons commencer à le réaliser.

Pour la construction d'hôtels, nous avons des projets particulièrement importants de coopération avec les sociétés étrangères. D'après nos calculs, près de vingt millions de touristes souhaitent visiter Moscou chaque année. Mais si, à Londres, il y

Soixante-douze heures d'agonie

a plus de dix mille chambres d'hôtel confortables, nous n'en avons, à Moscou, que deux mille et nous prévoyons d'en construire autant avant 1994. Nous commencerons ensuite la construction d'un monorail rapide reliant l'aéroport international à la capitale et nous nous occuperons de la modernisation des gares ferroviaires et fluviales. Bref, notre objectif est de transformer la capitale en un centre financier, culturel et scientifique d'importance mondiale qui assurera à ses visiteurs d'excellentes conditions de vie et occupera une place d'honneur parmi les grandes capitales du monde.

Etre le maître chez soi

Cependant pour le maire de Moscou, il était primordial de commencer par la privatisation des logements.

Gavril Popov avait toujours insisté sur ce point, expliquant qu'on ne pouvait espérer aucune activité, ni dans le domaine des affaires, ni dans celui de la production tant que les Soviétiques ne posséderaient rien. Les «exploits» des communistes sont multiples, mais le plus formidable d'entre eux est d'avoir effacé jusque dans les gènes de leurs compatriotes le désir d'acquérir des biens et de les multiplier, la dignité d'être son propre maître qui en résulte, la volonté de préserver leurs biens pour les transmettre à leurs héritiers. Ils ont fait ce que n'avaient pas osé faire les plus fanatiques des idéologues médiévaux qui connaissaient l'art de tirer des paraboles de l'Évangile des

idées sociales. Les communistes voulaient créer un «homme nouveau» ; celui qu'ils ont généré est dépourvu d'esprit d'initiative, de sens des responsabilités ; habitué à recevoir l'aumône de l'Etat, il ne sait même pas gagner sa vie. Tant que nous ne lui aurons pas redonné le sens de la propriété, nous ne pourrons pas exiger de lui qu'il comprenne nos problèmes.

Il était essentiel de convaincre les députés du parlement de la nécessité d'adopter la loi sur la privatisation des logements. Comme les familles soviétiques occupaient des appartements d'Etat ou des appartements coopératifs, il était indispensable, pour changer leur mentalité, de faire de ces logements leur propriété privée.

Le MosSoviet, que l'on appelle aujourd'hui Parlement de Moscou, était d'accord sur le principe. Il n'y eut donc presque pas d'objections jusqu'au moment où l'on s'attela effectivement à l'élaboration des lois et des modalités de la privatisation. Pourquoi les uns deviendraient-ils propriétaires de grands appartements et les autres, de petits ? Pourquoi les uns auraient-ils leur logement au centre et les autres dans les faubourgs ? Les uns, dans de beaux immeubles, les autres dans des maisons vétustes ? Toutes ces questions n'étaient pas sans fondement : on sait que, pendant les soixante-dix ans de socialisme, beaucoup de fonctionnaires du parti et de hauts responsables - ceux-là même qui ont ruiné le pays - se sont établis à Moscou dans de vastes appartements du centre-ville alors que le «commun des mortels» (y compris les Moscovites de souche)

Soixante-douze heures d'agonie

était chassés du centre et logé dans de petits appartements minables et dans les immeubles si mal construits qu'ils nécessitent déjà de grosses réparations.

Les discussions n'en finissaient pas. Les députés proposaient des méthodes compliquées de calcul ; ils avançaient par exemple, l'idée de faire payer aux futurs propriétaires la surface «superflue» de leur logement, c'est-à-dire celle qui excédait les mètres carrés prévus par la norme, ou de payer pour le «confort» de l'appartement, ou pour le quartier. Plus les discussions se multipliaient, plus il devenait clair que nous perdions un temps précieux. Le processus de privatisation menaçait de s'éterniser.

Je me permettrai ici une digression pour parler de notre pouvoir représentatif qui se distingue sensiblement de celui que l'on connaît en Occident.

Nous disons de nos «soviets» qu'ils sont des parlements, mais ce n'est là qu'une métaphore. En réalité, ils se rapprochent plus des soviets bolcheviks (qui donnèrent leur nom à notre pays) que des assemblées élues des pays occidentaux. La ville de Moscou compte aujourd'hui à elle seule près de quatre mille députés municipaux (à New York il y en a soixante). Ces chiffres énormes sont nés dans la tête de Gorbatchev -ou peut-être de son entourage- au moment où il fallait faire entrer la «nomenklatura» du Parti dans le corps des députés. En remettant à l'ordre du jour l'appel de Lénine, *«La totalité du pouvoir aux soviets !»*, les instigateurs de la péréstroïka ont choisi ce moyen

pour conserver le monopole du Parti sur le pouvoir. Par inertie, beaucoup de communistes se sont fait élire, mais, à Moscou, à Saint-Pétersbourg et dans d'autres grandes villes, les démocrates l'ont emporté. Au sein des soviets de ces villes le PCUS ne joue plus le rôle qu'il avait toujours joué, mais l'énorme structure rigide proposée par Gorbatchev est demeurée.

Ces soviets, composés en partie de communistes et d'anciens responsables, en partie de populistes qui ne savaient que haranguer les foules durant les meetings, se sont vite avérés incapables d'accomplir ce pour quoi ils avaient été élus : rédiger les textes des lois. Au lieu de chercher des solutions aux préalables qui exigeaient une bonne compréhension des mécanismes complexes du système démocratique, ils se sont contentés d'appliquer, avec une logique de déclassés, le principe de nivellement. Les nouvelles réalités, telles que l'entreprise et le libre marché, ne s'associaient dans leur cerveau qu'avec le seul stéréotype qu'ils aient toujours en tête, le monopole d'Etat. Lorsqu'il avaient à examiner des problèmes économiques, scientifiques ou culturels concrets, ils appliquaient la «loi de Parkinson». Selon cet écrivain, l'incompétence professionnelle se résume dans l'exemple suivant : un homme ignorant tout du réacteur mais sachant comment bricoler un auvent pour bicyclette réglerait en cinq minutes tous les problèmes du réacteur, mais discuterait pendant quatre heures des différents moyens de construire l'auvent.

Le principe démocratique de la séparation des

pouvoirs se révéla par ailleurs un obstacle insurmontable pour les nouveaux parlementaires. Comme ils avaient entendu dire, ou lu, que ce principe constituait la base de tout système démocratique, ces derniers l'acceptaient tous, en théorie du moins. Mais le principe est une chose et sa réalisation en est une autre ; pour qu'un principe fonctionne, de nombreuses années d'expérience pratique sont nécessaires ; la théorie ne suffit pas.

Le gouvernement doit se soumettre

Lorsque le principe de la séparation des pouvoirs est appliqué par des mentalités totalitaires, il donne naissance au petit jeu de «à qui l'emportera». Le parlement, jaloux du président et du gouvernement, prétend contrôler l'un et l'autre. Il aspire au pouvoir absolu.

Cette situation ne se manifesta pas seulement au MosSoviet. Elle apparut bientôt au Soviet Suprême lorsque le gouvernement de Russie décida d'entreprendre des réformes radicales. Se rendant compte qu'ils allaient perdre la possibilité de contrôler les actes de l'exécutif, les députés tentèrent, assez brutalement du reste, de faire obstacle aux réformes. Le gouvernement menaça de démissionner ; il fut suivi par le gouvernement de Moscou. Et lorsqu'un journaliste demanda au président du parlement, Khazboulatov, si un compromis était possible, je me souviens que ce dernier répondit : «*Le gouvernement doit se soumettre sans réserve au parlement ; il n'y a pas d'autre compromis possible*».

Si je parle de ces problèmes, c'est pour montrer que le pouvoir exécutif s'est heurté à une situation typique. Avant de poursuivre sur ce sujet, je voudrais dire encore quelques mots de la privatisation des logements. Le maire fit preuve d'une fermeté que je n'attendais pas de lui. Il réussit à soumettre le parlement de Moscou à sa volonté, repoussa toutes les propositions, plus astucieuses les unes que les autres, sur les compensations que devraient payer les locataires et insista sur l'adoption de la solution la plus simple : chaque locataire deviendrait automatiquement propriétaire de son logement car il était inutile de compliquer la situation.

Mais, après avoir convaincu le parlement, le maire se heurta à l'administration municipale. Ces fonctionnaires ne parvenaient pas à imaginer comment on pouvait céder les appartements à leurs locataires sans longues formalités administratives. Il faudrait, insistaient-ils, que chaque Moscovite commence par déposer une demande, puis qu'il obtienne l'accord des services sanitaires, techniques et autres -y compris celui des pompiers-, puis qu'il se présente devant une commission spéciale et, bien sûr, qu'il fasse notarié tous ses documents...

Le maire repoussa catégoriquement ces propositions et insista sur les modalités les plus simples : une demande adressée au gérant par le locataire et un délai d'un mois à l'administration pour remettre son titre de propriété au nouveau propriétaire. Sans commissions ? Sans notaires ? Sans inspection technique ? s'étonnaient les

employés de la mairie. Sans rien de tout cela, insistait Popov, l'essentiel était de faire vite. Si nous n'arrivions pas à créer dans notre société une large couche sociale d'entrepreneurs, de propriétaires, de personnes actives, nos réformes ne pourraient s'appuyer sur rien de tangible. Nous n'avions pas de temps à perdre.

Le maire démissionne

Il y a quelques années, alors que je ne connaissais pas encore Gavril Popov, je lus par hasard, dans la revue populaire «*Znanie Sila*», un de ses articles consacré à l'histoire des réformes en Russie. Dans les réflexions de cet économiste, je fus surpris de trouver une note lyrique. L'auteur parlait de ceux qui avaient consacré leur vie à combattre la routine dans l'empire russe du XIXe siècle et remarquait qu'en règle générale, tous ces gens devenaient les victimes de l'absence d'esprit de suite du pouvoir ; après les avoir utilisés, on les chassait sans jamais leur donner la possibilité de mener leur tâche à son terme.

Sans être enclin au mysticisme, je sais que l'on peut parfois prévoir son sort. Aussi, lorsqu'un beau matin de novembre, Gavril Popov me convoqua pour me dire : «*Tout cela ne mène à rien. Il est temps de démissionner*», cet article me revint à l'esprit. C'était exactement la situation qu'il avait décrite.

La presse montait les esprits. Se trouvant dans une époque de transition où la censure n'existait plus mais où l'on n'avait pas encore créé les méca-

nismes démocratiques obligeant les journalistes à répondre devant la loi des calomnies qu'ils proféraient, ces derniers s'en donnaient à cœur joie en rapportant des rumeurs et en formulant des accusations non fondées. Certains d'entre eux se permettaient d'écrire que les fonctionnaires de Moscou touchaient des pots de vin sans apporter aucune preuve de leurs affirmations. Les commentateurs de la télévision pouvaient lancer : « *le gouvernement municipal est le plus corrompu du monde* », sans autre argument que celui-là. Lorsque, au cours d'une émission en direct, j'interrompis le journaliste pour lui demander : « *Vous avez des confirmations ?* » il se vit obligé de présenter des excuses. Mais nous n'étions pas toujours au côté des journalistes pour rectifier leurs propos. Les journaux du Parti, nos ennemis de toujours, étaient les premiers à exciter les passions, mais la presse démocratique les rejoignit bientôt dans cette persécution. Et ceci s'explique de façon simple car les pouvoirs municipaux sont ceux qui concernent le plus directement les personnes ; nous avons refusé un local à l'un, des avantages fiscaux à l'autre, et nous nous étions faits ainsi beaucoup d'ennemis. Offensés, les gens se vengeaient sans penser aux moyens. On disait que les autorités municipales de Moscou « *s'étaient détachées des problèmes des citoyens* » ; on criait qu'elles « *vendaient la Russie aux étrangers* »... L'essentiel était de dénigrer.

J'ai la peau dure et tout ceci me laisse indifférent. Mais Popov s'est avéré plus sensible. La sourde opposition des fonctionnaires à tout ce qu'il entre-

prenait était pour lui une deuxième source de déception. Les fonctionnaires ne comprenaient pas ce qu'il attendait d'eux. J'ai déjà donné l'exemple des problèmes soulevés par la privatisation des magasins et des logements. Mais ces situations se répétaient sans cesse : on expliquait ; les fonctionnaires tombaient d'accord ; ils promettaient ; mais il suffisait d'avoir le dos tourné pour que tout s'arrête. Pour affronter une telle situation il fallait posséder une énergie à tout casser.

Le troisième mur à abattre était le Parlement de Moscou. Progressiste et démocratique dans son ensemble, celui-ci ne voulait en aucun cas céder le pouvoir exécutif au maire et au gouvernement. Lors du coup d'État, nous étions tous du même bord ; au cours de la campagne électorale, nous étions tous d'accord. Mais, une fois réunis, les députés, qui se sentaient soutenus par huit millions d'électeurs, n'admettaient pas qu'ils dussent se contenter d'adopter des lois, de s'occuper des impôts, des articles du budget et de laisser à d'autres le soin de gérer les problèmes concrets de la Ville. Mentalité du pouvoir unique inculquée par des décennies de totalitarisme.

Le dernier obstacle sur la voie choisie par Popov était le Parlement de Russie. Celui-ci considérait que Moscou n'avait pas le droit d'aller plus vite que le reste du pays. Pourquoi la capitale ne voulait-elle pas suivre le mouvement ? Pourquoi prenait-elle des décisions sans attendre qu'elles soient adoptées pour la Russie tout entière ? Popov objectait, discutait, expliquait. Certaines étapes de la réforme avaient déjà été réalisées à

Moscou, disait-il ; nous pouvions aller de l'avant. Si nous réussissions, notre expérience permettrait d'appliquer nos méthodes au reste du pays ; si nous ne réussissions pas, des erreurs pourraient être évitées. Mais ces démonstrations étaient vaines : le Parlement n'acceptait pas qu'un statut spécial fût accordé à Moscou pour la réalisation des réformes. Et, parmi les députés de Russie, on assurait que «*Moscou faisait des caprices*», que «*Moscou voulait une trop grande indépendance*», que «*Moscou interprétait les lois comme elle l'entendait*»

Popov décida donc de démissionner et annonça sa décision au cours d'une séance du Parlement de Moscou. Il parlait d'une voix émue. Il avait l'air surmené, malade.

Je ne sais s'il s'attendait lui-même à une telle résistance de la part de son gouvernement. Mais, prenant la parole les uns après les autres, les ministres se prononcèrent catégoriquement contre sa démission. C'était de la lâcheté, disaient-ils. Il trahissait la cause qui les avait tous réunis. Son pouvoir allait affaiblir le pouvoir exécutif. Il allait saper les réformes. Il frapperait l'aile démocratique du MosSoviet.

Prenant la parole en dernier j'avancai les mêmes arguments, mais sur un ton peut-être plus passionné, plus direct, plus brutal. Peut-être même trop brutal ! Je déclarai que Gavril Popov avait absolument tort de prendre cette décision, qu'il n'avait pas encore entrepris toutes les démarches nécessaires, qu'il pourrait, si ces dernières s'avéraient vaines, démissionner. Il n'avait pas parlé au

Président Elstine ; si ce dernier lui refusait son soutien, ce serait différent ; mais, dans ce cas, nous démissionnerions tous ensemble. Si nous étions ici, ce n'était pas pour nos portefeuilles de ministres, mais pour réaliser les réformes.

Les réformes ont le feu vert

Le soir même je téléphonai à Eltsine en le priant d'accorder une entrevue au gouvernement de Moscou. Je lui expliquai que nous voulions le mettre au courant de notre réaction devant la démission du maire. Le Président accepta de nous recevoir dès le lendemain et cette entrevue marqua un tournant qui détermina le cours ultérieur des événements à Moscou.

Le Président nous écouta attentivement, nous interrompant de temps en temps pour poser des questions. Notre façon d'interpréter la situation avait beaucoup d'aspects nouveaux pour lui. Il déplora la rareté de nos rencontres et se déclara mal informé de nos problèmes. Considérant que ceux-ci étaient tout à fait réels il nous promit de se pencher sur la question. Et, en effet, peu de temps après notre entrevue, il publia une série de décrets qui donnaient à la ville de Moscou le droit de procéder aux réformes plus rapidement que les autres régions de Russie.

La situation n'était donc plus la même. Et comme les raisons qui poussaient le maire à démissionner n'existaient plus, Gavril Popov décida de rester. Nous avons reçu les pouvoirs que nous réclamions ; il fallait passer aux actes.

C'est alors que je fis une proposition inattendue pour tous : «*Notre gouvernement, dis-je, doit démissionner*» ; il fallait former une nouvelle structure du pouvoir exécutif, un gouvernement réformateur. Pour la première fois dans l'Histoire de notre pays, le gouvernement de Moscou, en respectant toutes les règles de procédure, remit donc sa démission au maire. Le maire l'accepta et confia la formation d'un nouveau gouvernement au Premier ministre. Cette fois, ce gouvernement se passerait des vieilles structures bureaucratiques, du lourd appareil avec ses «directions», «secteurs» et «sous-secteurs» qui freinaient tant les réformes. Les réformes s'accéléraient !

Une conclusion qui n'est pas la fin de cette histoire

Au cours d'une promenade à la campagne, un week-end (j'avoue que cela ne m'arrive pas souvent), je me trouvai soudain devant une haute palissade aveugle. Derrière s'élevait une maison qui, par ses dimensions et son allure, rappelait les palais des hauts dignitaires du siècle dernier.

- Qui habite là ? demandai-je.

- Slioukov, répondit mon ami. Tu sais bien, celui du Comité central.

Je ne sais si le lecteur comprendra mes sentiments, mais j'eus soudain comme un goût amer dans la bouche. Si cet ex-membre du politburo n'avait pas été une telle nullité, s'il n'avait pas nui autant au pays et s'il avait été moins antipathique, peut-être ne me serais-je pas senti à ce point

trompé. Mais, ayant évalué d'un regard que cette ex-«gosdatcha» (résidence d'Etat) et ses dépendances étaient toujours entretenues aux frais de l'Etat et que, par conséquent, des fonds étaient alloués à cet effet dans une colonne perdue du budget, je pensai au mot de Chesterton : «*Dans l'histoire, il n'y a jamais eu de révolution mais seulement des contre-révolutions*».

Vraiment ! Etait-ce cela que nous avions promis aux défenseurs de la «Maison-blanche». ? La «Pravda», journal communiste qui avait perdu la plupart de ses lecteurs, devait-elle être subventionnée par l'Etat ? Qui subventionnait le musée de la Révolution, par exemple, qui avait si peu de visiteurs ? Et le Mausolée de Lénine, avec ses diaboliques sous-sols aux laboratoires mystérieux, qui coûtait des millions, pendant que les hôpitaux pour enfants manquaient de tout ?

Les solutions que j'aurais pu proposer n'avaient qu'une importance secondaire. L'important était qu'en août, en appelant la population à défendre le nouveau pouvoir, nous lui avions promis que nous n'aurions plus de secret pour elle. Or, non seulement les mystères se multipliaient, mais leur source perdait sa clarté d'antan.

Naguère nous entretenions la «nomenklatura» communiste ; qui à présent entretenions-nous ? Nous avons abandonné le soin de diriger le pays à des fonctionnaires incapables ; qui à présent dirigeait ?

Peut-être sous-estimions-nous la vitalité du système soviétique. Nous étions habitués à juger ce dernier par contraste avec la démocratie occiden-

tale, et voilà qu'il rejetait sa peau totalitaire et prenait le visage de la démocratie parlementaire comme dans un film fantastique où l'esprit du mal se réincarnerait d'un personnage dans un autre. Mais ce parlement, qui n'avait ni parti dirigeant ni opposition et qui constituait une masse informe, au vote aléatoire même pour les questions de grande gravité, en était-il vraiment un ?

Encore un détail -on puisait chaque année 205 millions de roubles dans la caisse municipale pour entretenir le parlement de Moscou- et vous comprendrez mieux ce qui me troublait. Les députés des anciens «soviets» n'étaient pas payés, mais nous entretenions la «nomenklatura» communiste. Maintenant qu'il n'y avait plus de «nomenklatura», les députés des nouveaux «soviets» se battaient de plus en plus énergiquement pour leurs privilèges. Dans les conditions de la réincarnation «parlementaire» de l'esprit de la «nomenklatura», la seule chose qui nous restait à faire était d'apprendre à diriger ce «parlement».

En Grande-Bretagne, à l'époque de Wilson, le Parti travailliste avait au parlement une majorité de trois voix ; le pays tout entier le savait ; on attendait que ces trois députés tombent malades pour faire passer les projets de loi.

Notre parlement à nous était générateur de décisions aléatoires, irréfléchies et vagues. Cependant, la population n'aimait pas les vaines discussions qui faisaient naître en elle un sentiment d'insécurité. Les députés le savaient. Leur instinct de conservation devrait jouer (comment pouvait-il en être autrement chez des gens ache-

tés par des privilèges ?) et nous obtiendrions alors une nouvelle forme de système totalitaire qui finirait par se souder avec le pouvoir présidentiel pour ne plus former qu'un tout monolithique. Le face à face actuel n'était-il pas anormal ? N'était-il pas une forme de protestation contre l'idée, étrangère à la tradition russe, de la séparation des pouvoirs ?

Telles étaient mes réflexions.

J'ajouterai que ceci n'est qu'un des scénarios possibles de l'adaptation de l'organisation sociale occidentale aux conditions russes. D'autres sont possibles. Ils sont même à l'étude. Mais il me semble parfois (surtout pendant les week-ends comme celui dont je viens de parler) que les scénarios de ce genre ne sont que des jeux d'esprit auxquels se livrent les spécialistes.

Le raisonnement de ces derniers suppose qu'il est possible de trouver une logique sous-jacente aux étrangetés de notre évolution, qu'en systématisant et en classant ses éléments on en obtiendrait une explication rationnelle, ce qui devrait permettre de prévoir son évolution ultérieure et d'éviter les erreurs.

En est-il ainsi ? Au fur et à mesure que le nombre des modèles s'accroît, les éléments bizarres écartés du schéma se multiplient. Ils échappent à notre entendement, refusent de se plier au bon sens. Ne vaudrait-il pas mieux, dans ces conditions reconnaître tout simplement que notre système naissant ne se plie pas aux lois de la logique et de la raison, que notre révolution a libéré des forces sociales inconnues et que nous sommes

entraînés malgré nous dans un jeu diabolique ? Heureusement je ne suis guère enclin à ce genre de réflexions. Je ne suis pas un spécialiste en « démonologie » mais un spécialiste en gestion ; j'ai l'habitude de croire à la raison, à la victoire du bon sens et du bien. Mais je comprends les sentiments de ceux qui se trouvent devant un tel mur. Si nous permettons aux gens de perdre tout espoir en notre étrange révolution, nous ne pourrions jamais sortir de la crise.

Epilogue

Je doute qu'il se trouve aujourd'hui quelqu'un capable de prévoir les événements à venir dans les vastes espaces de l'ex-Union Soviétique, ou même seulement de la Russie, à l'exclusion des diseuses de bonne aventure professionnelles et des astrologues. Ne me considérant ni comme l'un d'eux, ni comme un politologue, je me contenterai d'énoncer tout haut les pensées qui me viennent à l'esprit et qui n'ont rien à voir avec un calcul mathématique ou logique, les changements qui surviennent actuellement dans notre pays n'étant pas d'ordre quantitatif mais qualitatif.

Nous nous trouvons à un tournant de l'Histoire et, pour juger de la direction que celle-ci prendra, je préfère me fier à l'amour de mon pays plutôt qu'à un raisonnement froid.

La première question que je me pose, question essentielle, paraît sinistre : un nouveau putsch semblable à celui d'août 1991 est-il possible ? Je sais que cette question inquiète non seulement mes concitoyens mais le monde entier.

Eh bien non, trois fois non !

L'Histoire nous apprend que toute tentative de retour en arrière, dans un passé heureux ou tragique, se traduit par un échec. Les putschistes modèle 1991 étaient esclaves de leur propre passé ; ils ont perdu. Leur programme, si l'on peut appeler ainsi les bêtises impuissantes que nous entendîmes le 19 août à la télévision et que nous lûmes dans les journaux, n'était qu'une suite de mots vides de sens. Un proverbe oriental dit que l'on ne peut verser d'un broc que ce qu'il contient : eh bien, le programme des conjurés ne contenait ni promesses réelles ni mot

Epilogue

d'ordre de quelque attrait que ce soit pour la plupart des gens.

Deuxième question : la menace d'un nouveau putsch, sous d'autres couleurs, et, avant tout, sous les couleurs les plus dangereuses, celles du fascisme, existe-t-elle ?

Je manquerais de sincérité si je rejetais ce danger avec insouciance. Les changements, même les plus radicaux, qui ont lieu dans les sociétés civilisées et bien nourries ne dépassent pas généralement les limites du bon sens, entraînent un minimum de pertes et, en tout cas, ne tournent jamais au massacre. Mais nous sommes un peuple mal nourri, une société politiquement et économiquement arriérée, qui a entrepris de démolir ses anciennes structures et engendre par là le chaos et l'anarchie. Les pages d'Histoire consacrées à des circonstances semblables ont toujours été écrites avec le sang ; il suffit pour s'en convaincre de rappeler deux coups d'Etat : le putsch bolchévique de 1917 en Russie et le putsch fasciste, hitlérien, du début des années trente en Allemagne. On sait ce que l'un et l'autre apportèrent aux peuples qui en furent victimes.

Le premier signal de ce danger a été donné en Union Soviétique en 1991, lors des élections du président de Russie. L'un des rivaux de Boris Eltsine a réuni alors six millions de voix, conquises par les cris ridicules et déments du candidat ; mais ces cris ont gagné le cœur de millions de gens, pour la plupart des jeunes. Les solutions simples et rapides ont un côté fort séduisant pour les déclassés de toutes les couches sociales, pour les mécontents aveuglés par la colère, pour les consciences primitives. Au fur et à

Soixante-douze heures d'agonie

mesure que les difficultés se multiplieront -aggravation des problèmes d'approvisionnement, augmentation du nombre des chômeurs, fermetures d'entreprises dues à la baisse de la production, réduction brutale des effectifs de l'armée, aggravation des conflits interethniques, libération et hausse des prix causées par le passage à l'économie de marché viendront s'ajouter à ces six millions de voix beaucoup d'autres. Déjà retentissent çà et là des appels à la grève, aux manifestations ; si un leader intelligent et dénué de principes se montre capable de faire jouer ces difficultés en sa faveur le putsch fasciste ne deviendra que trop possible.

Ce sont nos hommes politiques et, je tiens à le souligner, les hommes politiques étrangers qui ouvriront toutes grandes au fascisme les portes de la Russie s'ils continuent à se livrer à leurs luttes intestines et à se laisser manœuvrer par les événements comme ce fut le cas pendant les années de la perestroïka, lorsque le moindre événement inattendu leur faisait faire un bond de côté.

Je suis tenté de me rallier à l'avis de ceux qui rattachent le putsch d'août à la rencontre de Mikhail Gorbatchev à Londres avec les sept Grands, rencontre qui ne fut pratiquement couronnée d'aucun résultat tangible pour l'Union Soviétique.

Pour le moment, nous n'avons pas de «führer» en Russie ; mais nous comptons déjà suffisamment de gens prêts à faire à l'un d'eux la courte-échelle. La suite des événements dépend de nos hommes politiques et, je le répète, des hommes politiques étrangers ; car les forces maléfiques vont soit prendre des forces, s'allier à l'Orthodoxie, à l'Islam, soit s'étioler,

Epilogue

s'isoler du nationalisme réactionnaire, du chauvinisme, du fanatisme religieux. La chute de l'idole communiste a laissé un grand vide et, comme on l'affirme souvent, les Russes ne peuvent pas se passer d'icônes.

Par ailleurs, il serait naïf d'enterrer avant l'heure le danger communiste aux multiples visages. Les communistes fondamentalistes se hâtent aujourd'hui d'endosser les habits démocratiques aux couleurs des drapeaux nationaux, brandissent des slogans sur la justice sociale, l'égalité, la défense des intérêts du peuple que les nouveaux capitalistes s'apprêtent soi-disant à exploiter sans merci pour passer à l'économie de marché. Dans les campagnes et les petites villes, les plus habiles fonctionnaires du parti ont su quitter le bateau communiste en perdition pour chercher refuge dans les institutions publiques de toutes sortes. Ces bandits continuent de faire la loi dans la population en attendant de prendre leur revanche. Et la population n'ose pas les contredire car ils représentent pour elle, comme toujours, l'autorité.

Il existe encore un autre danger : c'est celui de périr sous les décombres de l'empire soviétique si la tragédie yougoslave se répète dans notre pays mais à une échelle incommensurable. Un tel « choc nucléaire » nationaliste ferait trembler non seulement l'Europe mais le monde entier. Dans toute l'ex-Union Soviétique, vivent cinquante millions (!) de personnes, dont la moitié de Russes, qui n'habitent pas sur le territoire de leurs républiques dont les frontières ont été tracées d'une manière tout à fait aléatoire par Staline. Le conflit sanglant entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut Karabakh est là

pour nous rappeler qu'il s'agit d'un gigantesque champ de mines. Or toutes les républiques qui ont proclamé dans les derniers mois leur indépendance et leur souveraineté se trouvent en « instance de divorce » et l'on ne voit pas la fin de ce processus. On partage les biens, les réserves d'or du pays, l'armée... Chacun veut tout. Certaines républiques réclament leur part d'armes nucléaires, ce qui peut déstabiliser la sécurité en Europe et dans le monde. En revanche, aucune ne veut se charger de sa part de dettes envers les créanciers occidentaux.

Je continue d'espérer qu'un jour les peuples qui ont vécu côte à côte pendant des siècles se sentiront de nouveau attirés l'un vers l'autre. Mais l'important, aujourd'hui, est de divorcer sans casser la vaisselle.

Certes, il est bien difficile de sortir tout seul de l'abîme. Si nous arrivons à conserver des liens économiques et à les fixer, soit dans un accord général entre plusieurs républiques sur une communauté économique, soit dans des accords bilatéraux, ce sera un bien pour tous.

Depuis les temps les plus reculés, la Russie s'est sentie la vocation, qui existe encore à l'état latent dans la population, de rassembler les terres autour d'elle ; aujourd'hui elle est au croisement des chemins. « L'ingratitude » des républiques voisines lui donne envie de claquer la porte et de vivre sa propre vie en considérant ses anciens concitoyens comme des étrangers, citoyens d'un autre Etat.

Mais il existe aussi une autre tentation : celle de se proclamer l'héritière de l'Union Soviétique désagrégée, d'en reprendre les rênes et de continuer à envoyer des ordres dans tous les coins de l'empire à

Epilogue

partir de Moscou ; et cela sans attendre que les discordes intestines secouent la Russie elle-même car, comme l'Union Soviétique dont elle a constitué la base, la Russie compte sur son territoire de nombreuses ethnies. Les adeptes de cette prise de position sont prêts à accueillir au sein de la Russie les républiques qui le désirent, mais seulement si celles-ci en acceptent les conditions et se tiennent tranquilles par la suite...

Entre ces deux extrêmes il doit bien y avoir un juste milieu.

La direction que suivront la Russie et ce qui fut l'Union Soviétique pour entrer dans le troisième millénaire sera déterminée par une multitude de causes et d'effets. Un homme ordinaire n'est pas en mesure d'élaborer un plan capable d'assurer notre sécurité future et notre bien-être à tous ; pour y parvenir il nous faudrait des hommes politiques d'une envergure planétaire. Mais en attendant que surgissent de tels hommes, je me permettrai de porter un jugement sur ceux que nous avons.

Notre jeune démocratie marche à tâtons. Elle ne dispose pas encore de la séparation des pouvoirs, normale pour la plupart des pays, qui lui est si nécessaire : le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif s'affrontent continuellement à tous les niveaux ; quant au pouvoir judiciaire, il jette des regards timides à l'un et à l'autre et commence déjà à recevoir des instructions des nouveaux députés. Sortis victorieux d'élections démocratiques, ceux-ci commencent à suivre les vieux modèles familiaux qui proviennent de notre passé dément et se mettent à copier les dirigeants communistes.

Soixante-douze heures d'agonie

La confrontation entre le pouvoir législatif et exécutif est tout à fait normale dans une société normale. Mais, dans notre pays qui est privé de la culture politique la plus élémentaire, qui se trouve déchiré par les ambitions de toutes sortes et qui est le théâtre d'une lutte acharnée pour le pouvoir, elle rend impossible toute action raisonnable, empêche la réalisation des réformes économiques et sociales. Ceci explique l'aspiration de la population à un exécutif fort, appelé par sa nature même à agir résolument et prêt à le faire. Mais, au préalable, nous devons, nous, avoir clairement conscience de ce qui distingue un exécutif fort d'une dictature, dictature à laquelle on accuse déjà Boris Eltsine d'aspirer.

Tout en reconnaissant qu'Eltsine a une forte personnalité, impulsive et énergique, qu'il est un « mutant » de l'appareil du parti d'où il est issu et qui l'a porté au sommet du pouvoir, je ne peux me rallier à cette opinion.

Eltsine est aujourd'hui un héros populaire, un chef de la révolution ; et les énormes espaces de la Russie ne peuvent pas se passer de la structure verticale d'un exécutif hiérarchisé soumis à un président . Mikhaïl Gorbatchev est l'opposé d'Eltsine ; les extrêmes se touchent, ils en font actuellement tous les deux la démonstration au monde. Les politologues affirment, preuves à l'appui, que Mikhaïl Gorbatchev est un évolutionniste convaincu. Leur argument principal est l'art avec lequel celui-ci s'est joué des forces réactionnaires en les menant pendant cinq ans par le bout du nez afin de ne pas leur permettre de porter atteinte à son œuvre, la pérestroïka. Malgré les concessions et les compromis-

sions, les victoires et les défaites, il est arrivé à ses fins : il a réveillé le pays endormi, a affaibli le pouvoir des communistes dans les domaines politiques et économiques, ce qui a causé la défaite des comploteurs en août et libéré définitivement la population de son passé maudit.

Le destin de Boris Eltsine lui-même confirme la thèse selon laquelle, pour être un homme politique, il faut savoir louvoyer. Il jeta un défi aux dirigeants du Parti à l'époque où il était premier secrétaire du comité du parti de la ville de Moscou et cela lui coûta son poste. Cependant, à force de louvoyer, on risque de perdre son identité et de sacrifier l'œuvre que l'on a entreprise. Août 1991 en est le témoignage éclatant. Cette fois, Gorbatchev a perdu et c'est son opposé, Eltsine, qui a remporté la victoire. Mais tous deux se retrouvent étrangement dans le même camp.

Je ne sais si l'alliance entre le révolutionnaire et l'évolutionniste, Eltsine et Gorbatchev, durera longtemps. Mais, en attendant que surgisse une nouvelle génération d'hommes politiques, leur alliance est notre seul espoir.

Au fur et à mesure que le temps passait, après le putsch, on se mit à critiquer Boris Eltsine de tarder avec les réformes, de laisser passer l'instant propice, d'avoir soudain quitté Moscou pour aller prendre du repos à Sotchi. Je suis sûr, quant à moi, que ce n'était pas une perte de temps ni une perte de vitesse après l'élan donné par la victoire d'août, mais un temps de réflexion indispensable pour préparer et adopter des résolutions vitales.

A la fin du mois d'octobre 1991 la voix du président de Russie, Eltsine, retentit de nouveau dans tout le

Soixante-douze heures d'agonie

pays. Il déclara devant le cinquième congrès des députés du peuple de Russie : *«J'ai pris la décision la plus importante de ma vie et, si je peux compter sur votre soutien et votre confiance, je suis prêt à aller avec vous jusqu'au bout»...*

A l'un des moments les plus critiques de notre Histoire, moment décisif pour notre avenir à tous et celui des générations futures, Boris Eltsine a pris, en effet, la plus grave décision de sa vie, celle de prendre la tête du gouvernement de Russie ; il a rendu public son programme de réformes, le bilan des événements d'août montrant clairement qu'il n'existait aucune alternative au développement démocratique. Dorénavant, les réformes ont le champ libre. Si nous les réalisons, nous arriverons à stabiliser une situation qui est devenue insupportable car le chaos économique a placé 55 % des familles au dessous du seuil de pauvreté.

Il est impossible de réaliser des réformes sans faire de sacrifices. Le pas le plus difficile est maintenant celui de la libération des prix. Nous misons sur une privatisation véritable, la création d'un secteur privé de l'économie, une réforme agraire et le soutien des exploitations agricoles. Lorsque le système des impôts deviendra efficace, la couverture sociale des catégories de la population dont le revenu est fixe sera renforcée.

Pour former un gouvernement de confiance populaire, Boris Eltsine a sacrifié les considérations politiques et choisi de véritables professionnels pour obtenir une équipe véritablement efficace...

Je suis un optimiste. Je crois à la bonne étoile de mon pays et je veux donc terminer ces souvenirs sur une note joyeuse.

Epilogue

Pour être objectif, je citerai ici le mot de Robert Straus, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, en poste depuis l'automne 1991 :

«La Russie est un pays qui dispose d'une force potentielle étonnante, a-t-il dit lors de sa première rencontre avec les journalistes. Cette force ne provient pas uniquement de ses dimensions gigantesques, de ses ressources considérables. Sa force, ce sont ses hommes».

A la question : *«Seriez-vous prêt à investir votre argent personnel dans l'économie soviétique ?»* , le diplomate a répondu sans ambiguïté : *«Oui, bien sûr. Et je conseillerai à mes enfants de faire de même.»*

Postface
par Boris ELTSINE

POSTFACE

Les trois journées des 19, 20 et 21 août 1991, entreront à jamais dans l'Histoire.

Et ce livre, «72 heures d'agonie», écrit sous l'impression immédiate des événements, que j'ai lu d'un bout à l'autre sans reprendre mon souffle, restera à jamais dans ma bibliothèque privée comme un souvenir de notre combat puis de notre victoire sur les forces du mal.

Les acteurs de ces événements, les journalistes, les politologues, les historiens diront encore beaucoup de choses sur ces journées d'août 1991 mais, j'en suis persuadé, peu d'ouvrages seront comparables aux «72 heures d'agonie», livre véridique dans les moindres détails et profond par l'analyse de la situation, livre qui traduit nos angoisses et notre foi en notre victoire, mais aussi le bonheur d'avoir triomphé du perfide ennemi de l'humanité déguisé en habits rouges. Je veux croire qu'après cette défaite, celui-ci ne pourra plus jamais relever la tête pour faire la loi sur la terre martyre de Russie.

Je voudrais que ce livre soit lu également par ceux qui espèrent encore rééditer leur coup, forcer l'Histoire à revenir en arrière, cadennasser à nouveau les esprits et les cœurs des hommes. Ce livre sera pour eux une leçon et leur rappellera que l'aspiration du peuple à la liberté est indestructible.

Postface

La Russie, qui réunit en elle les civilisations d'Europe et d'Asie, l'Occident et l'Orient, est appelée par le destin à protéger la planète des expériences historiques auxquelles se livre le diable lui-même, nous proposant des voies qui nous amènent toutes dans l'impasse du totalitarisme au lieu d'indiquer aux générations à venir la seule voie véritable, celle de la liberté de pensée et d'action.

Au vingtième siècle, la révolution bolchevique de 1905 en Russie fut le premier signal du danger qui menaçait le monde: celui de voir se réaliser en pratique les idées communistes. Ce signal ne fut pas entendu par le peuple et l'intelligentsia russes, et la révolution d'octobre 1917 éclata, marquant le début de presque huit décennies de dictature communiste monstrueusement inhumaine. C'est le mois d'août 1991, date de l'écrasement d'un putsch qui espérait rétablir ce régime, qui en a marqué la fin.

La Russie d'aujourd'hui, sa jeunesse, ses intellectuels ont fait ce que n'ont pas pu faire leurs prédécesseurs : ils ont renié le communisme en tant qu'idéologie, en tant que politique, en tant que manière de penser et d'agir.

Par rapport à l'éternité ces dizaines d'années ne sont rien ; mais pour un être humain, cela représente une vie entière. Aujourd'hui, nous pouvons être fiers d'avoir payé pour la faute et les malheurs de tant d'innocents, de tous ceux qui nous ont précédés, car, au seuil du troisième millénaire, nous nous sommes soulevés pour refuser, au nom de nos enfants et de nos petits-enfants, le poteau d'infamie que l'on voulait nous réserver dans l'Histoire et rendre enfin à notre pays le droit à la liberté. Ce n'est plus sous le

Soixante-douze heures d'agonie

drapeau du communisme, drapeau qui faisait trembler le monde entier, que nous entrons dans le nouveau millénaire, et ce n'est pas au ciel mais sur notre terre natale que nous voulons connaître le bonheur. Que notre expérience amère serve de leçon à tout le genre humain !

Le monde se souviendra d'août 1991 en Russie comme il se souvient d'octobre 1917. Il doit connaître aussi ces héros d'aujourd'hui, Moscou et les Moscovites. Ce sont eux qui, méprisant toute peur, n'ont pas craint d'offrir leur vie pour défendre la liberté, qui de leur propre bouche ont clamé : mieux vaut mourir debout que vivre à genoux.

Mais les véritables victoires, celles qui mènent au progrès se paient cher. Dans la nuit du 20 au 21 août, pendant les heures les plus dures du combat, à un moment où la balance de l'Histoire hésitait, trois hommes ont péri pour notre liberté : un ouvrier, un entrepreneur, un architecte. Et ces trois jeunes Moscovites sont le symbole des neuf millions de Moscovites, de toute la Russie, du monde entier.

Le putsch communiste a éclaté puis est mort à Moscou. C'est à Moscou qu'il a été écrasé avant d'avoir eu le temps de plonger le pays dans les ténèbres. Les Moscovites lui ont barré la route de leur propre corps. La ville de Moscou peut être fière d'avoir montré au monde entier son merveilleux visage.

Ce sont ses traits que vous avez découverts en lisant ce livre.

Boris ELTSINE

TABLE DES MATIERES

Avertissement.....	7 et 8
par Youri M. Loujkov	
 <i>Chapitre premier.....</i>	11 à 54
Le 19 août 1991	
 <i>Chapitre II.....</i>	57 à 81
Le 20 août 1991	
 <i>Chapitre III.....</i>	85 à 114
Le 21 août 1991	
 <i>Chapitre IV.....</i>	114 à 177
...Et les autres jours	
 Epilogue.....	179 à 188
 Postface.....	191 à 193
par Boris Eltsine	

*Achevé d'imprimer
le 18 novembre 1992
sur les presses de
l'imprimerie I.S.I.
3-3 bis passage Delaunay
75011 Paris
France*

- :-

L'auteur

Youri M. Loujkov a 56 ans. Vice-maire de Moscou lors de la tentative de coup d'Etat perpétrée par la vieille garde communiste – les 19, 20 et 21 août 1991 – il a succédé à Gavril Popov, dont il était l'un des plus proches collaborateurs.

Ingénieur de formation, Youri M. Loujkov a dirigé un groupement d'entreprises qui employait 22 000 personnes avant de devenir, en 1990, président du comité exécutif du Soviet des députés du peuple de Moscou. Elu vice-maire de Moscou, il a vécu de près les événements qui se sont produits en URSS durant l'été 1991 et qui ont eu pour conséquence, d'une part l'éviction de Mikhaïl Gorbatchev, d'autre part la dislocation de l'Union soviétique.

Youri Loujkov est marié. Il a deux enfants. Membre de l'équipe de football qu'il a constituée avec les membres de son gouvernement, très sportif, il n'hésite pas à nager en plein hiver dans un trou d'eau creusé dans la glace.

Il est assurément l'une des plus fortes personnalités de l'équipe qui dirige actuellement la Russie.

Le livre

19, 20, 21 août 1991 : les nostalgiques de l'ordre ancien tentent de renverser Mikhaïl Gorbatchev afin de restaurer le communisme en URSS. Mais ils se heurtent au peuple de Moscou qui répond massivement à l'appel de ses élus et se dresse contre les conjurés. Après trois jours d'affrontement, Boris Eltsine reste maître du terrain.

Ces "72 heures d'agonie", à l'origine de l'implosion de l'URSS, sont racontées ici, d'une plume alerte, par l'un des principaux acteurs du drame, Youri Loujkov, qui a vécu heure par heure sur le terrain cet événement. Un récit historique écrit par un témoin qui fut aussi l'âme de la résistance.

Traduit du russe par Elisabeth Mouravieff

Couverture : Anne Dudilleux

